Le “développement solidaire”

Une politique migratoire au service du développement des pays
africains ?

Nathalie Kotlok

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/1764>

DOI : 10.4000/hommesmigrations.1764

ISSN : 2262-3353

Éditeur

Musée national de l'histoire de l'immigration

Édition imprimée

Date de publication : 1 juillet 2010

Pagination : 268-278

ISSN : 1142-852X

Référence électronique

Nathalie Kotlok, « Le “développement solidaire” », *Hommes & migrations* [En ligne], 1286-1287 | 2010, mis en ligne le 29 mai 2013, consulté le 01 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/1764> ; DOI : 10.4000/hommesmigrations.1764

Un corps en exil

Entretien avec le danseur nigérian Qudus Onikeku

Par Dagara Dakin, doctorant en histoire de l'art, université de Paris 1

© Agnès Chafei

Diplômé du Centre national des arts du cirque (Cnac) de Châlons-en-Champagne, en tant que danseur acrobate, Qudus Onikeku a été interprète pendant plus de dix ans sur la scène chorégraphique de la capitale nigériane, Lagos. Il est, entre autres, à l'initiative d'un projet au titre évocateur *Do We Need Cola-Cola to Dance ?* qu'il a mené au printemps 2008 avec une équipe composée d'un photographe, d'une danseuse et d'un vidéaste. Ce projet de danse dans la rue l'a conduit dans six villes du continent africain. Interprète dans les créations de Heddy Maalem, notamment *Le Sacre du printemps* en 2009, il a tourné en Europe, aux États-Unis et au Brésil. De décembre 2009 à mai 2010, il était en résidence au 104 à Paris. Il revient sur son approche de la notion d'exil, thème qui sous-tend son spectacle intitulé *My Exile is in My Head*, un projet qu'il a mené en collaboration avec le vidéaste Isaak Lartey, le guitariste Charles Amblard, l'éclairagiste Guillaume Fesneau et la photographe Agnès Chafei.

“L’exil, s’il constitue étrangement un sujet de réflexion fascinant, est terrible à vivre. C’est la fissure à jamais creusée entre l’être humain et sa terre natale, entre l’individu et son vrai foyer, et la tristesse qu’il implique n’est pas surmontable⁽¹⁾.”

Dagara Dakin : Pouvez-vous nous raconter en quelques mots votre parcours, comment vous êtes devenu danseur ?

Qudus Onikeku : J’ai grandi en faisant des acrobaties, en voyant autour de moi les gens faire des “flips”, j’ai surtout vu faire des flips arrière. Alors j’ai commencé à les imiter. Je faisais des séries de cinquante à la suite. Je le faisais surtout à l’extérieur, car au domicile familial c’était difficile. Je suis le dernier d’une famille de treize enfants et tous me sommaient de m’arrêter de peur que je ne me fasse mal. C’était leur façon de me protéger. J’étais le plus jeune et cela me frustrait car j’avais très envie de faire des acrobaties chez moi. Alors, à la moindre occasion, quand on m’envoyait faire des courses, sur le chemin de l’école, je m’exprimais à travers les acrobaties.

D. D. : Quelle place a pris la danse dans votre scolarité ?

Q. O. : À l’école, il y avait ce qu’on appelle les “clubs”, des lieux d’expression en quelque sorte. Des membres du “club” dédié à la culture, “Cultural club”, étaient venus dans ma classe et m’avaient proposé de les rejoindre. Ils recherchaient des individus qui aient un don artistique du type chant, danse, etc. Et lorsqu’ils m’ont parlé d’acrobatie, j’ai tout de suite souhaité participer. Au sein de ce “Cultural club”, je me suis petit à petit intéressé à la danse et j’ai décidé de m’impliquer aussi dans cette discipline.

D. D. : Vous avez donc très tôt fait le choix d’une filière artistique...

Q. O. : J’ai été plutôt surpris, car étant inscrit à l’école dans une filière scientifique, j’avais l’impression qu’une discipline comme la danse n’était peut-être pas compatible avec ma filière d’origine. Mes parents pensaient d’ailleurs la même chose. Jusqu’à la fin du lycée, ils m’ont surtout demandé de me focaliser sur les études scientifiques. Je me suis donc beaucoup moins impliqué dans la danse que je considérais comme un divertissement. À 16 ans, j’ai quitté le lycée et là, j’ai pu reprendre la danse plus sérieusement. C’est à ce moment que j’ai décidé de devenir danseur professionnel.

D.D. : À quand remonte votre premier séjour en France ?

Q. O. : Je suis arrivé en France la première fois en 2004 pour intégrer la compagnie de danse de Heedy Maalem en qualité de danseur professionnel, également parce que j’étais anglophone puisque originaire du Nigeria. J’étais très jeune alors.

D.D. : Quelle idée vous faisiez-vous de la France avant votre arrivée ?

Q. O. : Je n'avais aucune idée préconçue sur la France, je reliais peut-être ce pays au joueur de football "Jay-Jay" Okocha qui jouait alors au PSG ou à Zinedine Zidane, rien de plus. Le football était l'un des rares prismes au travers duquel nous pouvions percevoir de nombreux pays que nous ne connaissions pas. Mais si vous me parlez de l'Europe... Avant de venir en France, j'avais fait un bref séjour en Croatie, en Allemagne et au Royaume-Uni, notamment en 2001. Par conséquent, j'avais une idée de l'Europe.

D. D. : Vous venez de clore une résidence de six mois au 104. Comment vous êtes-vous retrouvé dans ce lieu ? Pouvez-vous nous dire comment est né le projet *My Exile is in My Head* ?

Q. O. : Le 104 a fait un appel à projet et j'ai postulé. C'était en 2008, année d'ouverture de ce lieu culturel, je finissais mes études au Cnac. Je pensais à ce moment-là à traiter de la question des sans-abri et de la notion de "*homeless*", d'être sans domicile fixe, le fait d'être toujours un nomade, à la recherche d'un lieu. C'est de là qu'a émergé le projet.

Le titre m'est venu au cours des mois d'avril et mai 2009. Je pensais à cette chose que l'on nomme "*home*", la maison. Je me suis posé la question de savoir ce qu'était mon chez-moi. Et en pensant à mon enfance, au caractère polygame de la famille au sein de laquelle j'ai évolué, je me suis rendu compte que, très jeune, je cherchais déjà ma place.

D. D. : Qu'est-ce que l'exil dont parle le titre de votre spectacle et comment traduire ce concept dans la discipline qui est la vôtre ?

Q. O. : L'exil que j'évoque n'a pas seulement à voir avec le fait de voyager. En réalité, il a plus trait à un questionnement sur soi, une recherche pour aller à la rencontre de soi, pour se créer selon l'image qui convient à soi-même, de définir ce que l'on veut pour soi-même.

L'exil est, selon moi, un passage obligé pour tout artiste. Cela correspond parfois à cette période de la vie où l'on commence à être incompris des gens qui nous entourent, alors commence parfois le genre d'exil dont je parle.

De nos jours, nous vivons dans une société qui nous oblige à nous positionner par rapport à tel ou tel courant politique, religieux, etc., à savoir dire à quel pays nous appartenons. Alors, j'ai moi-même ressenti le besoin de définir d'où je venais. Mais cette idée me perturbe, je n'aime pas l'idée de devoir appartenir à tel ou tel groupe, qu'il soit ethnique, religieux, politique, etc.

D. D. : Votre approche est donc très personnelle même si vous vous êtes nourri de la lecture d’auteurs tels que Wole Soyinka, Olu Oguibe ou encore Edward Said.

Q. O. : Je ne suis pas à l’aise avec cette idée de définir le reste de l’humanité qui m’entoure comme “les autres”. Voilà, pour moi l’idée de l’exil : c’est de n’appartenir réellement à aucun groupe. Mais attention, je ne souhaite pas que l’on assimile cela à une sorte de “crise existentielle” car ce n’est vraiment pas le cas ici. Je suis, disons, dans une dynamique qui va me permettre de porter attention à la moindre partie de ce qui fait mon “moi”. Je suis nigérian, je suis yoruba, je suis africain, je suis hétérosexuel, je suis musulman, je suis danseur, je suis tout ça à la fois, aussi pour moi ça ne fait pas sens de ne m’attacher qu’à un seul aspect de ma personnalité. Je ne veux pas avoir à choisir un aspect au détriment des autres. Évidemment, à un moment donné on est obligé de choisir, par la force des choses, de se définir par rapport aux “autres”. Je veux être dans la vie à part entière.

D. D. : Il n’est donc pas question d’un exil politique...

Q. O. : Souvent le thème de l’exil est associé à une idée politique – évidemment, on ne peut pas nier cet aspect –, mais j’ai souhaité lui donner une autre dimension. En tant que danseur, j’avoue que j’éprouve une certaine difficulté à m’exprimer avec les mots. Mon corps est pour moi le meilleur outil d’expression. Via la danse, j’exprime ce que je suis. On pourra distinguer dans ma danse des éléments de hip-hop, de capoeira, de buto dancing, de danse contemporaine. Ce corps est ce que j’appelle un “corps incarné” parce qu’il s’alimente de différentes choses, différents styles pour finalement n’en faire qu’un.

D. D. : La danse vous paraît donc être appropriée pour traiter ce thème ?

Q. O. : Le thème de l’exil pourrait, d’après moi, se décliner en une multitude d’expressions artistiques autres que la danse, si je voulais aller plus loin dans la réflexion. Je pourrais utiliser l’écriture, la vidéo, la musique, les jeux de lumière... Mais je ne tiens pas à enfermer le public dans mon exil, je veux qu’il vienne me voir “performer” et qu’il se divertisse devant mon spectacle. Je ne pourrais pas dire dans un livre, tout ce que je pense sur la question de l’exil. ■

Cet entretien a été traduit de l’anglais vers le français avec l’aimable concours de Latifa Aït Naceur.

Notes

1. Edward W. Said, *Réflexions sur l’exil et autres essais*, Paris, Actes Sud, 2008, p. 241.

Les mères, les filles et la cuisine “africaine” en situation de migration (Marseille)

Analyse comparative (1998-2010)

Par Julie Lioré, anthropologue, chercheure associée au laboratoire d'anthropologie bioculturelle (UMR 6578 – Marseille) et au programme de recherche AlimAdos (ANR/Cniel-OCHA)

Chez Anzoumane Sissoko, Paris, 2006 © Anaïs Pachabézien

Soumises aux sollicitations multiples de modes de consommation standardisés, par manque de temps ou de volonté, les adolescentes issues de familles ouest-africaines savent de moins en moins préparer les plats de leurs aînées. Pourtant les mères s'efforcent de transmettre à leurs filles la richesse de leur patrimoine culinaire. En une dizaine d'années, cette désaffection qui continue de gagner du terrain laisse entrevoir un renouvellement des pratiques. Dans leurs attitudes vis-à-vis de la cuisine “africaine”, ces jeunes femmes éclairent la manière dont elles façonnent leur identité.

La transmission demeure l'instrument par excellence de la continuité sociale, la *"composante active de ce qui, de manière institutionnelle ou informelle, se communique à l'intérieur d'une communauté humaine"⁽¹⁾*. Toutefois, il s'agit là d'un patrimoine soumis, avec le passage des générations, à des déperditions, réinterprétations et recompositions, plus encore dans les groupes confrontés à des ruptures ou à des mutations⁽²⁾. Il est avéré aujourd'hui que le concept de "tradition" ne peut plus être envisagé comme une totalité se reproduisant à l'identique de génération en génération, *"mais capable d'engendrer de la création ou de la recreation, qui relie entre elles les générations et fabrique leur devenir"⁽³⁾*. C'est dans cette perspective aussi qu'il est urgent de *"réhabiliter la part de l'enfant dans le processus d'apprentissage, en montrant quel rôle il y joue et d'où vient qu'il puisse le jouer"⁽⁴⁾*. En effet, les recherches dans le domaine de la cognition montrent que l'enfant apprendrait moins ce qu'il sait des adultes que par ses propres capacités et sa contribution pour y parvenir.

La transmission des savoir-faire culinaires et alimentaires, comme les représentations, les pratiques et les préférences du même registre, sont culturellement construits et demeurent profondément liés aux parcours sociaux, familiaux, migratoires, mais aussi et surtout personnels. Compte tenu des situations aux références culturelles et sociales multiples – comme le cas des enfants dont les parents ou les grands-parents ont migré d'un pays vers un autre – la tradition n'est en effet plus ce qu'elle était⁽⁵⁾.

Grâce à un travail sur le long terme⁽⁶⁾ avec des familles ouest-africaines à Marseille, il s'agit d'explorer les modes de transmission et les modalités d'apprentissage dans la durée pour comprendre comment s'opère la différence parents/enfants, à travers le rapport des seconds à la culture des premiers, et vice versa. Cette approche transversale sur douze ans croise les données et l'analyse d'une thèse de doctorat, dont l'étude de terrain a été menée entre 1998 et 2001⁽⁷⁾, et les données recueillies dans le cadre du programme de recherche AlimAdos⁽⁸⁾ entre 2008 et 2010.

La population sur laquelle reposent ces deux études comprend des parents nés en Afrique subsaharienne (Sénégal, Mali, Mauritanie), majoritairement musulmans et arrivés en France avant d'être parents, ou bien nés en France, ainsi que leurs descendants, pour la plupart nés en France. Compte tenu de *"l'impossibilité de recourir à la catégorie non pertinente parce que non homogène de famille africaine"⁽⁹⁾*, nous précisons qu'il s'agit principalement de familles soninké, wolof ou manjak, de confession musulmane ou chrétienne. La méthodologie employée a été qualitative : entretiens menés auprès des parents et de leurs enfants (ensemble ou séparément), repas pris et temps passé en famille, observations faites à domicile et à l'occasion de fêtes "traditionnelles"⁽¹⁰⁾ comme des mariages ou des baptêmes.

Un décalage d'âge entre la génération des mères et celle des filles

Lors d'un échange à propos de transmission des savoir-faire culinaires à sa fille de 12 ans, Madame Hélène⁽¹¹⁾ réagit : *"Elle est encore un peu jeune pour ça !"*. Puis elle s'interrompt et corrige : *"Quoi que, je dis n'importe quoi parce que, moi, ma mère m'a appris à commencer à préparer, à faire du riz quand j'avais 11 ans."* Madame Astou aussi, et comme beaucoup d'autres femmes de sa génération, *"à 10 ans, 11 ans, déjà je savais cuisiner."* Mères et filles tendent à expliquer ce décalage par le fait de vivre en France, un contexte où quantité de facteurs, comme la scolarité, la disponibilité, une sociabilité élargie, une éducation assouplie ne permettent plus cet apprentissage aussi précoce et complet qu'autrefois pour les mères ou en Afrique aujourd'hui.

Il y a dix ans, les filles, nées en France pour la plupart, percevaient ce décalage comme un retard, souvent vécu comme un complexe par rapport à leurs semblables en Afrique. Guethy (13 ans, terrain 1998/2001) affirme que, si elle avait grandi en Afrique : *"Je saurais déjà faire la cuisine et tout, je serais un peu plus avancée. Il y en a, au Sénégal, qui ont 13 ans et qui savent faire plus de choses que moi."* Quant à Khoumba (14 ans, terrain 1998/2001) : *"Moi je suis petite encore, mais ma soeur [adulte], elle sait faire"*. Si Khoumba avait grandi en Afrique, elle ne se considérerait pas comme étant trop jeune pour apprendre et savoir préparer les principaux plats, ni le serait

En cas de manquement de la part d'une mère à transmettre à sa ou à ses filles tant les recettes que les techniques et savoir-faire culinaires, le groupe d'appartenance considérerait qu'elle faillit à son rôle.

par sa famille et la société de référence. La norme, en effet, prescrit que *"n'importe quelle fille doit savoir cuisiner à 15 ans pour la famille"* (Madame Marie, terrain 1998/2001). Autrement dit, à cet âge, cet apprentissage devrait être achevé.

Aujourd'hui, si la plupart des adolescentes de 15 ans savent préparer des plats "simples et vite faits", type steak-frites, pâtes, ou encore les omelettes, Mariama (15 ans) est la seule, parmi celles rencontrées de son âge, à savoir réaliser les

principaux plats de riz, et notamment le "riz rouge" (riz à la sauce tomate). À l'occasion d'une récente visite à la famille, Khanify, la mère de Mariama, félicite sa fille : *"Elle a fait la sauce de poulet, elle a fait bien, j'ai dit bravo."* Cette dernière a franchi, de manière informelle, le rite de passage qui fait d'elle une femme accomplie en préparant pour sa famille un *"riz rouge parfait"* (Khanify). En revanche, ces dernières années, la plupart des filles assument davantage d'apprendre plus tard, voire de ne pas encore savoir "correctement" cuisiner, notamment les plats relevant du registre culinaire "africain".

Un “devoir de fille”

Savoir cuisiner est, en Afrique subsaharienne et encore aujourd’hui en situation de migration, une question d’accomplissement, de passage d’un groupe d’âge à une autre, autrement dit, de rang dans la société. Une jeune fille, en sachant cuisiner, est prête à devenir une épouse et une mère. *“Tu peux trouver un mari africain maintenant !”,* se sont amusés un jour Madame Awa et son mari, leur fille leur ayant révélé qu’elle savait préparer certains plats “africains”. Cette transmission est fondamentale pour les mères. D’une part, *“parce que c’est la tradition”* (Mme Yvette), *“c’est la continuité, c’est les valeurs de tout ce qu’on aime”* (Mme N’Dack). D’autre part, *“une fille doit savoir cuisiner, c’est pour elle.”* (Mme Mariam). Par ailleurs, le savoir-faire culinaire est aussi envisagé sous un angle pratique : *“Comment elles vont faire après, si moi je ne leur apprends pas ? Elles vont apprendre comment ?”,* s’inquiète Madame Yvette.

Du point de vue des jeunes filles, il y a dix ans comme aujourd’hui, cet apprentissage demeure indispensable. *“C’est vrai que si on est mariée, c’est important qu’on sache.”* (Khoumba, 14 ans, terrain 1998/2001). Par-delà le contexte marital et familial, *“c’est important pour moi plutôt”,* précise-t-elle, telle une pièce majeure du puzzle de sa personnalité. Guethy est tout aussi ferme : *“Je ne vais pas rester jusqu’à 25 ans sans savoir faire un plat culinaire de mon pays quand même !”* Ce serait déshonorant à cet âge, ainsi qu’un manquement, tant de sa part que de celle de sa mère, qui aurait failli dans son rôle de mère. Guethy ajoute : *“Au Sénégal, quand on est une jeune fille, on doit apprendre à faire la cuisine.”*

Ces dernières années, les filles considèrent autant que leurs aînées l’importance de cet apprentissage, mais souvent, elles le projettent dans le futur plus qu’elles ne l’envisagent à court ou moyen terme. Par exemple, Absa C. (16 ans) explique : *“J’ai toujours dit que plus tard, je voudrais apprendre, mais ‘plus tard’, jusqu’à quand je vais dire ça ? C’est ça le problème !”* Autrement dit, l’écart se creuse encore. Pour Maguette (15 ans), *“c’est important de savoir faire un jour”,* mais pas dans l’immédiat où elle s’attelle à d’autres tâches : scolarité, activités à l’extérieur... Dans leurs représentations, plus que dans les pratiques réelles pour certaines, apprendre à cuisiner reste une question d’accomplissement. Selon Fatou D. (18 ans), une fille ne sachant pas cuisiner, *“ça sert à rien en gros, elle n’a pas accompli son devoir de fille. C’est important quand même je trouve, on n’a pas dit de devenir cuisinière experte, mais au moins faire quelque chose, c’est bien.”* Fatou est l’aînée de la fratrie qui compte une fillette de 6 ans et quatre garçons, deux facteurs qui peuvent être déterminant dans le cadre d’un processus d’apprentissage achevé.

Transmissions verticale et horizontale

Par transmission verticale, entendons ce qui est transmis de mères en filles, mais aussi par les filles à leur mère. À l'horizontale, il s'agit des échanges de recettes et de leurs savoir-faire entre soeurs, cousines ou amies avec, en filigrane, l'influence de la publicité, de la restauration scolaire et, plus récemment, d'Internet et des sites de recettes en ligne de plus en plus nombreux et visités.

Le rôle des femmes de l'âge de la mère (tantes, amies) est de transmettre aux filles les précieux savoir-faire culinaires qui, comme les pratiques alimentaires, *“sont encore loin d'être réduits à leur seule fonction nutritive mais sont plutôt souvent le centre de l'expression et de la transmission des rôles familiaux”⁽¹²⁾*. *“Quand je pars au Sénégal, on m'apprend”*, explique Fama (13 ans) en ne désignant pas une personne en particulier. Ainsi, les occasions d'apprendre sont multipliées, une façon pour le groupe d'assurer, voire de renforcer l'apprentissage. Or, dans la migration et compte tenu, notamment, des conditions de vie et de logement qui ont eu pour effet de réduire les familles étendues en Afrique à des familles nucléaires en France, les mères se retrouvent seules dans ce rôle, qu'elles partagent néanmoins avec les filles aînées, qui transmettent aux cadettes ce qu'elles-mêmes ont appris. En cas de manquement de la part d'une mère à transmettre à sa ou à ses filles tant les recettes que les techniques et savoir-faire culinaires, le groupe d'appartenance considérerait qu'elle faillit à son rôle et à ses obligations. Aussi vis-à-vis d'elle-même, se priverait-elle de son privilège de mère.

“Malheureusement, on n'a plus le temps de préparer pour nos enfants”, déplore Madame Hélène dont les journées sont remplies par son travail, ses engagements associatifs, l'organisation des entraînements de sport de ses enfants, etc. Or, sans pratique, la transmission est compromise. Le travail salarié, la scolarité, les activités extra-familiales sont autant de freins à l'apprentissage des plats “typiques”. Les filles apprennent encore aujourd'hui à cuisiner, mais *“des choses simples et vite faites”* (Fatou C., 18 ans). Les filles apprennent à cuisiner les “plats simples”, voire “le riz” avec leur mère, désormais seule et isolée dans ce rôle. En revanche, elles ont aujourd'hui accès à une kyrielle de moyens d'apprentissage culinaire, devenus impersonnels et informels : Internet, livres de recettes⁽¹³⁾ fournis avec l'achat d'un appareil ménager, chaînes de télévision câblées spécialisées dans la gastronomie, émissions télévisées qui déclinent jeux et expériences culinaires en tous genres. Aussi, *“si la réceptivité des destinataires est défaillante, le modèle transgénérationnel peut alors basculer vers l'intragénérationnel, voire même vers une autoformation qui tend à s'émanciper des héritages”⁽¹⁴⁾*.

En pleine période d'expérimentation, les filles n'hésitent pas à innover, tandis que leurs mères, pour la plupart, perpétuent avant tout leur propre répertoire culinaire, ce qui n'exclue pas d'y intégrer des recettes dites “françaises”, souvent basiques. *“Des*

Les enfants d'Anzoumane Sissoko, Paris, 2006 © Anaïs Pachabézian

fois j'imagine des choses, la dernière fois, j'ai pris des pâtes, j'ai mis du poivron, un peu de tout ce que j'ai trouvé", rapporte Fama (13 ans). Les influences de la restauration scolaire ne sont pas sans transformer les habitudes alimentaires des familles.

Les aînées continuent de jouer un rôle dans la transmission des différents savoir-faire auprès de leurs cadettes, des savoirs qu'elles-mêmes ont appris avec leur mère ou leurs surs plus âgées, leurs cousines ou leurs amies. "*C'est de ses aînés immédiats qu'[un cadet] apprendra, beaucoup plus que de ses parents*⁽¹⁵⁾." Toutefois, les contenus transmis dans le domaine culinaire et alimentaire se sont transformés. Dorénavant, les aînées apprennent aux cadettes à préparer des plats "simples et vite faits" ou "français", autrement dit, à faire cuire des pâtes, un steak haché, ou encore à préparer un gratin.

Modalités d'apprentissage

Les modalités de transmission – "*transmises de préférence par voie de participation. On demande donc implicitement à l'enfant d'observer, puis d'imiter, de s'exercer, d'essayer par lui-même*⁽¹⁶⁾" – demeurent identiques depuis l'époque où les mères apprenaient en Afrique. Par étapes successives, "*ma mère, elle m'appelle parfois pour éplucher*" (Fama, 13 ans), "*j'aide, je vois et tout, je commence à mémoriser*" (Fatou D., 18 ans). À terme, "*je*

fais pour savoir si j'ai bien compris" (Mariama, 15 ans). Autrement dit, "elle me montre comment on coupe les oignons, comment on coupe la viande, comment on fait revenir, quand il faut mettre le sel. Il y a un temps pour faire revenir la viande ou les oignons, chaque chose en son temps... elle surveille deux ou trois fois et après elle me laisse une fois toute seule et après je prends l'habitude", explique Fatou D. (18 ans) de manière détaillée. En effet, "dans beaucoup d'apprentissages, la part verbalisée semble réduite⁽¹⁷⁾", "plus par imprégnation que par apprentissage explicite⁽¹⁸⁾". Si les modalités de transmission demeurent, le contenu de ce qui est transmis connaît de profondes mutations. Les mères apprennent aux filles des plats "simples", autrement dit "français". Madame Mariam explique, à propos de Fama, sa fille âgée de 13 ans : "Des fois, elle fait des pâtes, des omelettes, steaks, des choses simples quoi, mais elle commence. Le riz, je lui montre mais pas toujours." En effet, "choses simples" et "riz" font partie de deux registres bien distincts. Aujourd'hui, plus encore qu'il y a dix ans en arrière, les mères apprennent aux filles à "se débrouiller", et moins à préparer le riz et les différentes "sauces" qui l'accompagnent.

Des filles pas toujours motivées

Madame Mariam raconte : "Moi je voulais pas faire la cuisine, j'aimais pas. Ma tante, elle m'a appris, elle m'a forcée, elle me tapait pour le faire quoi, parce que j'aimais pas du tout, mais à force, elle m'a appelée souvent, et j'ai su faire..." Aujourd'hui, comme il y a dix ans, les filles ne sont plus obligées de cuisiner au point d'être battues pour apprendre et pratiquer. "Je suis pas obligée ! Des fois je regarde ma mère, après, quand elle est pas là, qu'elle rentre un peu tard et ben je le fais, mais ma mère, elle m'oblige pas, si je veux le faire, je le fais", explique Guethy (13 ans, terrain 1998/2001). L'obligation collective a fait place à un choix individuel. Une décision quelquefois liée à une situation nouvelle, notamment conjugale. À propos de l'une de ses filles, Madame N'Dack (terrain 1998/2001) rapporte : "Elle s'est toujours débattue pour pas... elle me disait, moi, je vais avoir quelqu'un qui va me faire la cuisine et c'est elle qui a le plus fait de cuisine africaine dès qu'elle s'est mise avec son copain, il mange la cuisine africaine... Et après, 'maman, tu me montres ?', elle a vite appris..."

Toutes les filles de plus de 15 ans savent préparer un repas simple. En revanche, rares sont celles qui savent cuisiner un *mafé* ou un *yassa*, et aucune le *tieboudien*⁽¹⁹⁾. Fatou D. (18 ans), pourtant expérimentée en matière de cuisine africaine, reconnaît : "Le tieb', non, je sais pas le faire, il est compliqué, ça prend du temps." Ou encore, "ça non, c'est trop dur ! Je sais ce qui faut mettre comme ingrédients, mais la sauce, c'est dur" (Guethy, 13 ans, terrain 1998/2001). Toutes apprécient le *tieb'*, comme les autres plats africains, et comptent sur leur mère pour en manger à l'occasion.

Les arguments des adolescentes sont, en général, le manque de patience, d'intérêt ou de temps, et surtout le choix de faire autre chose. Fatou C. (18 ans) explique : *“Elle [sa mère] nous dit à chaque fois, ‘venez regarder comme je fais !’, mais en fait, on n’a pas la patience, c’est trop long.”* Sa soeur Absa (16 ans) ajoute : *“Ça m’intéresse pas vraiment.”* Je lui demande si elle aurait envie d’apprendre, dans l’absolu, Absa répond : *“Enfin si, mais faut être patient, c’est ça le problème, et je suis pas patiente, j’ai autre chose à faire.”* Madame Astou, la mère de Fatou et d’Absa, confirme : *“Eux, ils préfèrent le manger qu’on fait rapidement. Nous, on prend le temps, le manger, on le fait doucement, pendant 2 heures, 3 heures. Mes enfants, ils ont pas la patience comme ça.”* À 12 ans, Dieneba répond *“pas trop...”*, suivi d’une moue, lorsque je lui demande si elle a envie d’apprendre à cuisiner. Sa mère confirme : *“Elle est pas du tout motivée”*, pourtant, *“la cuisine est essentielle chez nous, c’est le lien même, c’est lui apprendre quand elle veut bien apprendre...”* Dieneba est encore jeune, sa mère ne renonce pas.

Dorénavant, les aînées apprennent aux cadettes à préparer des plats “simples et vite faits” ou “français”, autrement dit, à faire cuire des pâtes, un steak haché, ou encore à préparer un gratin.

Le plus souvent, notamment par manque de temps durant la semaine, les mères préparent “le riz” le week-end. Or, le samedi matin, les adolescentes sont soit au lycée ou à l’école coranique, soit *“elles se lèvent tard, avant que j’ai fini le manger”*, déplore Madame Astou. Quant au samedi après-midi, elles préfèrent sortir avec leurs cousines ou leurs amies. *“Ma mère, elle essaie de nous retenir à chaque fois, mais nous, on voudrait sortir avec nos copines.”* (Absa C., 16 ans). Seule Fatou D. (18 ans) considère cette responsabilité avec plus de maturité : *“Moi j’essaie de m’adapter aux deux situations : y a un temps pour sortir avec les copines et y a un temps pour cuisiner.”* La plupart des mères déplorent cette rupture annoncée. *“Quand vous dites, venez, je vous montre, ils ont pas la patience, ils restent même pas un quart d’heure ! [...] C’est dommage, mais comme ils sont nés ici, donc le manger français, peut-être, s’ils sont mariés ici, ils peuvent vivre avec leur mari comme ça”*, se désole Madame Astou. Madame Khanify ironise à propos de sa fille Aminata, aujourd’hui âgée de 21 ans : *“Comment tu vas faire pour manger ? Tu vas aller au restaurant ?”* Quatrième d’une fratrie de six soeurs, Aminata, qui n’a jamais aimé cuisiner, *“à la limite, les trucs vite faits”*, est en quelques sortes passée entre les mailles du filet de l’apprentissage. De même que dans les familles d’ouvriers agricoles immigrées dans le vignoble bordelais observées par Chantal Crenn, *“de la place dans la fratrie et du nombre de soeurs dépend l’obligation de savoir cuisiner⁽²⁰⁾”*. Mères et filles font, pour certaines, le compromis suivant : pendant que la mère cuisine, les filles s’occupent du ménage.

À propos de cette rupture et des mariages à venir, les filles s'interrogent. *“On est la jeunesse qui est née en France, et on a cassé le... et voilà, on est pas bien, on veut savoir aussi, on veut apprendre mais c'est trop dur. Par exemple, il y a une année où on avait essayé moi et mes soeurs, on avait essayé de faire, ma soeur elle a raté après voilà, on a abandonné.”* (Absa C., 16 ans). Je demande à Absa ce que pensera, d'après elle, son futur mari d'une cuisine “vite faite”, elle répond : *“C'est ce qui me dit mon père ! Il y aura que ça de toute façon, du surgelé et voilà, tant pis...”* J'ai aussi posé la question à sa soeur aînée Fatou (18 ans) : *“C'est ce que mes parents me disent tout le temps, mais je dis ma grand-mère, elle a un restaurant sénégalais, il ira là-bas [rires] !”* Elle poursuit, à propos de cuisine africaine : *“J'ai remarqué que c'est plus long que les repas français et tout ça, faut attendre longtemps, attendre que ça mijote et tout ça, alors que les repas français, c'est plus vite fait.”*

Le savoir-faire des filles

La cuisine africaine, ou *“manger africain”⁽²¹⁾*, est définie par les mères comme par leurs filles par opposition à la cuisine dite “française”. Toutes l'évoquent, le plus souvent, en termes de “riz” ou de “sauces”. *“Ce qu'on appelle en Afrique de l'Ouest les ‘sauces’, c'est-à-dire les légumes, les graisses et les viandes qui fournissent à la fois un assaisonnement, des protéines et des liquides complémentaires, des vitamines et des sels minéraux indispensables”⁽²²⁾*. La charge affective à l'égard du “riz” et de ses sauces est souvent bien plus manifeste que celle de la cuisine dite “française”, associée à simplicité et à rapidité, autrement dit, “fonctionnelle”. La cuisine familiale oscille souvent, dans le discours des adolescentes⁽²³⁾, entre rapport affectif (cuisine de la mère valorisée ou défendue lors de stigmatisation) et critiques (cuisine trop grasse ou trop riche). Elle n'en demeure pas moins un support d'affirmation identitaire.

Ces sauces sont, le plus souvent, préparées à base de sauce tomate concentrée, d'oignons et de KUB OR, puis déclinées : *tieboudien, mafé, yassa, soupokandia* (gombos et huile de palme), etc. Ces sauces variées et différentes d'une région à l'autre, d'un groupe à l'autre, agrémentent du riz, cuit à l'étouffée ou à la vapeur, qui peut être “rouge” s'il est préparé avec de la sauce tomate, sinon “blanc” ou *“cul nu”*, ainsi que du poisson, de la viande ou du poulet. La cuisine sahélienne, explique Bernard Maire, consiste en *“un plat unique accompagné d'une sauce qui donne du goût autant qu'une bonne valeur nutritionnelle au plat”⁽²⁴⁾*. Quant au riz, il demeure dans la migration la base de l'alimentation.

Quelques-unes des filles ont appris à préparer certaines sauces, le plus souvent peu élaborées. *“Le yassa, c'est le riz avec les oignons, oui, celui-là j'arrive à le faire, le mafé, j'arrive pas.”* (Fatou C., 18 ans). Ou encore *“le pastel, c'est du poisson, du persil et une pâte,*

après on fait comme ça [Guethy, 13 ans (terrain 1998/2001) mime le geste qui permet de retourner la pâte], *on prend la fourchette, sinon on prend un instrument, ça fait comme ça, pour faire arrondir.*” Quant au riz et à sa cuisson à la vapeur ou à même la sauce, la plupart des filles ne parviennent pas à le faire : *“J’ai essayé, mais j’ai raté, le riz il était sec.”* (Fatou C., 18 ans).

Lorsqu’elles sont disponibles et motivées, les filles aident leur mère en cuisine et savent, comme Fama (13 ans), *“mariner la viande, mettre sur le feu et tout ça”*. Mais souvent, comme Maguette (15 ans), *“la sauce, je sais pas faire toute seule”*. Quoi qu’il en soit, c’est *“pas comme ma mère”*, (Fama, 13 ans). Il y a dix ans, les adolescentes tendaient à valoriser l’alimentation africaine et à surestimer leurs propres savoir-faire. Aujourd’hui, cette alimentation est désormais perçue comme étant *“plus grasse”* que d’autres types d’alimentation, ou *“trop riche”*, aussi la plupart des adolescentes refusent-elles d’en consommer trop régulièrement depuis quelques années. Quant aux savoir-faire, ils sont le plus souvent reconnus comme n’étant pas ou peu maîtrisés. Prétendre que l’on sait faire peut aussi être dû au processus même de l’apprentissage, dont les premières étapes consistent à observer, puis à progressivement expérimenter. À la question de savoir si elle sait préparer des plats “africains”, Khoumba (14 ans, terrain 1998/2001) répondait : *“Quoi, je sais le faire, mais je sais pas...”*

Conclusion

Ces dix dernières années marquent une série de transformations dans le domaine de la transmission et de l’apprentissage des savoir-faire culinaires : différence d’âge, qui a sensiblement reculé entre la génération des mères et celle des filles, et différence de genre, où les garçons qui le souhaitent ne parviennent pas encore ni toujours à avoir une place dans la cuisine, un espace qui demeure féminin. Ces différents changements ont opéré un élargissement par certains aspects et une déperdition par d’autres. En effet, les répertoires culinaires, les contenus transmis, les habitudes alimentaires des familles se sont étendus ou transformés. Inversement, le réseau d’initiatrices, l’apprentissage spécifique des plats “africains”, ou encore la motivation des filles pour apprendre se sont simplifiés ou affaiblis. L’obligation et les pratiques collectives d’autrefois font place aujourd’hui à un choix et à des comportements individuels. Toutefois, ces profondes mutations ne s’opèrent pas partout de manière homogène. Si le positionnement des parents demeure significatif dans l’analyse des différentes manières de faire familiales, l’impact sur les enfants n’est toutefois plus aussi établi ces dernières années. L’histoire personnelle, les choix et les ressentis font désormais la différence. En effet, *“des valeurs de choix, de maîtrise de soi, de réalisation*

personnelle, ont supplanté celles des logiques de l'héritage", autrement dit, "les identités ne sont plus systématiquement héritées"⁽²⁵⁾ Les enfants, et plus encore les adolescentes, doivent, en revanche, composer aujourd'hui entre la contradiction de l'héritage avec la peur de trahir des manières de faire familiales et l'ambivalence entre cuisine familiale et cuisines au pluriel (cantine, pairs, régionale ou transnationale, etc.), lesquelles cohabitent désormais. Chacune, en alternance selon les contextes et les appétences, relève d'une logique d'affirmation identitaire personnelle. ■

Notes

1. Choron-Baix Catherine, "Transmettre et perpétuer aujourd'hui", in *Ethnologie française*, vol. XXX, n° 3, 2000, p. 357.
2. Voir Lenclud Gérard, "La tradition n'est plus ce qu'elle était...", in *Terrain*, n° 9, 1987, pp. 110-123 ; Choron-Baix Catherine, "Transmettre et perpétuer aujourd'hui", in *Ethnologie française*, vol. XXX, n° 3, 2000, pp. 357-360 ; Corbeau Jean-Pierre et Poulain Jean-Pierre, *Penser l'alimentation : entre imaginaire et rationalité*, Toulouse, Privat, 2002 ; Crenn Catherine, "Le tajine à la bouillie bordelaise. Transmission des manières de cuisiner dans les familles des ouvriers agricoles immigrées dans le vignoble bordelais", in *Cahiers de l'OCHA*, n° 11 : Faire la cuisine, 2006, pp. 152-161.
3. Choron-Baix Catherine, "Transmettre et perpétuer aujourd'hui", *op. cit.*, p. 359.
4. Lenclud Gérard, "Apprentissage culturel et nature humaine", in *Terrain*, n° 40, 2003, p. 6.
5. Lenclud Gérard, "La tradition n'est plus ce qu'elle était...", in *Terrain*, n° 9, 1987, pp. 110-123.
6. Lioré Julie, *Les enfants et les adolescents d'origine ouest-africaine à Marseille. Des identités en construction*, Sarrebruck, Éditions universitaires européennes, 2010.
7. Seuls les interlocuteurs et les extraits d'entretien issus de mon terrain de thèse seront précisés (par "terrain 1998/2001"). Sans précision, les autres seront à associer au terrain plus récent (2008/2010).
8. Comportements alimentaires des adolescents et origines culturelles : "Étude comparée du rapport à la nourriture des jeunes de 12 à 19 ans, PACA/Alsace" (Programme de recherche OCHA-Cniel/UMR 6578 et 7043).
9. Quiminal Catherine, "La famille soninké en France", *Hommes & Migrations*, n° 1185, 1995, p. 26.
10. Toutes les fêtes ou pratiques dites "traditionnelles" ne doivent pas être entendues comme étant figées ni uniformes, mais sans cesse recomposées (que ce soit dans le pays d'origine comme en situation de migration), dynamiques et mouvantes par une pluralité d'influences.
11. Les filles seront simplement appelées par leur prénom, tandis que les mères seront distinguées par la mention "Madame" suivie de leur prénom. Les prénoms ont été modifiés en respectant l'appartenance ethnique ou religieuse.
12. Barou Jacques, Verhoeven Moniel, "Alimentation et rôles familiaux. La cuisine familiale des immigrés africains", *Ethnologie française*, vol. XXVII, 1997, p. 96.
13. Rares sont les foyers visités à posséder des livres de recettes. Le rapport à l'écrit des parents résulte de paramètres sociologiques, comme le niveau d'instruction ou la situation socioprofessionnelle, et non de critères strictement culturels ou religieux comme le pays d'origine, l'appartenance ethnique ou la confession religieuse.
14. Choron-Baix Catherine, "Transmettre et perpétuer aujourd'hui", *op. cit.*, p. 357.
15. Erny Pierre, *L'enfant et son milieu en Afrique noire*, Paris, L'Harmattan, 1987, p. 83.
16. Idem, p. 130.
17. Idem, p. 131.
18. Erny Pierre, *Ethnologie de l'éducation*, Paris, L'Harmattan, 1991 (1ère éd. PUF 1981), p. 163.
19. Saucés : *mafé* (pâte d'arachide), *yassa* (poulet, oignons en grande quantité et citron) + riz ; Plat : *tieboudien* (poisson farci, légumes : carottes, chou, igname, djaratou) + riz.
20. Crenn Catherine, "Le tajine à la bouillie bordelaise. Transmission des manières de cuisiner dans les familles des ouvriers agricoles immigrées dans le vignoble bordelais", in *Cahiers de l'OCHA*, n° 11 : Faire la cuisine, 2006, p. 157.
21. Formule récurrente dans le discours des mères, plus rarement dans celui des filles.
22. Chrétien Jean-Pierre, La dimension historique des pratiques alimentaires en Afrique, in *Diogène*, n° 144, 1988, pp. 95.
23. Constat fait auprès des adolescents d'origine étrangère toutes origines confondues (AlimAdos).
24. Maire Bernard, "Que savons-nous de l'alimentation des migrants ?", in *Lettre scientifique IFN*, n° 129, 2008, p. 4.
25. Crenn Catherine, "Le tajine à la bouillie bordelaise. Transmission des manières de cuisiner dans les familles des ouvriers agricoles immigrées dans le vignoble bordelais", *op. cit.*, p. 159.

Consommer comme *ici* ou comme *là-bas* ?

Les dimensions identitaires de la consommation de cosmétiques des jeunes femmes issues de l'immigration subsaharienne en France

Par Virginie Silhouette-Dercourt, maître de conférences, université Paris 13

Salon de coiffure, quartier Château d'Eau, Paris, 2007 © Anaïs Pachabézian

En matière de soins corporels et capillaires, les jeunes femmes françaises d'origine subsaharienne utilisent les produits, les marques, les ingrédients et les points de vente pour exprimer leurs multiples appartenances. Nées ou élevées en France, elles assimilent les modes de consommation des autres jeunes femmes de leur âge. Dans le même temps, elles ressentent également le besoin d'exprimer ce qui, en elles, relève d'un "ailleurs". Consommer, c'est négocier en permanence entre les différentes références culturelles qui fondent leur identité.

Aujourd'hui, les jeunes femmes françaises issues de l'immigration subsaharienne se promènent en ville en arborant des tenues "contrastées". Elles portent un jeans taille basse en même temps que des lunettes Chanel et un T-shirt "Vive l'Afrique"... Elles font leurs achats entre copines à Château d'Eau puis se rendent à Sephora, sur les Champs-Élysées...

Lorsqu'on les écoute, voici ce qu'elles nous disent : *"Bien sûr, je suis d'ici, je consomme comme les autres Françaises, le matin je me maquille avant de partir. Mais en même temps, c'est vrai que, des fois, j'ai besoin d'acheter des choses du pays, ou de faire comme au pays... J'ai des besoins spécifiques et c'est là que je me rends compte que je ne peux pas aller chez les mêmes coiffeurs. Il n'y a pas de coiffeurs mixtes, européens et africains, ça n'existe pas... Mais des fois, j'aurais envie de me sentir de là-bas, mais je ne suis pas vraiment de là-bas, je ne connais pas bien ; et puis, là-bas, ils me prennent pour une Française... Donc, c'est enrichissant mais compliqué à la fois..."* (Jessica, 18 ans, née en France de parents de nationalité ivoirienne).

La consommation de ces jeunes femmes intéresse de plus en plus les acteurs économiques sur les marchés. Car, à la différence de leurs parents, elles ont été élevées dans une culture de consommation et veulent consommer comme tout le monde. Dans de nombreuses catégories de produits, elles sont "surconsommatrices"⁽¹⁾. La question que les chercheurs en comportements de consommation vont se poser est donc la suivante : quels sont les ressorts de cette surconsommation constatée, notamment dans le domaine des soins corporels ? Peut-on simplement affirmer qu'il existe des différences de nature de peau et de cheveux qui expliquent cet écart ? Ou existe-t-il d'autres ressorts du comportement ?

Au cours de nos recherches dans des familles et auprès de jeunes femmes issues de l'immigration subsaharienne dans les banlieues nord de Paris (93) et en Bretagne (35), deux moteurs des comportements ont ainsi été observés : la nécessité de trouver une offre adaptée à leur type de cheveux ou de peau, et la gestion identitaire de deux référents culturels, gestion qui se reflète dans la consommation. Car les produits ne sont pas seulement achetés pour leur valeur utilitaire, ils participent activement à la construction identitaire⁽²⁾.

La présence de besoins spécifiques

Lorsqu'on les interroge, ces jeunes femmes expriment effectivement des attentes spécifiques en matière de soin du cheveu, de la peau et du maquillage. Par exemple, du fait de sa nature particulière, le cheveu crépu nécessite *"une hydratation intense"*. Les femmes interrogées se plaignent de sa *"dureté"*. Dès l'âge de 2 ans, quand le cheveu

commence à durcir, la mère va tenter de le discipliner avec des tresses, mais le coiffage est extrêmement long et douloureux. La petite fille apprend à rester deux ou trois heures assise pendant que sa mère (sa tante, ses cousines) lui font des tresses comme nous le décrit Sharon (20 ans, née en France de parents de nationalité camerounaise) : *“Ma mère me tressait au fil, elle tirait, elle tirait, j’avais mal mais elle, elle savait comment coiffer le cheveu africain !”* Des pommades sont utilisées pour hydrater, assouplir et faciliter le coiffage quotidien. De même, une fois le cheveu lavé, il faut s’assurer qu’il est bien hydraté pour garder toute sa brillance : on applique des après-shampooings et

La jeune fille est en prise avec des injonctions contradictoires : comme ses amies, elle veut se maquiller, mais se heurte aux interdits liés à sa famille dont elle reste dépendante affectivement et financièrement.

des masques capillaires. Enfin, une dernière pommade de coiffage permet de le maintenir en place. Au total, ce sont quatre étapes et donc quatre types de produits qui se succèdent, certains quotidiennement, d’autres tous les deux ou trois jours : traitement, lavage, soins, coiffage.

Afin de s’affranchir de la dureté du cheveu, une majorité de jeunes femmes va recourir au défrisage, parfois dès l’âge de 7 ans. Elles parlent de ce moment comme d’une

véritable *“libération”*. Mais le défrisage fragilise le cheveu qui a tendance à se casser. Les femmes recherchent alors des produits de traitement intense comme des sérums ou des ampoules. Autre solution : la pose durant la nuit de mélanges ou de recettes traditionnelles à base de beurre de karité, d’huile d’olive... La pratique du défrisage rajoute ainsi une nouvelle étape dans le parcours de soin des cheveux.

À partir de 15-16 ans, les jeunes femmes se font faire des tissages, notamment l’hiver, pour protéger des agressions extérieures. Elles achètent des mèches de cheveux qu’elles se font ensuite poser (ou tisser) à la base des cheveux. Certaines se rendent dans un salon de coiffure *“ethnique”*, mais le plus souvent elles font appel à une sœur, une cousine, une amie qui a appris *“sur le tas”*. Le tissage devient alors une *“expédition entre copines”* : le choix du modèle dans *Amina*, *Public*, ou *Glamour*, l’achat des mèches correspondantes dans les zones de chalandise *“ethniques”* et enfin, le tissage se font ensemble. Attaché aux cheveux naturels pendant de nombreuses semaines, le tissage a tendance à les fragiliser. Il implique donc l’utilisation de produits de soin supplémentaires. Ainsi, du fait des caractéristiques physiques du cheveu crépu, des transformations et agressions qu’il subit, de nombreuses étapes et produits vont se succéder pour l’entretenir.

Les femmes interrogées élaborent donc plusieurs types de comportement : pour ce qui concerne l’étape *“lavage”*, elles utilisent bien souvent l’offre disponible en grandes

surfaces ; mais pour toutes les autres étapes, elles vont en majorité se tourner vers des marques ou produits spécifiques, trouvés dans des zones de chalandise “ethniques”. Elles élaborent également des mélanges de produits et ont recours à des recettes traditionnelles transmises par la mère, la tante, les cousines, la famille au pays, et qu’elles ramènent parfois dans leurs bagages à la fin de leurs vacances. De plus, en quête de produits efficaces et adaptés, elles vont être très fortement influencées par le bouche-à-oreille.

Cependant, parallèlement à la présence de besoins spécifiques qui expliquerait la surconsommation constatée, apparaissent dans les discours d’autres facteurs explicatifs des comportements, facteurs liés à des questionnements identitaires : questionnement sur les origines, fabrication de son identité, gestion de deux identités, de plusieurs modèles de beauté, des interdictions culturelles, savoir comment se “fondre” dans la société française ou au contraire revendiquer des origines...

Les dimensions identitaires des comportements

Voici, par exemple, ce que nous dit Abisha, 23 ans, née en France de parents de nationalité congolaise : *“Les cheveux c’est la beauté de la femme africaine et congolaise. Quand je vais au Congo en vacances, je n’ai pas peur de montrer mes cheveux naturels mais ici en France, je préfère faire des tissages, pour avoir les cheveux d’une Européenne...”*

Ou Lena, 21 ans, née en France de parents de nationalité sénégalaise : *“Vers 14-15 ans, je suis passée par une phase de questionnements sur mes origines. Une amie m’a emmenée à Strasbourg-Saint-Denis... J’ai découvert tous ces produits... Subjectivement, ça m’a fait du bien de voir que tous ces produits existaient, j’étais fière de les utiliser. Aujourd’hui, objectivement, je ne trouve pas qu’ils soient supérieurs aux autres produits mais à l’époque ça m’a fait du bien.”*

Pour comprendre ces autres moteurs du comportement, il nous faut maintenant aborder cet “entre-deux” dans lequel vivent ces jeunes femmes issues de l’immigration subsaharienne et qui explique que parfois leur consommation reflète leur appartenance à “ici” mais parfois aussi à un “là-bas”, ou à ce qu’elles associent à ce “là-bas”. Leur construction identitaire repose en effet sur deux cadres culturels : le premier lié à leur famille et au groupe culturel d’origine et l’autre lié à la société française. Les jeunes femmes interrogées ont été élevées dans des familles qui ont maintenu, notamment dans le domaine des soins corporels, la mémoire du lieu d’origine. Cependant, en grandissant, elles vont découvrir d’autres façons de faire et de consommer liées à la société française.

Mémoire et transmission : l'enjeu des déracinés

Dans les différentes familles chez qui la chercheuse a été immergée, la mémoire de l'espace d'origine est très présente dans le quotidien familial : elle passe non seulement par les discours des mères et des filles, mais aussi par le décor des lieux de vie ou la mise en œuvre de pratiques culturelles dans le quotidien. Ainsi, comme l'ont observé d'autres chercheurs dans d'autres contextes⁽²⁾, la première génération qui s'est installée en France a amené avec elle un univers culturel, une mémoire des lieux, des pratiques et des valeurs qui continuent d'influencer les jeunes femmes. Les discours des mères sur leurs pratiques de consommation de produits cosmétiques sont fortement ancrés dans le pays d'origine, tel qu'elles l'ont connu avant la migration.

Ces mères qui ont maintenant autour de 45 ans ont gardé des souvenirs très précis de cet espace, des habitudes d'utilisation et de consommation des produits. À la naissance de leurs filles, elles vont tenter de réactiver les rituels d'hygiène et de soins du corps et des cheveux transmis par leur propre mère. Elles font venir des produits traditionnels du pays, ou recherchent en France les produits/marques utilisés au pays. Ces produits accompagnent les soins donnés aux tout-petits et sont fabriqués avec des ingrédients naturels comme le beurre de karité. Des marques apparaissent également, qui ont été utilisées au pays : le savon de Marseille et la boîte bleue Nivea, qui semblent tous deux avoir une place à part, entre des produits "marqués" et des produits "traditionnels/artisanaux". Les mères vont ainsi transmettre de façon sensorielle, par le toucher et les odeurs, des pratiques corporelles héritées des générations antérieures. La transmission mère-fille est donc bien présente et représente une des facettes du parcours identitaire⁽³⁾. À l'adolescence de leurs filles, les mères vont leur rappeler, parfois avec beaucoup d'insistance, et avec l'aide de leur époux, les interdits associés par exemple au maquillage. Les valeurs et pratiques comportementales ne s'éteignent pas à l'arrivée en France de la première génération, mais font l'objet d'une transmission à l'intérieur de la famille et du groupe, la mère jouant ici, dans le cas des produits cosmétiques, un rôle de premier ordre dans cette transmission.

Mais si la mère, la famille, et le groupe ethnoculturel jouent un rôle important dans le processus de construction identitaire de la jeune femme et dans sa consommation de produits, d'autres agents vont l'introduire à la culture de la société d'accueil et, en partie, déterminer ses choix. Dans le discours des jeunes femmes, en ce qui concerne leur consommation de cosmétiques, trois facteurs d'influence liés à la société d'accueil ont joué un rôle dans leurs parcours de découverte des produits : l'école, les pairs, et la culture de consommation de la société d'accueil.

Le rôle de l'école, des pairs et de la culture de consommation liés à "l'ici"

L'entrée dans le système scolaire français est identifiée par les mères comme une étape particulièrement délicate, notamment au niveau de la langue et des apprentissages. Elles-mêmes maîtrisant parfois mal la langue française, elles racontent leurs très grandes difficultés à accompagner leurs enfants dans ces apprentissages. En matière de consommation, la découverte de produits alimentaires à la cantine scolaire symbolise pour les mères l'entrée de leurs filles dans ce nouvel univers.

En ce qui concerne les jeunes femmes, l'analyse de discours ne fait pas apparaître ces difficultés décrites par leurs mères. Les jeunes femmes se disent alors "*fondues*" dans la société française, elles ne remarquent pas vraiment leur différence. C'est plus tard, au moment de l'adolescence et de l'entrée au collège ou au lycée qu'elles vont se poser la question de leur différence à travers leur consommation de produits.

À l'adolescence, de nouveaux groupes d'influence font en effet surface dans leur discours et en premier lieu, le groupe rencontré au collège : "les copines". Parfois, celles-ci appartiennent au même groupe ethnoculturel que la jeune fille mais sont prises dans un phénomène de groupe commun à une certaine classe d'âge. Elles font leurs courses ensemble – courses de maquillage mais aussi d'autres produits liés à leur construction identitaire (vêtements, accessoires de mode comme les lunettes, les sacs à main...), elles expérimentent d'autres façons de faire, d'autres rituels de beauté. Ce groupe de pairs est traversé par la même envie d'essayer les produits de maquillage. Comme toutes les jeunes filles de son âge, la jeune femme issue de l'immigration subsaharienne va le faire en cachette, en utilisant les produits des copines, de sa sœur ou de sa mère. Elle n'emprunte donc pas le même parcours que sa mère qui a vécu cette étape dans une société plus traditionnelle.

Assumer un entre-deux culturel

La jeune fille est en prise avec des injonctions contradictoires : comme ses amies, elle veut se maquiller, mais se heurte aux interdits liés à sa famille dont elle reste dépendante affectivement et financièrement. Apparaît dans son discours cette double appartenance qui se prolonge jusqu'à l'âge adulte : comment elle se comporte et se présente chez elle, d'une part, et au collège ou au lycée, d'autre part. Le seuil de la maison familiale apparaît très souvent comme le lieu de passage entre ces deux univers culturels : "*La journée, je me sens totalement française, je me maquille comme les femmes d'ici, mais le soir quand je rentre chez moi : revoilà mes origines !*" (Mirose, 18 ans, née en France de parents de nationalité congolaise [RDC]).

Les jeunes femmes interrogées ont été exposées depuis leur plus tendre enfance à une culture de la consommation qu'elles associent au pays d'accueil, c'est-à-dire à la France, à travers les médias. Elles regardent la télé, notamment lorsqu'elles sont adolescentes. Roseline (18 ans, née en France de parents de nationalité sierra-léonaise) résume : *“La télé était très présente quand on était au collège... Il y avait la fameuse phrase ‘parce que je le vauds bien’, et aussi Nike... C’était vraiment la période des marques américaines !”*

Elles sont sensibles aux discours des marques. Mirose : *“Aujourd’hui j’utilise le shampoing et l’après-shampoing Fructis et la crème Nivea parce que je les ai vus à la télé.”* Elles sont imprégnées des modèles de beauté transmis par les médias. *“C’est vrai que moi, je suis un peu une enfant de la télé... Les femmes minces, ça ne me choque pas... Je dis ‘minces’ et pas anorexiques quand même... C’est vrai que la femme occidentale elle a un look : le botox et le silicone (rires)... mais bon, tant que ça ne va pas dans l’extrême, enfin voilà, nous on fait quand même partie de la génération où on a vu ça, on a grandi avec ça...”* (Roseline).

La consommation de cosmétiques comme moyen d'expression de leurs appartenances

Ces jeunes femmes évoluent entre deux cultures et deux sentiments d'appartenance. Elles s'affirment pleinement comme Françaises mais sont aussi conscientes d'être "différentes" à la fois dans le contexte français et quand elles ont l'occasion d'aller au pays. Ce sentiment peut être lié à leurs expériences sociales quotidiennes : *“Faut pas se mentir à soi-même, parfois on sent qu’on n’est pas acceptées ici”* (Mirose). D'autres citent l'absence d'une offre de produits satisfaisante, adaptée à leurs besoins spécifiques, comme un indicateur de leur non-reconnaissance comme pleinement Françaises : *“Je trouve qu’il n’y a pas de produits adaptés à mes cheveux, dans un rayon de supermarché, à ma peau... Vous allez au supermarché, vous voyez, cheveux secs, cheveux fins, c’est fait pour des cheveux typiquement européens... Dans les rayons, je ne suis pas représentée, je n’existe pas”* (Sharon). Mais aussi, elles insistent sur la difficulté qu'elles ont eu à certaines périodes de leur vie, moments de crises identitaires comme l'adolescence, à gérer ces deux référents culturels. *“J’ai eu une phase pas évidente, j’avais 13 ans ; alors du coup, je ne sais pas si c’est comme tout le monde, mais il y a un moment on a envie de faire ‘comme’, ‘comme quelqu’un’, ‘comme les autres’, et là je faisais un peu comme tout le monde mais personne en même temps, oui, je ne me sentais... pas d’ici”* (Abisha).

Dans leur discours, elles expriment donc deux sentiments d'appartenance : l'un associé à leur culture d'origine, l'autre à leur culture française. Mais parfois aussi,

elles cherchent à s'en distancer. De même, dans le quotidien de leur consommation, elles opèrent des arbitrages complexes entre leurs deux cultures.

Ainsi, leur relation peut être une négation de leur sentiment d'appartenance à leur culture française et une volonté de s'affirmer comme différentes : *“Des fois, je me sens différente, j'ai d'autres valeurs, une autre mentalité, je ne fais pas tout à fait comme les autres”*. De même, la négation du sentiment d'appartenance à la culture d'origine correspond à une prise de conscience de ne pas tout à fait appartenir à cette culture d'origine : *“Mais en fait, je connais mal ma culture d'origine, si on me pose des questions, je ne peux pas répondre”*.

Dans leur quotidien, les jeunes femmes oscillent donc entre le sentiment d'appartenir à la culture française ou à la culture d'origine, et la non appartenance à ces deux cultures. La consommation accompagne ces questionnements. Parfois, elles adoptent une trajectoire “d'alignement” en adoptant les comportements qu'elles associent à leur culture française : *“Je suis Française, je fais comme tout le monde : le matin, je me maquille, voilà, je suis Française”*. À d'autres moments, elles se rappellent qu'elles sont “de là-bas” et poursuivent une trajectoire “de filiation” à leur culture d'origine : *“Je suis fière de mes origines. J'aime utiliser les produits issus de ma culture d'origine”*. Parfois encore, elles cherchent à se démarquer de ces différents cadres

culturels et à s'affirmer comme différentes. Chaque jeune femme doit trouver ses processus, entre les habitudes de faire transmises par la famille, et celles liées à la société française, mais également faire le tri entre ce qu'elle veut conserver ou transformer pour exprimer son individualité.

Conclusion

À travers la présente recherche, nous souhaitons attirer l'attention vers d'autres facteurs explicatifs des comportements des jeunes femmes françaises issues de l'immigration subsaharienne. Si la présence de besoins spécifiques peut expliquer une partie de leurs comportements de consommation, il existe d'autres moteurs du comportement. Elles construisent leur identité sur une double appartenance, qui est à la fois une richesse qu'elles revendiquent mais aussi une source de tensions psychologiques. La consommation de cosmétiques leur permet de réconcilier leurs multiples appartenances et a un effet libérateur. Par la consommation, ces femmes expriment leurs identités en laissant libre cours à leur créativité dans le mélange. Mais ces jeunes femmes se définissent également par d'autres appartenances, comme leur région d'implantation géographique en France, leur génération d'âge, leur cohorte générationnelle... Ces appartenances multiples évoluent dans leur quotidien et pendant les étapes de leur cycle de vie. La consommation est ainsi un puissant moyen pour elles d'exprimer le kaléidoscope de leur identité. ■

Notes

1. Voir par exemple, l'enquête menée par le cabinet AK-A, en juin 2006 auprès de 816 internautes, avec l'accord de la Cnil, dans le cadre d'une étude sur les comportements de consommation des Afro-Français. Site : www.ak-a.fr ; ou LSA no. 1963, 31 août 2006.
2. Voir, par exemple, dans un contexte anglais : Lindridge A.M., Hogg M. K., et Shah M., "Imagined Multiple Worlds: How South Asian Women in Britain Use Family and Friends to Navigate the 'Border Crossings' Between Household and Societal Contexts", in *Consumption, Markets and Culture*, vol. 7, n°3, 2004, pp. 211-238 ; ou, dans un contexte canadien : Joy A., Hui M., Kim C. et Laroche M., "The Cultural Past in the Present: the Meaning of Home and Objects in the Homes of Working-Class Italian Immigrants in Montreal", in *Marketing in a Multicultural World*, Thousand Oaks, Sage Publications, 1995, pp. 145-179.
3. Ladwein R., Carton A. et Sevin E., "Le capital transgénérationnel : la transmission des pratiques de consommation de la mère vers sa fille", in *Recherche et Applications en Marketing*, vol. 24, n°2, 2009, pp. 1-27 ; Dano F., Roux E. et Tissier-Desbordes E., "De l'école au collège : évolutions des interactions mère-fille dans le cadre de décisions d'achat", 4 *Congrès des Tendances du Marketing en Europe*, Paris, 2005.

Reconstitution territoriale et codéveloppement

L'exemple de la diaspora sénégalaise

Par Abdoul Hameth Ba,
maître de conférences en géographie, université d'Evry-Val d'Essonne ;
membre du LHEST (Laboratoire histoire économique sociale et des techniques)

École financée par Anzoumane Sissoko et ses compatriotes de l'association parisienne
Nord Tambaoura, Monéa, Mali, 2006 © Anaïs Pachabézian

Éloignés de leur région d'origine, les migrants sahéliens participent aux processus de transformation territoriale et sociale aussi bien dans les zones d'émigration que dans les pays d'immigration. La concrétisation de leurs projets liés à l'émigration témoigne de leur capacité à agir sur un espace à distance. Elle engage la fabrication progressive de nouveaux territoires et de nouveaux modes de concertation. Cependant, dans le cadre institutionnel du codéveloppement, l'expérience des migrants n'est pas toujours valorisée.

Avec l'évolution rapide du profil des migrants sahéliens et de leurs projets, des interrogations plus spécifiques se posent. Comment mesurer les interactions sociales et spatiales liées aux projets réalisés par ces acteurs *délocalisés* ? Peut-on dire que ces migrants contribuent à l'émergence de territoires d'un type nouveau dans leur pays d'origine et dans les pays d'accueil ? Peut-on considérer qu'ils introduisent directement ou indirectement une gouvernance participative d'un type nouveau, reflet d'une mise en réseau complexe tissée par-delà les frontières ?

Pour esquisser une réponse à ces questionnements, nous avons choisi d'analyser les processus migratoires dans l'espace sahélien, confronté ces trois dernières décennies à des tensions politiques et sociales et à des problèmes environnementaux très aigus. En effet, une forte croissance démographique (taux de natalité parfois supérieur à 40 pour 1 000) conjuguée à une diminution des ressources naturelles (terres cultivables, zones de pêche, zones de pâturage, forêt ...) consécutive aux sécheresses de 1973-1974 et de 1983-1984 rendent la population sahélienne rurale très vulnérable. Les politiques d'aménagement et de développement rural préconisées par les gouvernements des États sahéliens ainsi que les aides internationales demeurent insuffisantes. Aussi, dans ces régions, l'émigration est-elle encore considérée comme l'une des solutions permettant à une partie de la population restée de survivre et de préserver les terroirs villageois.

Les stratégies des migrants en direction des zones de départ évoluent. Si au début des années soixante les migrants agissaient seuls, depuis quelques années ce n'est plus le cas. Ils collaborent avec des organisations non gouvernementales locales ou étrangères et/ou des collectivités territoriales européennes qui agissent dans le cadre de la coopération décentralisée. La mise en réseau de ces différents acteurs aux compétences variées et aux stratégies parfois divergentes signe l'avènement d'un mode nouveau de gestion des ressources naturelles et humaines. En effet, la définition, le choix, le financement et la gestion d'un projet nécessitent l'instauration de règles nouvelles de dialogue, de concertation, de prise de décision. Le partage des rôles entre *sédentaires* (gardiens des territoires anciens) et *émigrés* partis à la recherche du numéraire pour préserver ce qu'il reste du patrimoine naturel et culture est-il une spécificité des personnes originaires de l'Afrique rurale sahélienne⁽¹⁾ ?

Assurer sa place dans les pays d'immigration

Les mouvements de population participent au brassage des peuples et donc des cultures dans ses différents aspects (langue, musique, art culinaire, religion, art vestimentaire, architecture). Dans les pays d'immigration, l'installation très longue des immigrés

instaure une mixité sociale et ethnique, voulue ou subie, d'un type nouveau. En effet, en décidant de se fixer définitivement (au moins durant la vie active) dans un pays, les immigrés tentent de se "refaire un territoire". Autrement dit, de s'approprier un espace à l'intérieur duquel ils peuvent vivre ou (re)vivre une partie de leur culture (pratique des cultes). Ce processus de fabrication de territoires nouveaux est long et suscite des tensions entre la population autochtone et les immigrés.

La notion de "territoire" recouvre plusieurs dimensions : physique, juridique, économique, sociale, culturelle. Tout territoire résulte d'un processus d'appropriation d'une portion de l'étendue terrestre par un groupe social. Il est par conséquent marqué par des conflits plus ou moins longs, plus ou moins violents, plus ou moins visibles, avec d'autres groupes revendiquant éventuellement la même portion. En partant de l'idée que pour se maintenir sur son territoire et assurer la satisfaction de ses besoins tout groupe social doit décider d'un certain nombre d'aménagements, d'activités, dont la nature est liée à son niveau d'organisation et aux lois en vigueur, on peut comprendre le besoin des immigrés d'origine sahélienne ayant décidé de s'installer durablement en Europe de constituer progressivement leurs territoires.

De nouvelles organisations de l'espace

Les territoires des immigrés étaient des enclaves réduites et peu perceptibles dans les premières années d'installation (1960). Dans l'histoire de la migration ouest-africaine en France, les premiers arrivants sont installés dans des foyers isolés conçus essentiellement pour des travailleurs immigrés. Progressivement, les locataires s'organisent : de petites salles de prière sont aménagées dans les caves puis à l'intérieur des foyers, d'autres espaces de convivialité sont aussi aménagés : coins cuisine, restaurants tenus par des femmes, petits commerces, ateliers de tailleurs. On assiste alors à une diversification des activités. Par le regroupement familial qui s'accélère à la fin des années soixante-dix, une nouvelle configuration de la population immigrée se dessine. Épouse et enfants rejoignent le mari. C'est ainsi qu'apparaissent de nouveaux besoins, de nouvelles exigences. Les immigrés mariés sortent des foyers et s'installent dans des logements sociaux : on assiste alors à des processus d'agrégation voulue ou imposée.

Les immigrés savent que leur existence, leur épanouissement sont liés à leur possibilité de faire territoire, un territoire aux limites floues et molles, un territoire éphémère du fait des politiques de réhabilitation ou de rénovation urbaine, mais un territoire tout de même. La question en suspens reste la suivante : comment les

Territoire de l'Alaef
Association intervillageoise transnationale
de villages soninké

nouvelles générations issues de l'immigration entendent préserver les territoires constitués par les primo-migrants ? Allons-nous assister à une territorialisation des descendants d'immigrés ? La constitution de territoires dans/par l'immigration peut conduire à une forme nouvelle d'exclusion de l'immigré et de ses descendants résultant d'un repli identitaire. En revanche, lorsque la proximité physique entre immigrés et population autochtone se passe bien, on assiste à une mixité culturelle. En définitive, tout processus de reconstitution de territoires dans l'immigration est lié à des paramètres variés (social, politique, économique, juridique, géographique). Cette forme d'ancrage territorial des immigrés signe d'une certaine manière une forme de citoyenneté recherchée, une volonté de participer à l'écriture de l'histoire du pays d'installation. De même, leur perception du territoire d'origine évolue à la lumière des méthodes de lectures spatiales acquises lors de leur trajet migratoire et dans le pays d'immigration. Par ailleurs, leurs projets en direction du territoire d'origine évoluent rapidement ces dernières années grâce, d'une part, à la dynamique du tissu associatif, dont les acteurs (hommes et femmes) sont de plus en plus expérimentés et instruits et, d'autre part, grâce aux politiques de solidarité gouvernementale ou non gouvernementale.

Une émigration solidaire

Les études sur les mobilités géographiques montrent que les migrants ont une propension à investir dans les pays d'origine⁽²⁾. La manifestation de l'attachement à la région d'origine et les types de projets des migrants varient en fonction de l'âge, du genre et du niveau d'instruction des migrants. Dans le cas de l'émigration sahélienne, et plus particulièrement de celle des ressortissants du bassin du fleuve Sénégal, on assiste ces quatre dernières décennies à des transformations sociales et territoriales dans les zones rurales.

En effet, ces changements sont dus aux réalisations d'équipements individuels (maison, petite entreprise...) ou collectifs (mosquée, puits, forage, barrage, matériel agricole, dispensaire, école, marché couvert...) et l'émergence d'un mouvement associatif très structuré en lien avec l'émigration. Si les premiers projets sont pensés totalement et financés intégralement par les migrants originaires d'un même village, plus récemment, des équipements collectifs sont réalisés grâce à un partenariat formel entre différents acteurs (organisations non gouvernementales, collectivités locales françaises, migrants...). Nous le constatons aujourd'hui, cette forme de coopération suscite de plus en plus d'engouement. Dans le cas du Sénégal par exemple, nous notons plus d'une centaine de partenariats avec les collectivités locales françaises.

Centre d'échanges et de formation du citoyen à Lorty (communauté rurale de Guédé village, département de Podor) réalisé par l'association française Tutti Frutti International avec l'appui financier du conseil régional Nord-Pas-de-Calais © Abdoul H. Ba, 2000

Cette forte solidarité des migrants à l'égard des territoires d'origine, tant en termes de réalisation d'équipements collectifs que de choix de leaders politiques locaux, est perceptible au Sénégal. D'ailleurs ces dix dernières années, les candidats aux élections locales ou nationales l'ont compris, ils se rendent en France pour obtenir le soutien des immigrés et, par conséquent, celui de leur famille restée au village. Le nombre et la nature des projets ont progressé grâce à l'augmentation du nombre des immigrés originaires du même village ou de la même circonscription administrative.

Dans le même temps, nous observons une diversification des types d'associations issues de l'immigration. Désormais, une collaboration formelle s'instaure entre migrants et structures d'animation, de formation et de développement. Nous observons aussi que, par effet de mimétisme, les associations se multiplient, les projets en direction du pays d'origine se diversifient, le tout impliquant le changement des échelles d'intervention. Nous notons aussi la création des associations intervillagoises qui s'étendent parfois sur plusieurs communautés rurales ou sur un espace transfrontalier. Même si ce type d'association est numériquement moins important, il témoigne de la part des migrants et des villageois d'une nouvelle perception de l'espace.

Quand des échanges créent un territoire

C'est le cas de l'Alaef (Association de lutte anti-érosive sur la Falémé). Cette structure animée par d'anciens migrants est constituée de villages maliens et sénégalais qui partagent l'usage d'une langue commune, le *soninké*, et l'exploitation d'un cours d'eau, la Falémé, affluent du fleuve Sénégal. Grâce à l'appui technique du GRDR (Groupe de recherche et de développement rural) et d'un soutien financier des migrants, l'Alaef poursuit sa réflexion sur la dynamique économique de plusieurs villages en articulant les actions (protection de l'environnement, formation des jeunes, création d'emploi, désenclavement des villages...). L'espace économique de ces villages est géré par un réseau social structuré autour de l'Alaef dont le champ d'intervention est bien délimité. Cette zone d'intervention est un territoire en constitution comprenant un groupe social bien identifié et avec des objectifs précis. Ici, les stratégies des anciens migrants et des sédentaires ont permis l'émergence d'un territoire issu de la solidarité ethnique, par-delà les frontières (voir carte).

Une autre réalisation témoigne de la forte collaboration entre villageois et migrants pour gérer une ressource naturelle et revitaliser les activités artisanales. Il s'agit de la construction de mini barrages sur la Kolimbiné au Mali par l'Ordik (Organisation rurale pour le développement intégré de la Kolimbiné) dont le fondateur est un ancien immigré malien. Ces deux structures, et d'autres en Mauritanie, sont initiées

Mini barrage de Kabaté réalisé sur la Kolimbiné par l'Ordik.
 Cette réalisation a permis aux populations villageoises d'une zone sahélienne de mieux gérer l'eau.
 Les cultures de bas-fond et la pêche sont redevenues possibles © Abdoul H. Ba, 1993

par d'anciens migrants et témoignent d'une mobilisation de compétences, d'une aptitude à transférer des savoir-faire, à activer un réseau de relations noué pendant l'immigration pour mieux exploiter et gérer une ressource naturelle locale.

Les interactions sociales et spatiales liées à ces types de projets sociaux et environnementaux sont multiples : ils permettent la préservation des écosystèmes, le maintien des savoir-faire locaux (techniques de pêche, de culture, systèmes d'élevage), les échanges des savoir-faire, la valorisation des produits locaux, la création de nouveaux emplois en milieu rural (pompiste, mécanicien, alphabétiseur en langue locale...), l'amélioration des conditions sanitaires, l'augmentation du pouvoir d'achat des villageois, le maintien de quelques jeunes dans les villages malgré la pression qu'exerce "l'imaginaire migratoire"⁽³⁾.

Coopération décentralisée et codéveloppement

C'est vers le milieu des années quatre-vingt que la notion de coopération décentralisée s'est imposée comme une des formes des relations entre collectivités territoriales. Cette démarche s'est renforcée au début des années quatre-vingt-dix, grâce au processus d'alternance politique, de décentralisation et de régionalisation dans certains pays africains comme le Mali, la Mauritanie et le Sénégal. Mais la date clé reste l'année 1992. En effet, en France, la loi du 6 février 1992 donne un cadre légal et réglementaire à la coopération décentralisée⁽⁴⁾. Elle définit la relation entre des collectivités françaises et des collectivités territoriales étrangères. Le terme de "coopération" fait référence à des initiatives menées en collaboration, celui de "décentralisée" définit le niveau et le mode de cette coopération.

La coopération internationale n'est plus l'apanage de l'État. D'ailleurs nous observons un nombre croissant de collectivités territoriales françaises engagées dans des programmes de solidarité internationale. La coopération décentralisée a permis aux élus des collectivités territoriales du Nord et du Sud de développer des échanges de "proximité" pour faire face à des problèmes comme la santé et l'éducation des enfants, la gestion urbaine, l'assainissement, la démocratie locale, le développement économique local, la formation des agents municipaux, la préservation des ressources naturelles.

Dans beaucoup de cas, les programmes de solidarité ont permis d'améliorer les conditions de vie des populations du Sud (éducation sanitaire et accès à l'eau potable par exemple) et de renforcer la citoyenneté et la démocratie participative dans les villes africaines ; ils ont aussi contribué à sensibiliser les gens du Nord à la diversité

culturelle et aux problèmes de pauvreté. Dans la plupart des cas, les collectivités locales ou territoriales sollicitent l'expertise des organisations non gouvernementales (ONG) intervenant déjà dans les régions partenaires. Les migrants et leurs associations commencent à faire entendre leur voix dans le cadre de la coopération décentralisée mais ils restent encore marginalisés. Pourtant ils constituent un atout pour la coopération au développement.

L'État sénégalais l'a bien compris ; différents ministères travaillent ensemble pour mieux mobiliser les apports de la "diaspora". La création en 2009 du PAISD (Programme d'appui aux initiatives de solidarité pour le développement) et d'un fonds d'appui aux projets des émigrés montrent que le Sénégal entend soutenir d'une manière plus structurée les initiatives des migrants. Cependant, ces aides vont pour l'instant en majorité aux élites de cette "diaspora" dont les projets sont orientés vers le secteur tertiaire et sont réalisés dans les grandes villes comme Dakar, Thiès ou Saint-Louis.

Dans le même temps, dans les espaces ruraux, les anciennes associations de migrants sahéliens continuent à réaliser des projets non seulement à l'échelle du village d'origine, mais aussi à celle des communautés rurales. C'est le cas de l'association Urof (Union des ressortissants de Orkadiéré en France). Cette association a réalisé son premier projet en 1973 (une mosquée d'un montant de 600 000 francs français), d'autres projets ont suivi (école, poste de santé, achat de pirogues...). À l'heure actuelle, l'Urof participe à hauteur de 30 000 euros (soit 20 % du budget total) à la réalisation d'un collège d'enseignement secondaire dans la région de Matam (vallée du fleuve Sénégal) pour la communauté rurale du même nom. Les collectivités territoriales françaises qui interviennent dans la vallée du fleuve Sénégal, comme la région Nord-Pas-de-Calais, ne participent pas pour l'instant au financement de ce projet.

L'oubli des migrants dans l'articulation du local et du global

Cet exemple montre que les relations entre les migrants et les collectivités territoriales intervenant dans la région d'origine de ces mêmes migrants ne sont pas systématiques. On peut d'ailleurs observer une ignorance mutuelle. Les raisons de ce manque de collaboration sont multiples et varient en fonction des collectivités. En effet, les espaces de rencontre entre migrants et élus des conseils régionaux sont quasi inexistants. Par ailleurs, l'image négative qui pèse sur l'immigré ne facilite guère cet échange formel. Le migrant est encore trop perçu en Europe comme une personne à faible compétence, pauvre, venant d'un pays "sous développé".

Cette perception négative de l'immigré ne favorise pas la reconnaissance de ses compétences dans le domaine de la conception et du financement des projets de développement local. Par ailleurs, les migrants originaires des villages ont longtemps souffert d'un manque de reconnaissance explicite de la part des élites et des élus des pays d'origine⁽⁵⁾. De fait les élus des collectivités et les organisations non gouvernementales ne semblent guère prêts à laisser aux migrants la place qui leur revient dans le choix et le portage des projets de solidarité. S'agit-il d'un manque de confiance ou d'une volonté des élites du Sud et des acteurs du Nord de garder le pouvoir ? La très faible prise en compte des apports des migrants par les experts et les élus du Nord dans la coopération décentralisée témoigne-t-elle de la survivance du complexe de supériorité hérité de la période coloniale ou tout simplement d'une vision très différente entre acteurs dans le choix des outils et des méthodes pour réaliser les projets de coopération ? Pourtant les études montrent que les migrants pratiquent une double appartenance territoriale entre pays d'origine et pays d'accueil⁽⁶⁾. Les migrants sahéliens jouissent d'une longue expérience de mise en relation et ont une connaissance réelle des territoires et des besoins locaux des populations du Sud. En considérant les associations de migrants comme des acteurs à part entière de la coopération, les responsables des collectivités territoriales du Nord et du Sud feraient évoluer les outils méthodologiques de la coopération au développement avec l'instauration d'une gouvernance participative des migrants tant dans les pays d'origine que dans les pays d'accueil. Dans le cas du Sénégal, les migrants qui sont rentrés s'impliquent dans la vie politique et gagnent des mandats électifs (conseil rural, conseil régional, Parlement) ils continuent à jouer le rôle d'intermédiaire entre les villageois et les immigrés, entre les villageois et les élus des collectivités françaises.

Les migrants et les villages ont su très vite privilégier les projets les plus consensuels possibles. De ce point de vue, on peut considérer qu'ils ont développé une forme de gouvernance intéressante dès le milieu des années soixante.

La force du migrant : le croisement des savoir-faire culturels

Les trajectoires migratoires sont multiples et les investissements dans les pays d'origine peuvent prendre des formes variées. Dans tous les cas, les migrants participent à la transformation de leur espace d'origine. Ils tentent de construire ou

de (re)construire des territoires avec des outils nouveaux fabriqués à partir du savoir-faire local préservé par ceux qui sont restés et du savoir-faire et des techniques acquis dans l'immigration ou proposés par les ONG et les collectivités territoriales occidentales. Ce processus n'est pas exempt de conflits, comme la remise en cause du pouvoir traditionnel foncier, la stratification sociale basée sur le lignage ou la perte d'influence de certains bourgs au profit des villages d'émigrés, devenus de nouveaux centres ruraux car mieux équipés⁽⁷⁾. Mais la volonté d'améliorer les conditions de vie prévaut et des compromis sont souvent trouvés.

Les migrants et les villages ont su très vite privilégier les projets les plus consensuels possibles. De ce point de vue, on peut considérer qu'ils ont développé une forme de gouvernance intéressante dès le milieu des années soixante. L'interaction sociale et territoriale trouve ici sa pleine expression. L'Alaef, regroupant villages maliens et sénégalais, témoigne bien de l'existence d'une coopération au développement local et d'une forme réussie de gouvernance territoriale locale dans les régions d'émigration. Les techniques de concertation, de consultation, de dialogue et de prise de décision élaborées par les migrants et les villageois sont intéressantes à plus d'un titre. C'est une rencontre entre la tradition et la modernité, c'est aussi une rencontre entre acteurs issus du même "terreau", mais avec des perceptions territoriales et des perspectives de développement parfois différentes et complémentaires. C'est cette articulation réelle des perceptions et des motivations des acteurs aux parcours variés qui singularise les zones d'émigration du Sénégal. Il n'est pas étonnant que les territoires qui se dessinent dans ce contexte augurent de nouvelles territorialités, de nouveaux rapports de l'homme à l'espace.

Conclusion

Les luttes contre la pauvreté et contre toutes les formes de discrimination sociale ou d'inégalités territoriales ainsi que le combat pour instaurer une démocratie participative et une solidarité entre les peuples sont des actions qui nécessitent la mobilisation d'acteurs divers (État, collectivités, associations...). Les migrants, par leur attachement à leur pays d'origine ont initié le codéveloppement. L'avènement des formes nouvelles de solidarité comme la coopération décentralisée permet d'agir localement au plus près des populations, d'encourager la participation de tous les acteurs, de sensibiliser à la diversité culturelle et de tendre vers des échanges réciproquement avantageux entre les peuples. Cette coopération au développement participe à la fabrication de territoires nouveaux avec des modes de gouvernance inédits.

Mais le décalage reste grand entre l'ambition du codéveloppement et les réalités du terrain. D'abord les budgets des collectivités territoriales alloués aux actions de solidarité sont très limités alors que les partenaires du Sud sont démunis. Ensuite, il n'est pas facile d'avoir une convergence de vue sur les stratégies de développement entre les acteurs du Nord et ceux du Sud. Enfin, les migrants, malgré leur solide expérience dans le domaine du développement local et de la solidarité, restent marginalisés. Une rupture dans l'accès aux droits (droit de vote des immigrés aux élections locales en France), un accès plus simple des associations de migrants aux financements, une implication des jeunes nés en France de parents immigrés permettraient de maintenir et poursuivre les actions de développement. Dans tous les cas, par leurs actions, les migrants sahéliens montrent une forme de solidarité que la distance métrique ne semble pas altérer. Les projets des migrants sahéliens participent à la construction de territoires qui renvoient à une configuration spatiale fondée sur une sorte d'archipel dont chaque élément est relié par des réseaux territorialisés et/ou non territorialisés⁽⁸⁾. Les actions des migrants ici et là-bas révèlent diverses formes d'interactions spatiales et sociales, signe que les peuples et les territoires changent par les migrations. ■

Notes

1. Les analyses proposées dans cet article s'appuient sur des données qualitatives collectées depuis 1993 : entretiens, observations de terrain en Afrique sahélienne (Mali, Mauritanie et surtout au Sénégal), en France et en Belgique.
2. Voir Gonin Patrick et al., *La Fonction é migrée dans les stratégies de développement*, ENS Fontenay-Saint-Cloud, Centre de géographie rurale/CNRS-ATP, 1988.
3. Simon Gildas, *Géodynamique des migrations internationales dans le monde*, Paris, PUF, 1995.
4. Simon Gildas, *La Planète migratoire dans la mondialisation*, Paris, Armand Colin, 2008.
5. Cf. le Titre IV de cette loi.
6. Lors de sa visite à Lille en 1997, la délégation du Conseil régional de Saint-Louis n'avait manifesté aucune envie de rencontrer d'une manière formelle les associations des migrants originaires de la région de Saint-Louis.
7. Bertini Barbara, Gonin Patrick, Kotlok Nathalie et Le Masson Olivier, "Codéveloppement et double présence : les initiatives migrantes et la fabrique des identités multiples", in S. Dessajan, N. Hossard et E. Ramos (dir.), *Immigration et identité nationale. Une altérité revisitée*, Paris, L'Harmattan, 2009.
8. Ba Abdoul Hameth, *Acteurs et territoires du Sahel : Rôle des mises en relations dans la recomposition des territoires*, ENS Éditions, Lyon, 2007.
9. Velasco-Graciet Hélène, *Territoires, mobilités et sociétés. Contradictions géographiques et enjeux pour la géographie*, Paris, éditions de la Maison des sciences de l'homme, 2009.

Partir pour aider ceux qui restent ou la dépendance face aux migrations

L'exemple des paysans sahéliens

Par Florence Boyer,
géographe, UMR 201 " Développement et Sociétés", université de Paris I
Panthéon-Sorbonne, Institut de Recherche pour le Développement
et Harouna Mounkaila,
géographe, École normale supérieure, université Abdou Moumouni, Niamey

Travailler au bord du fleuve, Mali, 2004 © Solange Munzer/GRDR

Dans les régions sahéliennes, le sort des paysans est étroitement lié à leur mobilité spatiale. Les pénuries alimentaires fréquentes et la croissance démographique poussent de nombreux hommes à migrer de manière temporaire afin de pallier les déficiences de l'agriculture villageoise. Leur absence est rythmée par le type de culture agricole mis en place dans les villages, car c'est de lui que dépend la capacité de financement de la migration. Ces mobilités circulaires dévoilent ainsi une relation d'interdépendance inédite avec leurs espaces de départ.

Les migrations saisonnières de travail sont, depuis quasiment un siècle, une pratique spatiale fondamentale pour la compréhension des espaces ruraux sahéliens, de leurs modes d'organisation sociale et économique. En effet, l'alternance entre une saison des pluies d'une durée de trois mois et une saison sèche favorise le développement d'activités complémentaires au cours de cette même saison. Pendant une période de huit à neuf mois, la main-d'œuvre masculine est ainsi libérée des obligations de l'agriculture pluviale. L'émergence de ces migrations temporaires de travail est à mettre en relation avec l'installation de l'administration coloniale qui a conduit non seulement à une pacification de certaines régions, mais qui a surtout imposé le paiement de l'impôt et les travaux forcés. La monétarisation de l'économie a largement favorisé le développement de ces mouvements, qui se sont dirigés dans un premier temps vers les pays côtiers, plus particulièrement le Ghana, le Nigeria et la Côte d'Ivoire⁽¹⁾. Si, au début, l'obligation du paiement de l'impôt et les travaux forcés ont motivé les départs, progressivement, le besoin d'acquérir certains biens marchands, au premier rang desquels les vêtements, les chaussures, le savon, a favorisé l'expansion de ces mouvements saisonniers qui concernent quasi uniquement les hommes. Ils ont donné lieu dans certains cas à des installations définitives⁽²⁾ dans les grandes villes côtières du Golfe de Guinée. Dans la période plus récente, à partir des années quatre-vingt, les pratiques migratoires vont connaître des changements importants en relation avec les dynamiques de l'espace local. Dans ces lieux de départ, la croissance démographique forte accroît la pression foncière et participe à la libération d'une main-d'œuvre qui a davantage la possibilité de se consacrer à des activités extra-agricoles ; parallèlement et depuis une trentaine d'années, la baisse et l'irrégularité des précipitations ont conduit à une diminution des récoltes et à l'installation d'une disette structurelle dans nombre de régions.

Dans un tel contexte, les temporalités migratoires se sont adaptées, c'est-à-dire qu'elles ont perdu leur caractère régulier : les migrants sont absents pendant des durées variant de une à plusieurs années et surtout leur retour ne correspond plus systématiquement à la saison des pluies. Toutefois, ce schéma classique des migrations circulaires perdure et les mouvements restent encore l'apanage des hommes.

Une mobilité génératrice d'équilibre

Le caractère massif des migrations circulaires, associé aux difficultés grandissantes de séjourner dans certains pays, a conduit également à une diversification des destinations. À l'heure actuelle, les espaces urbains concernés ne se limitent plus au Golfe de Guinée. Les migrants circulaires partent jusqu'à Dakar ou en Afrique

centrale et depuis les années soixante-dix jusqu'en Libye et en Algérie (en lien avec l'exploitation pétrolière dans ces deux pays) ; il ne faut pas oublier non plus le maintien des migrations internes à des niveaux relativement élevés.

Notre objectif est de questionner ce schéma d'organisation contemporain en interrogeant, d'une part, les dynamiques des systèmes de production locaux, et, d'autre part, celles des migrations circulaires. Pour cela, nous postulons qu'il est plus pertinent d'observer les dynamiques sociales et économiques, non pas comme l'expression d'un système de survie, point de vue souvent adopté pour décrire les sociétés rurales sahéliennes, mais plutôt comme la traduction d'un équilibre qui permet aux populations de rester installées dans les villages, c'est-à-dire qui leur permet aussi d'être immobiles.

La région de Tahoua, située dans le massif de l'Ader, au centre-ouest du Niger, au niveau de la limite des cultures sous pluies, est souvent présentée comme l'une des principales régions de départ de ce pays pour ce qui est des migrations circulaires. Dans cette région majoritairement haoussa, qui abrite aussi des populations touarègues et peuhles, la culture du mil constitue l'activité agricole fondamentale, en association avec l'élevage de petits ruminants et de bovins, mais de façon moindre ; s'y ajoutent les cultures de contre-saison, notamment de tomates et d'oignons, qui se développent surtout dans les vallées. En 2008, a été menée une enquête⁽³⁾ dans cette région visant à mesurer l'ensemble des formes de mobilité, c'est-à-dire les migrations internes et internationales à différentes échelles temporelles (saisonnière, annuelle, biographique). L'objectif est de se donner les moyens de mesurer et de décrire les circulations qui participent des dynamiques de ce territoire, en tenant compte de leurs temporalités diverses. Ces migrations ont été replacées dans leur contexte villageois, familial et individuel. Cette enquête a été conduite dans quatre départements de la région (ceux d'Illéla, Tahoua, Keita et Bouza), laissant ainsi de côté la grande zone pastorale du nord et de l'ouest de la région moins concernée par les migrations circulaires.

Des migrations massives aux temporalités propres

Quelle que soit la situation de ces villages, c'est-à-dire qu'ils aient la possibilité ou non de pratiquer des cultures maraîchères destinées à la vente, tous sont massivement concernés par les migrations circulaires de travail qui sont, exclusivement ou presque, le fait d'hommes jeunes entre 15 et 40 ans environ. L'analyse des biographies migratoires a permis de montrer qu'à l'âge de 30 ans, la

moitié des hommes ont effectué au moins une migration ; cependant, dès l'âge de 15 ans, le quart d'entre eux a déjà migré au moins une fois hors de son village. Au-delà du caractère massif et précoce des migrations, il apparaît que ce premier départ enclenche les autres qui se succèdent tout au long de la vie active de l'individu, jusque vers l'âge de 40 ans. À l'échelle de la vie des individus, à l'âge où les hommes partent en migration, les femmes se marient, s'installent chez leurs beaux-parents et fondent leur foyer avec la présence alternante de leur mari.

Les migrations circulaires restent ainsi un phénomène masculin et elles sont marquées par la jeunesse de ceux qui migrent ; si les carrières migratoires ne sont pas normées en termes de parcours, nombre d'entre eux débutent par une ou plusieurs migrations internes qui les mènent soit vers les villes minières de l'uranium et du charbon (Arlit ou Tchirozérine), soit vers la capitale, Niamey. Les mouvements vers le nord du Nigeria (Kano, Jos...) peuvent être assimilés à ces migrations internes, étant donné autant la proximité de ces villes, que la longue histoire commerciale et migratoire qui lie ce pays à la région de Tahoua. Une fois ces premières expériences de la migration et de l'urbain acquises, l'éventail des destinations possibles s'élargit et surtout devient plus lointain : sont concernées ainsi les grandes villes du Ghana, de Côte d'Ivoire, du Sénégal, du Cameroun ou du Gabon, mais aussi

D'une certaine manière, la dispersion, continue à l'échelle villageoise, passagère au niveau individuel, joue un rôle dans la possibilité de maintenir la présence et la cohésion sociale au niveau local.

certaines villes de Libye et d'Algérie. La diversification des destinations au fil des décennies répond, d'une part, aux difficultés grandissantes d'insertion professionnelle dans nombre de villes de la sous-région, et, d'autre part, aux difficultés de circulation et d'installation même temporaire dans certains pays. Par ailleurs, un autre avantage de cette diversité de lieux possibles est qu'en cas de crise, d'impossibilité de circuler dans l'un ou l'autre des pays, les migrants ont la capacité de se replier ailleurs.

L'importance des migrations circulaires, associées à des filières migratoires établies et diversifiées, font de ces mouvements une pratique fondamentale dans l'organisation des villages de la région de Tahoua. En effet, une grande partie de la main-d'œuvre masculine est absente pendant plusieurs mois, voire plusieurs années ; cette main-d'œuvre ne peut donc pas participer chaque année aux travaux des champs.

Une observation plus fine des temporalités des migrations circulaires, à l'échelle de l'année, permet de mettre en évidence le lien entre cette pratique de l'absence, les rythmes de la migration et les systèmes d'organisation et de production locaux et surtout la manière dont ces absences sont gérées. Au niveau des trois départements

enquêtés, 5 % de la population active masculine est absente tout au long de l'année, c'est-à-dire qu'elle ne participe pas aux activités agricoles et d'élevage ; on atteint un pic de 20 % de la population masculine absente au cœur de la saison sèche, c'est-à-dire entre les mois de décembre et d'avril. Si l'alternance classique entre saison sèche et saison des pluies se retrouve de façon assez notable, il apparaît que l'agriculture n'emploie pas la totalité de la main-d'œuvre masculine. Le contexte de croissance démographique et la pression foncière qui s'ensuit – qui a été relevé par les habitants de nombre de villages – conduisent à libérer une partie de la main-d'œuvre disponible. Cependant, si celle-ci ne s'emploie plus régulièrement à l'échelle locale, elle reste impliquée à ce niveau au sens où les retours persistent, mais selon des temporalités déconnectées du village. Certes, la présence des épouses, des enfants, concourt à ces retours périodiques, mais transparait surtout une dynamique particulière dans ce lien entre migrations circulaires et organisation sociale et économique villageoise.

Une pratique de l'absence qui sert l'unité du groupe

Si les temporalités des migrations circulaires sont en partie déconnectées des rythmes saisonniers de l'économie agricole villageoise, il n'en reste pas moins que la persistance des allers-retours dénote un ancrage autant des migrants que des migrations dans ces villages. Leur présence est requise périodiquement pour assurer la reproduction familiale et la pérennité de cette famille au niveau local, mais aussi sur un plan économique, pour que l'ensemble du groupe bénéficie des migrations et de ses revenus. D'une certaine manière, la dispersion, continue à l'échelle villageoise, passagère au niveau individuel, joue un rôle dans la possibilité de maintenir la présence et la cohésion sociale au niveau local.

Une observation fondée sur les systèmes de production villageois permet de préciser les liens entre la dispersion temporaire et l'installation à l'échelle locale. En effet, il apparaît qu'une part des revenus de l'économie agricole est investie dans la migration, c'est-à-dire pour le voyage et la création d'une activité par les migrants. Toujours à l'échelle des mobilités de l'année, une distinction importante est présente entre les villages dont le système de production est fondé uniquement sur le mil – avec éventuellement un élevage de petits ruminants – et les villages dont le système de production est fondé sur l'association entre culture du mil et culture de contre-saison (avec ou sans élevage)⁽⁴⁾. Alors que la production de mil est quasi totalement destinée à la consommation familiale, quel que soit le profil des villages,

la production maraîchère d'oignons et de tomates – qui ne concerne que 12,4 % des exploitations agricoles de la zone – est destinée à la vente, permettant de dégager un revenu annuel.

Sur le plan des migrations circulaires, les individus appartenant à l'un ou l'autre de ces profils d'exploitation n'ont pas les mêmes pratiques. Pour ceux qui relèvent d'exploitations où seule la culture du mil est pratiquée, les départs et les retours sont très largement rythmés par l'alternance des saisons, et ainsi par l'obligation de cultiver. La part de la population absente toute l'année est moindre. Également, les destinations privilégiées sont proches, essentiellement Niamey et le Nigeria.

Les villages qui pratiquent des cultures maraîchères en complément du mil présentent un profil migratoire différent ; quasiment 10 % de la population masculine est absente tout au long de l'année et surtout l'alternance entre saison sèche et saison des pluies ne transparaît que de façon assez marginale au niveau du rythme des migrations. Les destinations privilégiées sont non seulement plus diversifiées, mais aussi plus lointaines : elles concernent l'ensemble de l'Afrique de l'Ouest, une partie de l'Afrique centrale ainsi que l'Algérie et la Libye.

Cette distinction permet de mettre en évidence des modes d'organisation des circulations, et des modes de gestion du risque et de l'absence au niveau local⁽⁵⁾. En effet, lorsque la culture du mil est la seule ressource familiale, le risque de disette est accru et, surtout, il est quasiment impossible de dégager un revenu qui serait soit dépensé localement, soit investi dans la migration. La proximité des lieux de destination témoigne de l'impossibilité des migrants de financer un voyage plus lointain, qui serait aussi plus lucratif au retour. Au contraire, le revenu dégagé de la production maraîchère ne semble pas investi localement mais plutôt dans le financement d'une migration de relativement longue durée, vers des villes où l'insertion professionnelle est plus facile et surtout plus bénéfique. Apparaît aussi une spécialisation accrue de la main-d'œuvre au sens où certains se destinent à l'agriculture alors que d'autres migrent, selon des rythmes déconnectés des saisons. L'observation du lien entre les systèmes de production locaux et l'organisation des migrations circulaires montre comment le risque est géré localement, et surtout comment cette zone a réussi à s'extraire d'une logique de survie malgré les pénuries alimentaires récurrentes. Quelle que soit la situation, les migrations circulaires sont totalement parties prenantes du système d'organisation sociale et économique. Si l'absence est encouragée et nécessaire, elle n'empêche pas non plus la pratique de l'agriculture et surtout, ne conduit pas à des départs définitifs. Au contraire, la migration apporte les ressources que ne peut plus fournir l'agriculture, permettant justement de pérenniser les systèmes locaux. Le risque est géré par le maintien de cet équilibre économique et social entre agriculture et migration.

De la dépendance du local face aux migrations

L'une des conditions pour que ce système fonctionne et qu'un certain équilibre se maintienne est que les migrants envoient, ou ramènent avec eux, de l'argent et des biens à leur famille. Une évaluation des remises à partir des banques, de Western Union et des comptoirs en relation avec la Libye installés dans la ville de Tahoua a montré que plusieurs milliards de francs CFA parviennent chaque année dans cette région. Certes, ces remises ne sont pas le seul fait des migrants circulaires⁽⁶⁾, de même que ne sont pas pris en compte ce que les migrants ramènent avec eux lors de leur retour ou ce qu'ils confient à des ressortissants du même village.

L'analyse de l'usage de ces remises au niveau villageois a montré qu'elles sont investies essentiellement dans l'achat de marchandises courantes, au premier rang desquels les achats de nourriture, de vêtements, de chaussures, de savons... Les investissements dans la construction, dans l'amélioration des techniques culturelles, dans la création d'activités (commerce, artisanat...) sont plus limités. L'objectif principal des revenus issus des migrations circulaires est ainsi de pallier les déficiences de l'agriculture, c'est-à-dire de permettre aux populations d'assurer leurs besoins vitaux tout au long de l'année. Apparaît, en fait un mécanisme de dépendance entre les populations migrantes et ceux qui ne bougent pas – les femmes, les enfants – ou ceux qui ont cessé de bouger. D'une certaine manière, sans les premiers, les seconds se verraient contraints à la mobilité au sens où l'espace local n'est pas à même de leur fournir les moyens de rester sur place tout au long de l'année. Autrement dit, la mobilité de certains permet non seulement l'immobilité des autres, mais aussi la durabilité de l'installation de chacun dans le village.

Cependant, il convient d'observer de plus près ce mécanisme de dépendance apparu avec la migration. Étant donné l'usage qui est fait des revenus de la migration, il apparaît pertinent de comparer les effets produits par cet apport et ceux que peuvent produire les apports de l'aide. Il a été montré l'existence d'une dépendance dynamique entre l'aide et les bénéficiaires, au sens où "l'aide appelle l'aide"⁽⁷⁾. Ce mécanisme se retrouve ici notamment dans le caractère irréversible des apports de la migration pour les populations immobiles, dans la mesure où ceux-ci ont introduit un niveau de ressources qui dépasse la capacité des villages à le reproduire. Ainsi, les revenus de la migration ne peuvent s'arrêter, voire même ne peuvent diminuer : ce type de relation pose la question des conditions de l'accueil des migrants dans leurs lieux de destination. En effet, ils restent soumis aux aléas des politiques migratoires, aux expulsions régulières de certains pays (Gabon, Libye...), aux crises qui émaillent périodiquement la stabilité d'autres (Côte d'Ivoire, Nigeria...). Si la diversité des

destinations possibles contribue à diminuer le risque présenté par un lieu d'accueil unique, il n'en reste pas moins que les migrants peuvent se retrouver momentanément sans la capacité d'envoyer quelque chose à leur famille.

Un autre phénomène que l'on prête généralement à l'aide et au mécanisme de dépendance qu'elle suscite est la "désincitation à l'effort due à la disponibilité de l'aide⁽⁸⁾", c'est-à-dire qu'elle briserait les systèmes de production locaux et leurs dynamiques. La migration ne crée pas une telle logique de dépendance, au sens où ce sont justement les ressources locales

qui servent à son financement ; sans la vente d'une partie de la production agricole, les migrants ne pourraient pas partir et créer une activité temporaire en ville. Toutefois, sans aller jusqu'à la déstructuration des systèmes de production locaux, il arrive que ceux-ci ne soient pas à même de fournir les ressources indispensables au départ ; les migrants ont alors la possibilité soit d'emprunter au départ le coût de leur voyage, soit de pratiquer une "arrivée-payé", c'est-à-dire que le transporteur leur donne la possibilité de partir et les frais

de transport seront remboursés à l'arrivée par les ressortissants du même village. Ces derniers fourniront, également sous forme de prêt, la somme nécessaire au lancement d'une activité. Ainsi, un bon fonctionnement du système de production villageois est requis pour que la migration ait lieu : l'investissement au niveau local permet de susciter une aide à moyen terme.

Le mécanisme de dépendance qui apparaît entre les migrations et l'échelle locale est, au final, à double sens. Les départs ne sont autorisés que parce que le système de production les permet autant socialement qu'économiquement. Et ce dernier subsiste et se maintient par l'aide régulière apportée par les circulations.

Le mécanisme de dépendance qui apparaît entre les migrations et l'échelle locale est, au final, à double sens. Les départs ne sont autorisés que parce que le système de production les permet autant socialement qu'économiquement.

Conclusion

Le sort des paysans sahéliens apparaît plus que jamais lié à leur mobilité, c'est-à-dire à leur capacité à être autant des paysans que des migrants, à leur capacité à se maintenir à la fois dans l'agriculture et l'activité migratoire, à se disperser en permanence, mais pour revenir aussi vers leur village de départ en permanence. La

subsistance des villages, dans un contexte de croissance démographique et de pénuries alimentaires fréquentes, repose sur le maintien de ces circulations et sur l'aide qu'elles apportent régulièrement. Si l'équilibre de ce système semble relativement précaire, dans la mesure où il est soumis autant à la poursuite de l'agriculture, qu'à la réussite en migration, il permet aux populations immobiles de rester sur place, d'éviter la contrainte d'un déplacement forcé.

Dans cette perspective, les migrations ne s'inscrivent pas dans une logique d'abandon des espaces de départ, mais contribuent plutôt au maintien de leur peuplement. À travers les pratiques migratoires, les paysans assument les contraintes des systèmes de production villageois et leur croissance démographique.

La migration est rarement une opportunité d'accumulation ou d'investissement dans l'agricole. À cet effet, l'on peut s'interroger sur son efficacité sur le long terme comme moyen de diversification des revenus contre la dépendance exclusive des activités rurales. Comment faire participer davantage les migrations dans la promotion de systèmes productifs plus intensifs et durables ? ■

Notes

1. Voir Jean Rouch, *Migrations au Ghana (Gold Coast). Enquête 1953-1955*, Paris, Société des africanistes, 1956, p. 173 ; Jean Rouch, "Problèmes relatifs à l'étude des migrations traditionnelles et des migrations modernes en Afrique occidentale", *Bulletin de l'IFAN, série B*, t. 22, n° 3-4, 1960, pp. 369-378 ; Jean-Pierre Olivier de Sardan, *Les Sociétés songhay - zarma (Niger - Mali)*, Paris, Karthala, 1984, p. 299.
2. Les installations définitives dans certaines grandes villes des pays de la côte du Golfe de Guinée précèdent l'émergence massive des migrations saisonnières et sont plutôt à mettre en regard des relations commerciales entre le Sahel et les pays du Golfe de Guinée.
3. Ce travail a été effectué dans le cadre du projet "Le Niger, espace d'émigration et de transit vers le nord et le sud du Sahara : rôle et comportement des acteurs, recompositions spatiales et transformations socio-économiques", in *Document de synthèse des projets du programme FSP 2003-74 : "migrations internationales, recompositions territoriales et développement"*, Paris, IRD, 2009, pp. 109-120.
4. Nous laissons ici volontairement de côté les villages dont le système de production est fondé sur l'élevage transhumant de petits ruminants et de bovins. Historiquement les migrations circulaires y sont moins importantes, dans la mesure où cette activité requiert la présence permanente d'une grande partie de la main-d'œuvre masculine. L'observation du rythme annuel de ces villages montre des mouvements qui se font à l'intérieur de la région de Tahoua, selon un rythme lié aux animaux ; nous sommes face à des transhumants et non à des migrants.
5. André Quesnel, "De la communauté territoriale à l'organisation familiale en archipel : la mobilité spatiale des familles rurales en Afrique de l'Ouest et au Mexique", in Dureau Françoise et Hily Marie-Antoinette (éd.), *Les mondes de la mobilité*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2009, pp. 67-103.
6. Les migrants définitifs envoient aussi régulièrement de l'argent dans leurs villages d'origine ; il n'a pas été possible de distinguer les deux sources migratoires de ces remises.
7. Jean-David Naudet, "Le dilemme entre solidarité et dépendance", in *Autrepart*, n° 13, 2000, pp. 173-193.
8. *Idem*.

Migration des étudiants sénégalais

Impact sur le développement de leur pays d'origine

Par Magatte Fall,
docteur en géographie (Ph.D.), membre du réseau REDTAC (Im) migration
du Cérium de l'université de Montréal

Deux Sénégalais, anciens étudiants à Paris, 2010 © Jean-Pierre Fabre

Le phénomène de l'exode des étudiants prend des proportions alarmantes dans les pays en voie de développement et en particulier au Sénégal. Ceci est d'autant plus préoccupant qu'il touche des secteurs et des activités de haute technologie à forte valeur ajoutée. Chaque année, des centaines d'étudiants sénégalais, titulaires de bourses subventionnées par l'État, partent étudier à l'étranger. Peu d'entre eux reviennent à la fin de leurs études, mais leurs transferts de capitaux concourent au développement économique de leur pays d'origine.

L'expression "fuite des cerveaux", apparue dans les années cinquante, est souvent associée à l'idée de perte pour les pays de départ. Or le phénomène de la fuite des cerveaux n'est pas récent : sans le départ vers l'ouest de penseurs et d'artistes grecs à la suite du déclin de Byzance, jamais sans doute la Renaissance n'aurait-elle vu le jour. Aujourd'hui dans le monde du savoir, même si l'aller simple est toujours la règle, la mondialisation a quasiment banalisé les flux temporaires de main-d'œuvre. Les "échanges de compétences, ou de cerveaux" permettent au pays de départ tout comme aux pays d'accueil de profiter de l'expérience spécialisée acquise par des professionnels expatriés, et pas seulement de leurs envois de fonds, aussi importants soient-ils. Ainsi dans le cas de la migration des étudiants sénégalais en France faut-il parler de "fuite des cerveaux" ou faut-il adopter le concept de "la circulation des compétences ?".

Il est important de souligner que, depuis son indépendance, le Sénégal considère son système éducatif comme le secteur le plus fondamental pour son développement, en lui consacrant près du tiers de son budget. En 1998, l'État a entamé la mise en œuvre d'un programme décennal de l'éducation et de la formation (PDEF) qui définit les nouvelles orientations du gouvernement en matière d'éducation pour les dix prochaines années. Ce programme qui inaugure une étape nouvelle dans l'évolution du système éducatif a été introduit par le gouvernement en collaboration avec les partenaires au développement, la société civile, et les acteurs du système de l'éducation pour impulser un développement quantitatif et qualitatif du système éducatif. Les objectifs majeurs définis par les différents niveaux d'enseignement sont les suivants : la généralisation de l'enseignement primaire en l'an 2010, la "réallocation" de 49 % du budget de l'éducation nationale à l'enseignement élémentaire, un accès plus important d'élèves à l'enseignement moyen et secondaire, l'amélioration de la qualité de l'enseignement et la recherche universitaire.

L'espace migratoire des étudiants sénégalais est aussi varié que celui des migrants non qualifiés. En ce qui concerne les flux dans le continent européen, l'analyse du tableau n° 1 ci-dessous permet d'avoir une meilleure compréhension de ce phénomène de la migration estudiantine. Elle montre l'importance de la présence des étudiants sénégalais en Europe particulièrement en Europe de l'Ouest.

Des liens historiques avec la France

Nous constatons que la France est le premier pays d'accueil de ces étudiants avec une présence de 8 329 étudiants en 2004, suivie par l'Allemagne, la Suisse, la Belgique, l'Italie, le Royaume-Uni, et l'Espagne. Pays colonisateur, la France avait favorisé la formation de l'élite sénégalaise sur son territoire en octroyant des bourses d'études aux habitants des quatre communes du Sénégal, Dakar, Gorée, Saint-Louis et Rufisque.

Tableau 1. Flux des étudiants sénégalais en mobilité internationale dans le monde entre 1999 et 2004 (dans 25 pays d'Europe)

Pays d'accueil	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Allemagne	219	237	247	238	243	256
Autriche	9	10	6	1	2	4
Belgique	104	127	125	141	102	103
Chypre	/	/	1	1	1	/
Danemark	/	1	1	/	2	1
Espagne	12	17	8	6	14	4
Finlande	4	3	2	1	1	1
France	3545	4079	5114	6123	7978	8329
Irlande	/	/	1	/	/	/
Italie	32	26	32	25	40	53
Liechtenstein	/	/	/	/	/	2
Lituanie	/	/	/	/	/	1
Moldavie	/	/	6	3	1	/
Norvège	3	2	3	4	5	3
Pays-Bas	2	1	2	4	3	4
Pologne	3	/	/	/	/	1
Portugal	/	/	/	1	3	3
Roumanie	2	/	/	1	2	2
Royaume-Uni	25	22	26	26	30	39
Saint-Siège	7	/	/	/	/	/
Slovaquie	/	/	/	3	/	/
Suède	2	2	4	6	5	/
Suisse	74	20	120	150	221	224
Tchèque (république)	4	6	6	3	2	2
Turquie	5	6	7	6	5	4

Source : Annuaire statistique de l'Unesco, 2004
/ : Données manquantes

De l'indépendance à aujourd'hui, la France reste une destination toujours prisée. À partir de 1998, les effectifs des étudiants sénégalais qui partent poursuivre leurs études en France sont en pleine augmentation. Cette croissance s'explique par la volonté de la France d'assouplir l'entrée et le séjour des étudiants étrangers sur son territoire national. En effet, l'ampleur politique de la mobilité internationale des étudiants a longtemps prévalu dans les échanges entre les États. L'enjeu principal était alors de participer à l'accroissement de l'influence de la France sur la scène internationale en accueillant les futures élites des pays avec lesquels des liens privilégiés étaient entretenus.

Il convient de rappeler que l'effectif des étudiants étrangers dans les universités (y compris IUT) a connu une régression de 11,4 % entre 1990 et 1998, passant de 136 306 à 122 142. Ils ne représentaient plus alors que 8,6 % des étudiants inscrits contre 11,5 % en 1990.

À la suite des mesures incitatives prises par les pouvoirs publics en 1998 pour améliorer l'attractivité de la France, la tendance s'est inversée. Le rapport du ministère de l'Éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche, de juin 2005, sur les conditions d'inscription et d'accueil des étudiants étrangers dans les universités montre que les effectifs ont augmenté régulièrement et de façon significative pour atteindre le nombre de 200 588 étudiants en 2003-2004 et représenter 13,7 % des effectifs étudiants, avec une croissance de plus de 64 % depuis 1998.

Au-delà des seules universités, cette évolution touche l'ensemble de l'enseignement supérieur. Les étudiants étrangers qui étaient 149 295 en 1998 sont 245 298 en 2003-2004, soit une augmentation de plus de 64 %. En 2002, 72 % des étudiants étrangers, soit 144 423 étudiants, sont donc des étudiants en mobilité, ils étaient 57 % en 1998, soit 69 621 étudiants. Ce sont 74 802 étudiants supplémentaires que les universités ont inscrits entre 1998 et 2003, soit 95 % de l'augmentation des étudiants étrangers enregistrée. Pendant la même période, les universités ont inscrit 72 809 étudiants français (et assimilés) de moins, d'après le même rapport.

Le choix déterminant du pays de formation

D'après nos enquêtes de terrains menées pendant notre thèse de doctorat de géographie sur la migration des étudiants sénégalais en France, ses déterminants, leurs conditions de séjour et leur devenir, leurs arrivées sont motivées et encouragées par la présence sur place de parents ou d'amis, d'où l'importance de l'appartenance ethnique – car il y a certaines ethnies qui sont spécialisées dans la migration vers la France –, sans oublier l'importance de l'origine géographique. En effet, on a une

majorité d'étudiants citadins c'est-à-dire venus des grandes villes du Sénégal, en particulier de Dakar où il existe une classe dominante (politique, économique) qui envoie ses enfants en France. Mais les vraies motivations souvent évoquées par les étudiants sont : la recherche de la qualité des études, un diplôme reconnu sur le plan local et international pour trouver plus facilement un emploi, l'offre de bourses, la connaissance de la langue, les conditions ou facilités favorisant l'accès des étrangers à l'enseignement supérieur, la gratuité des études par comparaison avec les pays anglo-saxons, la connaissance et l'image positive du pays d'accueil. Il faut également souligner d'autres facteurs que sont : la mauvaise qualité de l'enseignement supérieur du pays de départ, la défaillance de l'offre de formation dans une discipline ou un niveau donné, les conseils des parents, des amis, des situations particulières comme les grèves qui surviennent chaque année dans l'enseignement supérieur et qui peuvent durer trois mois voire plus. Ainsi, deux années ont été invalidées au Sénégal pour des raisons de longs mouvements de grèves. Il s'agit de 1988 et 1994, qui ont entraîné le redoublement des étudiants dans tous les cycles de l'enseignement supérieur.

Rappelons que le nombre de garçons est largement supérieur à celui des filles. Le faible accès de ces dernières à l'enseignement, notamment à l'université, s'explique par le poids de la tradition qui cantonne la femme à son rôle d'épouse et de mère. Voilà en somme les décisions qui conduisent à choisir la France comme pays de formation.

Les dynamiques migratoires des étudiants sénégalais dans le monde

Concernant les pays comme la Suisse, la Belgique, elles sont surtout liées au caractère francophone de ces pays. La langue ne constituant pas une barrière pour les études, l'adaptation des étudiants sénégalais dans ces universités est facilitée. Par contre la présence des étudiants sénégalais dans la plupart des autres pays tels que le Royaume-Uni, l'Espagne, l'Allemagne, l'Italie, le Portugal, est surtout liée à la coopération que ces pays entretiennent avec le Sénégal, en accordant un certain nombre de bourses dans leurs universités, pour des étudiants sénégalais qui ont déjà effectué des études de langues dans les universités du Sénégal.

Pour les pays d'Europe de l'Est, cette présence est aussi due à la coopération avec le Sénégal, à travers l'octroi d'un certain nombre de bourses d'études, notamment dans le domaine des sciences et de la technologie. C'est le cas des pays comme la République tchèque, la Slovaquie, la Lituanie, la Roumanie.

Tableau 2. Flux des étudiants sénégalais en mobilité internationale dans le monde entre 1999 et 2004 (dans 7 pays d'Asie)

Pays d'accueil	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Arabie Saoudite	68	77	/	/	86	61
Corée du Sud	/	/	/	/	/	1
Inde	/	3	1	/	/	/
Iran	1	/	1	/	/	/
Japon	16	20	24	25	24	27
Jordanie	/	4	/	/	5	6
Malaisie	6	/	/	5	5	/

Source : Annuaire statistique de l'Unesco, 2004
/ : Données manquantes

Contrairement à l'Europe, la présence des étudiants sénégalais dans le continent asiatique est moins importante, quand on regarde le tableau n° 2. Nous constatons que cette présence est plus régulière au Japon. Cela est lié à l'attribution de bourses d'études par le gouvernement du Japon à des étudiants sénégalais et à des ingénieurs installés au Sénégal en vue d'un perfectionnement dans le domaine des sciences et technologies.

Par contre, en Arabie Saoudite cette présence est surtout liée à une mobilité d'étudiants issus des écoles d'enseignement de la langue arabe et de la religion musulmane à travers le Sénégal, bénéficiant de bourses pour étudier la langue arabe ou l'enseignement du Coran et des préceptes de la religion. C'est aussi le cas des étudiants qui partent étudier en Iran ou en Jordanie.

L'analyse du tableau n° 3 révèle la présence de quelques étudiants sénégalais en Amérique latine notamment au Brésil et à Cuba. Cette présence estudiantine dans ces pays est liée, comme pour certains autres pays que nous avons vus plus haut, à l'octroi de bourses d'études pour un an. Permettant un approfondissement des connaissances dans un domaine plus pointu, comme les sciences et la technologie.

Par contre, dans la partie de l'Amérique du Nord, cette présence est plus significative. Cela s'explique par le fait qu'ils bénéficient d'une exonération des droits d'inscription dans les universités canadiennes. Du coup la plupart des étudiants qui

Tableau 3. Flux des étudiants sénégalais en mobilité internationale dans le monde entre 1999 et 2004 (dans 4 Pays du continent américain)

Pays d'accueil	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Brésil	/	/	/	1	4	/
Canada	219	246	/	319	/	/
Cuba	/	/	/	12	2	6
États-Unis	529	/	635	809	774	805

Source : Annuaire statistique de l'Unesco, 2004
/ : Données manquantes

Tableau 4. Flux des étudiants sénégalais en mobilité dans le monde entre 1999 et 2004 (dans 7 pays d'Afrique noire et du Maghreb)

Pays d'accueil	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Cameroun	/	/	/	/	/	1
Congo	/	/	/	/	/	6
Gabon	11	/	/	/	/	/
Gambie	/	11	/	/	/	/
Maroc	141	172	227	/	364	435
Mauritanie	/	/	/	/	86	61
Togo	1	1	/	/	/	/

Source : Annuaire statistique de l'Unesco, 2004
/ : Données manquantes

y sont inscrits appartiennent à l'élite dominante, car les frais de séjour et d'études sont très dispendieux, les étudiants ne bénéficiaient pas de la possibilité de trouver un emploi pour financer leurs études jusqu'en 2006, date à laquelle cette contrainte a été levée par les autorités canadiennes.

Cette présence d'étudiants sénégalais est également en augmentation aux États-Unis. L'obtention d'un visa d'études pour les étudiants sénégalais inscrits dans les universités

américaines est en effet facilitée. Par ailleurs on constate une prolifération d'agences d'aide à la recherche d'une préinscription dans les universités américaines.

Dans une interview accordée au journal quotidien *Le Soleil*, madame Beth A. Payne, consul américain au Sénégal, souligne que “*les étudiants sont prioritaires sur les visas⁽¹⁾*”. D'où une augmentation considérable du nombre de visas accordés aux étudiants sénégalais.

Concernant les flux d'étudiants sénégalais dans le continent africain, d'après le tableau n° 4, ils sont relativement plus nombreux au Maghreb en particulier au Maroc que dans les autres pays de l'Afrique noire. Cela est surtout marqué par la coopération entre l'État du Sénégal et le Maroc qui envoient chaque année quelques centaines d'étudiants dans leurs universités respectives selon un accord qui date de 1963. Il faut ajouter que le royaume chérifien accorde un nombre important de bourses d'études pour les étudiants sénégalais qui sont inscrits dans ses universités.

Des migrations subventionnées par l'État sénégalais

Au Sénégal, cette nouvelle forme d'émigration concerne surtout les lauréats du “concours”, organisé pour récompenser les meilleurs élèves des lycées du Sénégal. Mais aussi des étudiants de deuxième et troisième cycle, formés dans les universités sénégalaises. Ainsi, tous les lauréats et beaucoup d'étudiants du deuxième et troisième cycle partent à l'étranger chaque année soit juste après leur formation, soit pendant leur formation. On constate de véritables brigades de recrutement des lauréats, qui sont mises en place à travers un système d'octroi de bourse pour une spécialisation dans un domaine bien précis.

Les coûts de ce phénomène sont incommensurables pour le développement économique et social du Sénégal. En l'absence de statistiques globales et fiables, on peut avancer quelques éléments d'appréciation qui donnent une idée de l'ampleur de cette forme d'émigration sur le développement.

Au niveau des coûts en formation, un étudiant boursier sénégalais en France coûte environ 3 000 euros par an à l'État sénégalais. À ce montant, il faut ajouter toutes les dépenses liées à sa formation avant son départ. Cette indication permet de mesurer l'ampleur des pertes subies par l'État du Sénégal, dont le budget supporte les coûts en formation d'une partie non négligeable des ingénieurs et cadres des pays développés. Autrement dit, un volume appréciable des dépenses budgétaires relatives à l'éducation et à la formation sert en fait à financer le développement technologique des pays bénéficiaires de cette nouvelle forme d'émigration.

Au niveau de l'appel aux experts étrangers, cette fuite de compétences s'inscrit dans la part de plus en plus importante et coûteuse donnée à l'expertise internationale. Ce phénomène grève lourdement les ressources déjà très maigres des pays en développement, dont le Sénégal. Dans ce cadre, *“pour combler ces fuites, le continent fait non seulement appel au personnel qualifié en provenance des pays occidentaux (100 000 expatriés non africains), mais également débourse de fortes sommes (4 milliards \$ américains annuellement)”*²⁾.

Ces données assez élémentaires montrent l'autre facette de cet exode en termes de coûts financiers directs et qui certainement connaîtront de fortes augmentations au cours des prochaines années.

Les coûts du recrutement croisé

Dans ces conditions, les pays en développement, dont le Sénégal, se trouvent dans un véritable cercle vicieux. D'un côté, ils dépensent beaucoup d'argent pour la formation de leurs étudiants et cadres qui fuient à l'étranger, de l'autre, ils doivent faire venir des experts étrangers pour leurs besoins à des coûts exorbitants.

Enfin, les coûts en expériences sont difficilement quantifiables et sont souvent source de dégâts considérables. Il s'agit des coûts inhérents au “pompage” de cadres, ingénieurs, médecins, et enseignants-chercheurs qui ont déjà une grande expérience au sein des entreprises, universités, et hôpitaux dans le pays de départ. Il faut souligner qu'ils partent pour la majorité pour une spécialisation à l'étranger et restent pour la plupart après leur formation. Ces coûts peuvent se mesurer en termes de perte de fonctionnement rationnel et efficace, de réduction de compétitivité, de non-réalisation de projets... pour les entreprises et l'administration du Sénégal victimes de ce véritable pillage. En effet, cette dernière catégorie d'émigrés nouveaux est non seulement bien formée, mais a également une expérience pratique importante au sein du tissu économique du pays.

Ainsi d'après l'article de Dialigué Faye du journal *Le Soleil*: *“La proportion des Sénégalais ayant reçu une éducation supérieure et qui ont émigré vers les pays développés a considérablement augmenté depuis quelques années”*³⁾. Selon le rapport annuel 2007 de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (Cnuced) présenté par Pierre Encontre, chef économiste au bureau de Genève en Suisse, le taux du “stock du capital humain” vivant à l'extérieur du Sénégal était évalué à 11 % en 1990. Dix ans après, en 2000, ce taux est passé à 24 %. Il y aurait à peu près 24 000 diplômés de l'enseignement supérieur qui sont à l'extérieur du Sénégal. Selon M. Encontre, *“sous l'angle de la balance des paiements, il y a certainement des avantages du*

Deux Sénégalais, anciens étudiants à Paris, 2010 © Jean-Pierre Fabre

point de vue macroéconomique”. Ainsi, il voulait montrer que les apports des transferts d’argent ainsi effectués par ces migrants peuvent s’avérer bénéfiques pour l’économie du pays. Mais “*c’est en termes de matière grise nécessaire pour développer un pays que cela est assez problématique*”. Car, pour lui, “*une fuite des cerveaux est un facteur qui empêche une économie d’être dynamique. C’est quelque chose de dramatique*⁽⁴⁾”.

Des réformes globales pour retenir les cadres sénégalais

Face à l’ampleur du phénomène de l’exode des compétences et de ses conséquences très fâcheuses, il est devenu de plus en plus urgent d’arrêter cette saignée ou du moins d’en atténuer les dommages. Ainsi, une véritable stratégie nationale visant à retenir les cadres, ingénieurs, médecins et à faire rentrer le maximum d’entre eux doit être initiée et mise en œuvre. Celle-ci doit s’articuler autour d’un ensemble de mesures et d’actions cohérentes et complémentaires visant à créer un environnement général favorable à ces compétences. Parmi les mesures de réformes à envisager, on peut insister, en particulier, sur la nécessité d’améliorer en profondeur les mécanismes de fonctionnement de l’État et des entreprises à travers l’installation d’une véritable méritocratie : respect des compétences réelles, véritables plans de carrière, ouvrir

la voie de la responsabilité aux jeunes. Il s'agit de moraliser la vie publique et au sein des entreprises au moyen de l'application des principes de priorité, d'intégrité, d'honneur, de moderniser les mentalités (culture du travail, sens du professionnalisme) tout en élargissant les espaces de liberté et de démocratie. Il est nécessaire, également, de mettre en application une véritable politique de promotion de la recherche. Il s'agit entre autres de développer les centres et instituts de recherche tout en les dotant des moyens humains et techniques satisfaisants, d'élargir l'interface entre le monde de la recherche et celui des affaires...

De la “fuite des cerveaux” à la “circulation des compétences”

En somme, nous pouvons dire que la “fuite des cerveaux” est devenue la nouvelle forme d'émigration des Temps modernes. Le Sénégal n'échappe pas à ce phénomène qui prend une ampleur sans précédent et très inquiétante. Ainsi, une grande partie des étudiants sénégalais formés au Sénégal partent chaque année à l'étranger et restent dans les pays développés à la fin de leurs études. De même que ceux qui ont gagné de l'expérience dans les entreprises sénégalaises et qui partent pour une spécialisation ne reviennent plus. Ces situations entraînent des pertes aussi bien en termes de coûts financiers, qu'en termes d'expériences et de performances des entreprises et des administrations.

Mais, aujourd'hui, il faut être beaucoup plus nuancé quand on parle “de fuite de cerveaux” en évoquant la notion de perte ou de gain. Pour faire face à l'avancée de la science et de la technologie, le Sénégal est obligé comme les autres pays en voie de développement, d'envoyer ou de laisser partir ses étudiants et intellectuels étudier ou se former à l'étranger, en particulier dans les pays développés. Ainsi, il convient de repenser la façon dont la fuite des compétences est analysée et perçue, l'idée serait de laisser tomber le concept négatif de “fuite des cerveaux” pour parler de “circulation des cerveaux”. Car, jusqu'en 1990, cette expression de “fuite des cerveaux” évoquait l'idée d'une migration définitive et à sens unique de personnes hautement qualifiées, venant du monde en voie de développement vers les pays industrialisés.

De nos jours, ce type de migration n'est plus un déplacement définitif dans un seul sens, les effets positifs de la migration sur le progrès économique et social et culturel ont fini par faire comprendre que la circulation des compétences et de la main-d'œuvre pouvait être un catalyseur du développement. On peut remarquer de multiples retombées globales de ce type de migration internationale : la création et le transfert de connaissance, la constitution d'une main-d'œuvre instruite et

qualifiée et le développement des relations commerciales sont dans certaines mesures partagés par les pays situés aux deux extrémités de la chaîne migratoire, par le biais des étudiants qui retournent dans le pays d'origine.

Les expatriés, une ressource indispensable pour le Sénégal

De nombreux expatriés contribuent déjà massivement à l'économie de leur pays de départ par les transferts de fonds à destination de leur famille, notamment les diplômés qui restent dans le pays de formation ou dans un autre pays du Nord. Ainsi, pour appuyer cette thèse, une étude de la DPEE (Direction de la prévision et des études économiques), citée par l'APS (Agence de presse sénégalaise), révèle que les transferts de fonds des Sénégalais de l'extérieur ont représenté en 2007 environ 460 milliards de FCFA, soit trois fois plus que les investissements directs étrangers. Toujours selon la même source, la principale conclusion tirée de cette étude mentionne que les envois de fonds des migrants réduisent significativement le nombre de ménages en dessous du seuil de pauvreté, (incidence) à hauteur de 31 %. Ce qui signifie que le tiers des ménages recevant des transferts auraient été pauvres s'ils ne recevaient pas ces fonds. Cette étude révèle que les transferts de fonds accroissent en moyenne de 60 % les dépenses par tête des ménages qui les reçoivent, même si la répartition selon les milieux de résidence et le niveau de revenu fait sortir des disparités au sein des ménages. Le découpage des ménages en cinq groupes de revenu allant du plus pauvre au plus riche (quintile) montre une évolution croissante de l'effet des transferts en fonction du revenu.

Cette catégorie de personnes qualifiées n'est pas perdue pour le Sénégal et constitue une réserve de main-d'œuvre qualifiée que le pays pourrait utiliser en cas de décollage économique. En effet, pendant la période de l'alternance en 2000 au Sénégal, le pouvoir politique avait fait venir de l'étranger des personnes qui occupaient de hautes fonctions dans les pays développés pour des postes ministériels. Cependant, cette idée novatrice a subitement été freinée par une décision qui a repositionné au sommet de l'État des militants de partis politiques, ce qui demeure un préjudice pour une meilleure "circulation des compétences". ■

Notes

1. Quotidien *Le Soleil*, juin 2007.
2. Quotidien *Le Soleil*, "Fuite des cerveaux en Afrique : Une saignée de 23 000 universitaires", 23 octobre 2007.
3. Quotidien *Le Soleil*, "Nations unies, 10 ans de fuite de cerveaux : Le Sénégal a perdu 24 % de ses diplômés du supérieur", 21 juin 2007.
4. Quotidien *Le Soleil*, *idem*.

Les villages “multi-situés” sénégalais face à la nouvelle configuration migratoire mondiale

Par Hamidou Dia,
sociologue, Institut de recherche pour le développement (IRD)

Téléboutique en zone rurale au Sénégal © Danièle Taulin-Hommell

Les migrants originaires de la vallée du fleuve Sénégal développent des structures d'organisation en réseau dont le cœur est constitué par leur village de départ. Des associations sont créées en fonction des liens de parenté et de leur situation géographique. D'un point de vue social et économique, le partage d'une communauté d'origine s'avère décisif à la fois dans la vie en migration et dans les sites de départ. Mais, confrontés à l'individualisation des parcours et à leur perte d'influence face à d'autres pouvoirs, ces espaces de solidarité sans frontière sont aujourd'hui menacés.

Les migrations sont constitutives de l'identité du Sénégal contemporain. Multiformes et pluridimensionnelles, elles prennent leur source dans les zones rurales du pays. Aujourd'hui, elles concernent la totalité des régions de cet État sahélien ; néanmoins, les mobilités portent la marque de groupes précis et enracinés dans des territoires déterminés à partir desquels ils se déploient à travers le monde⁽¹⁾. Cette dispersion se fait non seulement dans le cadre régional et national, mais aussi ouest-africain, continental, puis mondial. Il en est ainsi des Haalpulaaren, habitants de la moyenne vallée du fleuve Sénégal : contrairement à leurs célèbres voisins soninké, ressortissants pour la plupart de la partie amont, ceux-là sont restés relativement à l'abri de mouvements substantiels, au moins jusqu'à la fin des années trente, en raison principalement d'une sécurité alimentaire garantie par des terres fertiles à travers les cultures de décrue⁽²⁾. À la crise écologique, les populations apportent une réponse migratoire qui se décline d'abord par la recherche du numéraire dans les centres urbains sénégalais. À partir des années cinquante, d'autres destinations africaines sont explorées⁽³⁾. Les années soixante et soixante-dix consacrent de nouveaux horizons comme la France. Les années quatre-vingt et quatre-vingt-dix donnent une dimension mondiale à ces mobilités qui trouvent un ancrage dans d'autres pays européens, en Amérique du Nord et en Asie⁽⁴⁾.

Ces migrations à partir des villages de la moyenne vallée du fleuve Sénégal ont fini, au bout d'un demi-siècle, par produire des univers de sens sur des territoires différents mais reliés par une commune référence à un site rural originel, que nous appelons des villages "multi-situés". Elles-mêmes engendrées par une pluralité de contextes socio-historiques, ces mobilités connaissent un nouvel âge fait de remise en questions sans précédent. De fait, la base de l'économie politique construite à partir de ces villages sénégalais est attaquée : les villages multi-situés appartiennent-ils alors à une ère révolue⁽⁵⁾ ?

Le village multi-situé : scène sociale et univers de sens

Le village multi-situé indique l'articulation entre le local, le régional, le national et l'international, il combine l'étude des lieux, des groupes d'appartenance et des réseaux. Ce concept comprend les habitants du site originel d'où sont partis des migrants, ainsi que les ressortissants vivant à Dakar, dans les grandes villes africaines d'installation ou de passage et dans les cités globales occidentales. Il implique les descendants des migrants, où qu'ils se trouvent dans le pays et dans le monde. Si la migration est au principe de sa constitution, il n'est cependant pas besoin d'émigrer pour en faire partie.

C'est un espace de circulation d'hommes, d'idées, de paroles, de représentations, de pratiques, de biens et d'argent. Cette circulation est médiatisée par plusieurs institutions qui constituent le village comme référent : l'association globale et ses ramifications nationale et locale ; les fêtes religieuses ; les tournois sportifs et certains événements familiaux. Divers liens sont tissés entre le village d'origine et les sites sur lesquels il s'actualise par la présence de ses ressortissants ; des relations multiformes (amicales, conjugales, familiales, politiques, religieuses...) sont aussi nouées entre les différents territoires d'installation ou de passage des migrants.

Le village "multi-situé" n'est pas une réalité statique. Le site originel est un lieu de vie, un espace de transformations et de réappropriations. Il ne peut être sérieusement assimilé à ce qu'il était avant le départ des pionniers de la migration ; des institutions, des représentations et des pratiques perdurent, mais d'autres émergent.

Le village multi-situé indique l'articulation entre le local, le régional, le national et l'international, il combine l'étude des lieux, des groupes d'appartenance et des réseaux.

Les autres sites ne sont pas non plus une répétition communautaire à l'identique du village d'origine ; ici, on n'a plus affaire à des "villages-bis" lovés dans des foyers de travailleurs. De la même manière qu'ils s'enracinent sur un territoire, les ressortissants en adoptent certaines pratiques ; en s'installant en France, les migrants et leurs descendants s'engagent dans des processus qui ne trouvent leur intelligibilité que dans

le contexte français ; il en va de même pour ceux qui vivent à Dakar (Sénégal) ou à Libreville (Gabon), pour ne citer que ces exemples. De ce fait, en même temps qu'un référent commun autour du village est partagé, des logiques différenciées en fonction de la pluralité des lieux et des contextes nationaux voient le jour.

L'hétérogénéité est une caractéristique majeure du village multi-situé. Ce dernier est ainsi un complexe plurilinguistique : des praticiens du pulaar (langue de la région d'origine) y côtoient des locuteurs du wolof (principale langue de communication du Sénégal), du français (les enfants nés en migration), de l'américain, de l'italien ou encore du fang (langue du Gabon). Sous ce rapport, la période des grandes vacances, entraînant le retour au village de certains migrants, transforme le site originel en une gigantesque scène polyglotte : dans les concessions, les enfants parlent à la fois français, pulaar, wolof, anglais... ; leurs prénoms sont rattachés à leur lieu et pays de provenance pour les différencier de leurs homonymes locaux : ainsi dira-t-on "Mariéta-Gabon, Amadou-France, Moussa-Washington, Aysata-Milan, Coumba-Dakar"... pour interpellier les uns et les autres.

Forces et faiblesses d'une structure réticulaire

Le village multi-situé est aussi un conglomérat de nationalités. On y trouve des individus détenteurs d'une ou de plusieurs des nationalités suivantes : sénégalaise, mauritanienne, gabonaise, française, italienne ou américaine ; il en découle des conséquences importantes sur la capacité à circuler d'un site à l'autre, sur les possibilités éducatives, professionnelles, économiques des uns et des autres. En outre, le village multi-situé est une "alchimie de cultures" : cultures paysanne, nomade et islamique de la vallée du fleuve Sénégal ; cultures urbaines dakaroises et/ou occidentales ; cultures des couches moyennes ou supérieures sénégalaises et/ou occidentales ; cultures ouvrière, politique, syndicale françaises ; cultures associatives, professionnelles, éducatives françaises et sénégalaises. Des influences diverses se rencontrent, se rejettent ou se fécondent en fonction d'événements et de situations sociales précises.

Le village multi-situé rassemble des individus de générations et d'âges différents, mariés comme célibataires. Il comprend également une pluralité de profils socioprofessionnels. On y trouve aussi bien des personnes n'ayant jamais été scolarisées que des ingénieurs ou des universitaires, des hommes politiques, des religieux, des artistes, des entrepreneurs, comme des chômeurs, des ouvriers ou des employés... Il est surtout l'image d'une interconnexion forte entre le rural et l'urbain, entre le national et l'international. Cette interconnexion entre divers ordres de réalités différenciés en fait un haut lieu de compétition distinctive : en tant que scène de sens pour tous les acteurs, une lutte pour le pouvoir multiforme y est à l'œuvre, ce qui n'autorise pas à en faire une donnée compacte, un bloc monolithique.

Entendu ainsi, le concept permet de rendre compte des migrations non seulement à partir de la moyenne vallée du fleuve Sénégal, mais aussi d'autres régions de ce vaste espace qu'est le Sahel. De ce fait, les migrations qui ont pour origine le nord du Sénégal ont produit de nombreux villages multi-situés : pour ce qui est du groupe spécifique des Haalpulaaren, ce concept s'avère heuristique pour analyser les mobilités à partir de l'actuelle région de Matam et du département de Podor.

Aujourd'hui la viabilité de ces villages multi-situés en tant que collectifs de ressources et de protection, en tant que scènes sociales de reconnaissance et lieux de légitimation de pratiques et d'institutions les plus variées est fortement questionnée par deux séries de logiques : la première est inscrite dans le fonctionnement des associations qui le structurent en partie ; la seconde est à rapporter à des phénomènes plus globaux, aux effets complexes.

Les associations et l'orientation développementaliste : la fin d'une illusion ?

Les villages multi-situés sont constitués comme collectifs par leurs organisations, en particulier les associations qui rassemblent leurs ressortissants⁽⁶⁾. Sur tous les sites d'installation des ressortissants, des regroupements sont institués : dans un premier temps, ils prennent en charge des questions spécifiques aux territoires de résidence (hébergement, nourriture, logement, emploi, santé, frais liés aux décès). Ensuite, sous l'égide d'organismes de solidarité internationale et par l'opportunité juridique offerte par la loi 1901, qui permet aux migrants établis en France de se regrouper, une vision globale et formelle de ces regroupements épars s'affirme. Elle se traduit par la mue de ces entités en de grandes associations dotées de sections plus ou moins autonomes sur chaque site, y compris le village d'origine. Les actions d'entraide se transforment en adoptant souvent la problématique du développement. Les organisations prennent ainsi en charge des questions qui relèvent classiquement de la souveraineté de l'État, telles que l'éducation, la santé, l'hydraulique, voire la culture. Cette orientation est à l'origine de transformations dans les villages d'origine.

Néanmoins, la capacité des associations à agir en tant que collectifs et ressources s'amointrit. Sur tous les sites urbains (Abidjan, Libreville, Pointe-Noire, Brazzaville, Dakar, Nouakchott, région francilienne, etc.) est à l'œuvre un phénomène d'installation qui se traduit tout à la fois par un éparpillement dans la ville et un approfondissement générationnel : les regroupements dans des foyers ne sont plus la norme classique de logement ; le célibat ou le couple à distance ne constituent plus les formes de conjugalité dominantes. De plus, les profils des membres ou des adhérents potentiels se diversifient : pour beaucoup, ils ont des trajectoires, des histoires et des intérêts forts différents.

Ces facteurs réduisent la vie des organisations. Les réunions deviennent de plus en plus difficiles à tenir ; les orientations font l'objet d'âpres discussions ; le recouvrement des cotisations est faible au regard du nombre de membres inscrits sur les listes. Par ailleurs, les partenariats institutionnels obéissent à des procédures qui requièrent des compétences techniques et administratives disponibles et qui sont souvent chronophages. Enfin, la communication entre les différents sites est parasitée par des luttes de préséance et l'omniprésence des nouvelles technologies de l'information et de la communication qui accentuent les capacités à manœuvrer à distance et à donner du poids aux positionnements factionnels⁽⁷⁾. À cela s'ajoute le fait que ces organisations inspirent de la méfiance aux hommes politiques locaux, qui les considèrent comme des viviers de personnel politique concurrent, en dépit des déclarations volontaristes de l'État sénégalais visant à capter les bénéfices que peuvent générer les migrations.

Village peul à Orkadière, Sénégal, 2006 © GRDR

Le déficit d'engagement accroît la perte d'influence

L'autonomisation des sites est l'autre grande logique qui travaille à l'affaïssement du travail associatif. En effet, sur certains sites, la présence villageoise est plus que cinquantenaire (Dakar, région parisienne, Gabon). Sur d'autres, elle totalise au moins vingt ans d'installation, voire trente ou quarante ans (États-Unis, Italie, Égypte, Maroc). Chacun des sites constitue un espace propre, avec ses réalités. Sur chacun, les trajectoires divergent : différenciations professionnelle, résidentielle, statutaire qui continuent à affaiblir l'intérêt commun pour les villages d'origine. Ceux qui sont dotés de suffisamment de ressources (capitaux économiques, capitaux culturels, politiques, etc.) s'inscrivent dans une dynamique de mobilité sociale au sein des lieux d'installation. Si, sur tous les sites, les sections se renforcent au moins d'un point de vue formel par l'arrivée de nouveaux membres, l'engagement est rarement transmis auprès des descendants, tandis que toute une rhétorique est conçue et diffusée en ce sens. La participation, dans les cas où elle a

lieu, réside dans l'acquittement occasionnel de cotisations mensuelles, bimensuelles ou trimestrielles, mais l'engagement au double plan de la conception des idées, des projets et de leur mise en pratique est faible.

Dans les villages d'origine, d'autres sources de pouvoir, de légitimité et de ressources voient le jour et se renforcent continuellement depuis une trentaine d'années, du fait, notamment, de la décentralisation promue par l'État du Sénégal⁽⁸⁾. Certes, les sections locales des associations internationales continuent à être fonctionnelles et développent des partenariats divers (associations de migrants, organisations non gouvernementales de développement, mutuelles d'épargne et de crédit), mais les figures qui les animent s'investissent davantage au niveau départemental, voire régional en tant que conseiller rural, conseiller régional, fonctionnaire contractuel local, ou encore par l'accès aux crédits octroyés par des organismes publics étatiques ou parapublics de financement⁽⁹⁾.

L'investissement dans la vie politique nationale ou dans des organisations non gouvernementales externes permet de s'affranchir de la tutelle de certains segments de la parenté représentés par les migrants qui agissent, via l'organisation villageoise multi-située, comme bailleurs de fonds. En effet, pour sauver la face, il est toujours préférable d'être redevable envers des institutions ou des individus extérieurs au village multi-situé plutôt qu'envers des migrants avec lesquels on est en concurrence symbolique car ils appartiennent au même groupe de parenté ou au même groupe d'âge. Vis-à-vis des membres du village multi-situé, une réussite basée sur des contacts noués avec des étrangers est davantage perçue comme un succès personnel.

Reflux des mobilités internationales et densification de scènes sociales spécifiques

Mais d'autres facteurs externes compliquent le tableau : les associations peuvent faiblir, alors même que le village multi-situé se renforce en tant que scène sociale du quotidien. Si les villages multi-situés se sont constitués sur la base des migrations depuis cinquante ans, l'inflation législative au Nord sur les conditions d'entrée et de séjour empêche le renouvellement des sites européens. Or, ce sont parmi les plus importants au plan économique, en ce qu'ils constituent des lieux d'accumulation d'où les ressortissants peuvent contribuer aux transformations de la vie du village, en l'absence d'État-providence au Sénégal.

Certes, l'essentiel des mouvements migratoires se déroule en Afrique⁽¹⁰⁾, et les ressortissants de ces zones ont fortement contribué aux transformations de la

vallée ; néanmoins, ce sont les migrants résidant en Europe qui restent les plus stables. Cependant, depuis une trentaine d'années, avec un pic atteint dans la première décennie du nouveau millénaire, de nouvelles orientations sont prises par les pouvoirs publics, notamment en France : promotion de la "migration choisie" ; durcissement des conditions du regroupement familial, considéré comme une source illégitime de migration ; mise en place et renforcement de dispositifs d'incitation au retour dans les pays d'origine, à travers la politique dite "du codéveloppement". Enfin, des accords dits "de gestion concertée" sont signés avec certains pays, en particulier le Sénégal, afin d'impliquer les États d'origine des migrants dans le travail de contrôle des mobilités de leurs ressortissants⁽¹¹⁾.

Ces dispositifs législatifs et institutionnels tendent vers une logique d'endiguement et sont sous-tendus par une rhétorique de stigmatisation des populations en provenance de l'Afrique subsaharienne. De fait, les renouvellements sur les sites européens des villages multi-situés se font de plus en plus rares et deviennent extrêmement coûteux

pour les candidats à l'émigration. Ainsi, la circulation entre les sites est de plus en plus unilatérale : seuls les détenteurs d'un passeport européen ont un accès physique sur les autres territoires d'installation, une entorse grave au droit à la mobilité⁽¹²⁾. La rarefaction des arrivées sur les sites du Nord produit des effets sur la capacité des associations de ressortissants, mais aussi sur l'économie domestique transnationale⁽¹³⁾.

Un des effets collatéraux de cette évolution législative et réglementaire est d'accentuer, sur des lieux particuliers, la "sur-sollicitation" de la communauté pour des aspects les plus divers : logement, emploi, mariage, etc., en l'absence de garanties universelles et neutres de l'État, qui ne cesse de réaffirmer son caractère républicain de façon désincarnée⁽¹⁴⁾. Alors que les profils arrivant dans les années deux mille sont bien plus qualifiés et citadins que les pionniers de la migration internationale, les difficultés administratives et matérielles les incitent à un retour contraint dans la communauté qui assure leur protection.

Ainsi, l'évolution des associations villageoises témoigne-t-elle des "âges de la migration" mis en évidence par Sayad⁽¹⁵⁾ : au fil des générations, la divergence des trajectoires éloigne d'un investissement fort envers le pays d'origine. Mais, à l'inverse, les villages multi-situés prennent une importance croissante en tant que scène sociale du quotidien. Alors qu'il est difficile à ces nouveaux migrants de faire valoir

Chacun des sites constitue un espace propre, avec ses réalités. Sur chacun, les trajectoires divergent : différenciations professionnelle, résidentielle, statutaire qui continuent à affaiblir l'intérêt commun pour les villages d'origine.

leurs compétences scolaires et culturelles sur les marchés du travail du Nord, ils trouvent un intérêt matériel et symbolique à user de leur “capital d’autochtonie⁽¹⁶⁾” au sein du village transnational.

De nouvelles limites à la circulation en Afrique

Sur le versant africain des villages multi-situés, les circulations sont soumises à de fortes contraintes politiques et économiques. En effet, pendant près de quarante années, l’Afrique centrale s’est révélée comme l’une des destinations phares des migrants du fleuve. Néanmoins, les guerres civiles dans les deux Congo et leurs corollaires ont amoindri les mouvements vers ces États⁽¹⁷⁾, alors même que le Gabon, sous l’effet du relatif tarissement de la manne pétrolière et de la crise de l’emploi local, élève les exigences en matière de séjour des étrangers, à travers une hausse continue du prix des titres de séjour. L’Afrique du Sud, objet de convoitises pendant les premières années post-apartheid, met un bémol aux ambitions des candidats au séjour sous l’effet de poussées xénophobes⁽¹⁸⁾. En Afrique de l’Ouest, le premier pays d’accueil des étrangers, la Côte d’Ivoire, connaît des turbulences identitaires depuis la popularisation du concept d’“ivoirité”, mettant ainsi les étrangers en situation inconfortable au double plan du séjour et de l’emploi⁽¹⁹⁾. En Afrique du Nord, les possibilités s’amoindrissent aussi en dépit de connexions multiformes entre le sud et le nord du Sahara : d’abord, le Maghreb est devenu un poste de contrôle avancé des frontières européennes, notamment de l’accès aux côtes espagnoles et à l’Europe du sud de manière générale⁽²⁰⁾ ; ensuite, le commun partage de la religion musulmane ne suffit pas à faciliter l’acceptation par les populations autochtones de migrants subsahariens stigmatisés et rendus responsables de la diffusion locale de certains maux⁽²¹⁾. Si les relations avec la Mauritanie voisine commencent à se normaliser, les populations riveraines du fleuve Sénégal n’en sont pas encore au stade d’exploiter leurs terres situées sur la rive droite en raison de la persistance de la mémoire des événements survenus à la frontière entre les deux pays à la fin des années quatre-vingt⁽²²⁾.

De fait, ce sont tous les lieux de destinations, classiques et nouveaux, qui semblent ou momentanément ou durablement fermés au renouvellement de la migration et à la viabilité d’une économie politique construite par les mobilités. Pendant ce temps, sur les sites originels des villages multi-situés, un système de reproduction basé sur d’autres sources de revenus peine à se mettre en place. Mieux, retournent dans ces endroits d’anciens migrants en Afrique centrale victimes d’expulsion ou en situation

d'échec, des jeunes sans perspectives d'insertion professionnelle en ville ou encore d'anciens pensionnaires des écoles coraniques sans qualifications mobilisables sur le marché du travail national, dans un contexte de désaffection profonde des populations à l'égard de l'agriculture irriguée promue par l'État sénégalais au début des années soixante-dix⁽²³⁾. Il faut cependant noter que se dessine timidement l'urbanisation de quelques bourgs de la vallée : les obstacles aux migrations internationales ont tendance à intensifier les mouvements régionaux. Ainsi, le village multi-situé a une importance forte pour les migrants, mais les circulations au sein de cet espace transnational sont de plus en plus réservées aux individus et aux familles qui ont pu, sur plusieurs générations, accumuler des ressources diverses.

Conclusion

Face au reflux de l'économie agricole des années trente, à la diffusion du numéraire dans les années cinquante, aux crises écologiques des années soixante et soixante-dix, aux effets calamiteux de la faillite des politiques publiques post-coloniales de modernisation industrielle et agricole des années quatre-vingt, aux conséquences multiformes des politiques d'ajustement structurelles, à la diffusion du chômage des qualifiés et des diplômés de l'enseignement supérieur et à la saturation des ménages urbains, les Sénégalais, surtout ceux qui sont originaires des zones rurales, notamment au nord du pays, ont élaboré des solutions de réponse toutes structurées par la migration.

Le phénomène finit par constituer un des marqueurs majeurs de l'identité de l'actuel Sénégal. Au moment même où l'État local commence à prendre au sérieux ses ressortissants établis à l'extérieur sous l'effet des politiques interventionnistes du Nord, à travers entre autres, la politique de codéveloppement qui sublime de façon factice le rôle des migrants présentés sous le "label" de diasporas, après la découverte subite de la manne financière, intellectuelle ou technique qu'ils représentent, les fondements même de la participation des migrants aux transformations du Sénégal sont compromis par les coups de butoir des dispositifs législatifs et institutionnels. De plus en plus, le village multi-situé constitue surtout pour les migrants une scène sociale à l'importance symbolique et matérielle, davantage qu'un acteur de transformation des localités d'origine. Les villages du nord du Sénégal, qui se sont dupliqués sur des territoires très différents, sont ainsi à la croisée des chemins : entre une externalisation devenue problématique et un État local incapable de les protéger, fût-il décentralisé. En conséquence, le local globalisé interpelle l'instance nationale dans sa capacité à intégrer toutes ses composantes. ■

Notes

1. Voir Diop Amadou Moustapha, *Tradition et adaptation dans un réseau de migration sénégalais. La communauté manjak en France*, thèse de 3^e cycle, EHESS, Paris, 1982 ; Timéra Mahamet, *Les Soninké en France. D'une histoire à l'autre*, Paris, Karthala, 1996 ; Mboup Mourtala, *Les Sénégalais d'Italie*, Paris, L'Harmattan, 2000 ; Kane Abdoulaye "Senegal's Village Diaspora and the People Left Ahead", in Bryceson Deborah, Vuorella Ulla, *The Transnational Family*, New York, Berg, 2002, pp. 245-263.
2. Lericollais André, Vernière Marc, "L'émigration toucouleur : du fleuve Sénégal à Dakar", in *Cahiers de l'ORSTOM*, série sciences humaines, n° 2, vol. XII, 1975, pp. 161-175.
3. Bredeloup Sylvie, *La Diams'pora de la vallée du fleuve Sénégal*, Toulouse, Presses universitaires du Mirail, 2007.
4. Dia Hamidou, "Villages multi-situés du Fouta-Toro en France : le défi de la transition entre générations de caissiers, lettrés et citadins", in *Asylon(s)*, n° 3, 2008, www.terra.rezo.net/article713.html.
5. Cette contribution se fonde des recherches de terrains conduites entre 2003 et 2010 qui se déploient à partir de la moyenne vallée du fleuve Sénégal. Ces enquêtes ont été menées en Europe, en Amérique du Nord et en Afrique dans le cadre d'une thèse de doctorat et d'un projet de recherches sur les impacts territoriaux des migrations africaines. Voir Dia Hamidou, *Espaces domestiques, espaces villageois, espaces urbains multi-situés : cinquante ans de migrations à partir de la moyenne vallée du fleuve Sénégal*, thèse de doctorat en sociologie, Paris, université Paris-Descartes, 2009 ; Dia Hamidou, "Les transferts d'argent des migrants de la vallée du fleuve Sénégal. Processus d'affection et impacts sur les villages d'origine", in *Document de synthèse des projets du programme FSP n° 2003-74 Migrations internationales, recompositions territoriales et développement en Afrique*, IRD éditions, 2009, pp. 25-36.
6. Voir Lavigne-Delville Philippe, *Irrigation, migration et stratégies paysannes dans la vallée du fleuve Sénégal*, Paris, Syros Alternatives, 1991 ; Quimimal Catherine, *Gens d'ici, gens d'ailleurs*, Paris, Christian Bourgois, 1991 ; Dia, Hamidou, "Les ressources d'une diaspora de la moyenne vallée du fleuve Sénégal", in Diop, Momar Coumba (Dir.) *Le Sénégal des migrations : mobilités, identités et sociétés*, Karthala, Paris, 2008, pp. 179-194.
7. Dia Hamidou, "Le téléphone portable dans la vallée du fleuve Sénégal", in *Agora*, n° 46, 2007, pp. 70-80.
8. Copans, Jean, *Développement mondial et mutations des sociétés contemporaines*, Paris, Armand Colin, 2006 ; Diop Djibril, *Décentralisation et gouvernance locale au Sénégal. Quelle pertinence pour le développement local ?*, Paris, L'Harmattan, 2006.
9. Dahou Tarik, *Entre parenté et politique. Développement et clientélisme dans le Delta du Sénégal*, Paris, Karthala, 2005.
10. Daum Christophe, Dougnon Isaë, "Les migrations internes au continent africain", in *Hommes et Migrations*, n° 1279, 2009, pp. 6-11.
11. Rodier Claire, Terray Emmanuel, *Immigration : fantasmes et réalités. Pour une alternative à la fermeture des frontières*, Paris, La Découverte, 2008 ; Spire Alexis, *Accueillir ou reconduire. Enquête sur les guichets de l'immigration*, Paris, Raisons d'agir, 2008.
12. Withol de Wenden Catherine, "Pour un droit à la mobilité et une démocratisation des frontières", in *Panoramiques*, n° 55, 2001, pp. 8-14.
13. Dia Hamidou, "Le téléphone portable dans la vallée du fleuve Sénégal", *op. cit.*
14. Ndiaye Pap, *La Condition noire*, Paris, Calmann-Lévy, 2008.
15. Sayad Abdelmalek, "Les trois âges ou l'émigration algérienne en France", in *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 15, 1977, pp. 59-81.
16. Retière Jean-Noël, "Autour de l'autochtonie : réflexion sur la notion de capital social populaire", in *Politix*, n° 63, 2003, pp. 121-143.
17. Yengo Patrice, *La Guerre civile au Congo-Brazzaville, 1993-2002. "Chacun sa part"*, Paris, Karthala, 2006.
18. Whitehouse Bruce, "Migrants et insécurité existentielle. Le cas de Brazzaville", in *Hommes et Migrations*, n° 1279, 2009, pp. 80-87.
19. Bredeloup Sylvie, "Les Sénégalais de Côte d'Ivoire face aux redéfinitions de l'ivoirité", in *Études et Migration*, XXXIII, n° 121, 1996.
20. Pian Anaïk, *Aux nouvelles frontières de l'Europe. L'aventure incertaine des Sénégalais au Maroc*, Paris, La Dispute, 2009.
21. Timéra, Mahamet, *Faire et défaire les identités. Migration, ethnicité, "race" et religion*, 2 volumes, Paris, HDR, 2008.
22. Voir Leservoisier, Olivier, *La Question foncière en Mauritanie. Terres et pouvoirs dans la région du Gorgol*, Paris, L'Harmattan, 1995 ; Vandermotten Céline, *Géopolitique de la vallée du fleuve Sénégal*, L'Harmattan, Paris, 2005 ; Frésia Marion, "De l'exil au retour : les enjeux du rapatriement des Mauritaniens réfugiés au Sénégal", in *Asylon(s)*, n° 3, 2008, www.terra.rezo.net/article710.html.
23. Crousse Bernard, Mathieu Paul, Seck Sidi Mohamed (dir.), *La Vallée du fleuve Sénégal. Une décennie d'aménagements*, Paris, Karthala, 1991.

Le développement local en Mauritanie

La décentralisation à l'épreuve de la gestion de l'espace

Par Abdoulaye Diagana,
doctorant en géographie, université de Rouen

Mauritanie © GRDR

Suivant son organisation administrative, la Mauritanie est subdivisée en douze régions et un district. Depuis le milieu des années quatre-vingt, répondant aux exigences internationales de bonne gouvernance, les autorités mauritaniennes ont engagé une politique de décentralisation.

Elle avait pour objectif de favoriser l'implication des citoyens dans le développement économique du pays. Cependant, le pouvoir central peine à céder de sa mainmise sur des territoires où les populations n'ont aucun droit de regard sur la gestion des représentants de l'administration.

Les échecs successifs des différentes politiques de développement menées sous les injonctions des bailleurs de fonds extérieurs ont conduit les pays sous-développés à remettre en cause les méthodes jusqu'ici considérées comme incontournables. Cette crise du développement se révèle sous un nouveau jour avec l'ampleur prise par l'ouverture commerciale imposée par la mondialisation. La transposition dans l'espace de modèles conçus ailleurs et le défaut de rigueur dans la gestion qui a été celle des classes dirigeantes aux affaires, pour certaines, depuis plusieurs décennies ont pu peser sur le sort des politiques de développement.

Confrontés à une croissance démographique soutenue à laquelle ne correspond pas nécessairement un accroissement des ressources, les pays en mal de développement ont du également composer avec une nature de plus en plus ingrate. Ce facteur

combiné à la pauvreté et à la précarité qui caractérisent les populations de l'Afrique de l'Ouest a certainement eu des incidences négatives sur le sort des efforts de développement entrepris par différents acteurs.

Les nouvelles règles dictées par l'ouverture économique et commerciale à l'échelle planétaire (mondialisation) imposent aux pays africains de s'adapter à une conjoncture autrement plus exigeante que celles qu'ils ont connues jusqu'ici, notamment en réorientant leurs actions vers plus de compétitivité. Les bailleurs de fonds ont, par ailleurs, revu leur politique d'aide au développement en mettant l'accent sur la "bonne gouvernance" avec, comme pilier central, l'implication et la responsabilisation des populations, conceptrices et "maîtresses" de leur développement.

C'est ainsi que face aux carences et aux crises multiformes nées de la concentration des pouvoirs dans les centres de décision, la Mauritanie, a entrepris un transfert progressif des pouvoirs aux collectivités locales appelées à prendre en charge leur propre développement. Cette nouvelle dynamique est présentée par les pouvoirs publics comme la traduction de la volonté d'introduire de nouvelles méthodes de gestion qu'englobe le concept de "bonne gouvernance"⁽²⁾. Il s'agit d'appréhender les caractéristiques de l'expérience mauritanienne en matière de démocratie participative qui suscite tour à tour espoirs et inquiétudes, scepticisme et interrogations⁽³⁾.

"Quarante ans plus tard, avec le recul, le discours de Truman est perçu comme le coup d'envoi de cette course du Sud pour rattraper le Nord, mais depuis, non seulement la distance s'est-elle encore agrandie et certains coureurs chancellent-ils sur la piste, mais tous commencent à soupçonner qu'ils courent peut-être tout à fait dans la mauvaise direction".

De l'autocratie à l'apprentissage du partage : le parcours erratique d'un appareil prégnant

Introduite en Mauritanie en plusieurs étapes, la décentralisation s'est résumée le plus souvent à une décongestion administrative avec un pouvoir central contrôlant l'essentiel du jeu, loin du principal centre de décision qu'est resté Nouakchott⁽⁴⁾. Cette hypercentralisation se traduit par des flux démographiques vers les centres urbains et la transformation de Nouakchott, capitale d'à peine quarante ans d'existence, en un pôle qui s'oppose au reste du pays. Ce développement déséquilibré et monocéphale engendre d'importants problèmes d'infrastructures et de répartition des ressources, compte tenu de la faible capacité d'absorption d'une ville en développement constant. Pourtant, l'expérience en matière de gestion des ressources naturelles au niveau local montre que les résultats peuvent être efficaces quand les populations prennent en charge une partie de leurs affaires. Pour preuve, la récurrence des discours⁽⁵⁾ qui militent pour l'institutionnalisation de la gestion communautaire en vue d'améliorer l'égalité et la justice et de garantir une meilleure protection de la nature sur le modèle de la Community Based Natural Reserve Management (CBNRM).

Cette option présente l'avantage de pouvoir se fonder sur l'expérience dont disposent les locaux grâce à leur proximité avec leur milieu et la parfaite connaissance qu'ils en ont. De plus, elle obéit au principe de subsidiarité qui veut que les problèmes soient résolus par l'autorité publique compétente au plus petit niveau. La répartition des attributions et des compétences est dès lors un subtil jeu d'arbitrage et de recherche d'équilibre pour mesurer le niveau le plus pertinent dans différents domaines de la vie publique, en instituant des critères définissant la bonne distance géographique, la taille critique des territoires, ainsi que les convergences et les synergies à créer ou à développer aussi bien au niveau des communes qu'à l'échelle intercommunale ou régionale.

De ce point de vue la décision des autorités mauritaniennes de "*faire descendre le pouvoir vers les administrés*"⁽⁶⁾ est en soi, dans son principe, un tournant dans le mode de gestion des affaires publiques et le maillage du territoire. C'est en ce sens que l'expérience connue par le pays en 1986⁽⁷⁾ marque le premier pas vers une étape nouvelle dans le processus de responsabilisation des populations. Limitée dans un premier temps aux chefs-lieux de régions avec un mode de désignation semblable à celui des communes urbaines de la constitution de 1961, l'expérience est étendue dès 1987⁽⁸⁾ aux chefs-lieux de département puis aux communes rurales en 1988. En tout, 208 communes étaient habilitées à désigner leurs représentants, maires compris.

Un pouvoir central qui conserve sa mainmise

Toutefois, si le principe est acquis, des doutes persistent sur la volonté des gouvernants à transférer réellement le pouvoir aux élus locaux. En effet, populations et candidats sont invités à s'exprimer uniquement durant les périodes électorales, sans possibilité de constituer des partis politiques. De plus, le gouvernement garde un droit de regard sur la municipalité en ce sens que les décisions du maire restent soumises à l'approbation préalable du ministère de tutelle (ministère de l'Intérieur, des Postes et Télécommunications) par le triptyque Approbation-Annulation-Substitution. Le système du contrôle *a priori* ralentit l'action des communes et limite leur autonomie. La tutelle dispose également d'un pouvoir de sanction à l'égard des autorités communales par la suspension, la dissolution ou la révocation du conseil municipal ou du maire et de ses adjoints⁽⁹⁾. La marge de manœuvre de l'équipe municipale est rendue d'autant plus limitée que ses ressources se résument aux seules subventions provenant de l'État qui est censé se réorganiser pour plus d'efficacité en se redéploquant au niveau des collectivités territoriales.

Malgré les aménagements introduits en 1991, le nombre de communes passant à 216⁽¹⁰⁾, la situation ne changera pas fondamentalement. La nouvelle constitution adoptée en juillet 1991 introduit une nouvelle donne : la compétition se fait désormais entre partis politiques pour le suffrage des Mauritaniens, aussi bien au niveau local que national. Mais l'omnipotence du Parti Républicain Démocratique et Social, Parti-État, et la volonté du pouvoir de garder sa position de pourvoyeur de biens, de distributeur de récompenses et de prébendes finissait par installer une atmosphère peu propice aux échanges féconds, à la critique et au suivi-évaluation. Les communes qui, à l'instar de Kaédi⁽¹¹⁾, ont fait le choix de l'opposition, ont eu à faire face à l'ostracisme de l'État. Sans illusions quant aux effets d'un processus qui n'avait manifestement d'autre objectif que de "légitimer" la mainmise de l'autorité centrale sur le pouvoir local, les populations ne l'ont accompagné que timidement.

Une décentralisation en devenir

Aujourd'hui encore, la décentralisation en Mauritanie recèle de nombreuses insuffisances et les interrogations demeurent. En dépit de l'engagement pris par les gouvernants et leurs partenaires extérieurs en vue d'une plus grande implication des populations, le transfert des compétences n'a pas été suivi d'un transfert de pouvoirs. L'ordonnance 89-287 et ses textes subséquents délimitent pourtant clairement le

découpage territorial ainsi que les niveaux d'interventions et de compétences des différentes entités. Les communes héritaient d'une quinzaine d'attributions au nombre desquelles figurent la voirie urbaine, les écoles, les centres de santé, les transports, l'hygiène, les marchés, les abattoirs, l'aide aux indigents pour mieux sacrifier au discours sacralisant la lutte contre la pauvreté.

Cependant, les critères de découpage restent flous. Des communes sont instituées à la discrétion du ministre de l'intérieur sans avoir nécessairement la viabilité économique et la masse critique d'activités nécessaires à leur développement. Les disparités en terme économique qui naissent de ce travers font qu'au final les communes ne disposent pas des mêmes outils pour affronter les défis auxquels elles font face (lutte contre la pauvreté, accès à l'eau et à la santé, protection de la nature, scolarisation...). Partant, les communes restent pour la plupart dépourvues de moyens financiers⁽¹²⁾ et politiques malgré la "légitimité" qu'elles tiennent du suffrage universel. De même, les élus n'ont pas les moyens de recouvrer les taxes qui pourraient constituer un important apport budgétaire en plus de la dotation du Fonds régional de développement⁽¹³⁾.

Il est difficile à l'observateur de ne pas avoir le sentiment que la décentralisation est adoptée comme mode de gestion non pas pour améliorer la gouvernance, mais bien pour répondre à un certain air du temps qui voudrait que l'on associe les populations juste ce qu'il faut pour se conformer aux critères des partenaires au développement. D'où les interventions récurrentes de représentants de l'État s'en prenant aux discours et prises de position hypostasiant la société civile. Cette réflexion est à rapprocher d'un sentiment largement partagé que de nombreux régimes du continent africain n'ont adhéré au mode de désignation démocratique de leurs représentants, y compris et surtout au sommet de l'État, que contraints et forcés et dans l'espoir de reprendre à couvert le pouvoir autoritaire qu'ils ont fait semblant d'abandonner à l'électeur.

Entre répression et démagogie, une certaine idée de la démocratie

Aussi, en Mauritanie nombreux sont ceux qui soutiennent que *"face à la société, le pouvoir a une grande capacité à s'attribuer, sans risque d'être contesté, la paternité de l'instauration du régime démocratique, quitte à en modifier la substance. Ainsi, par exemple, en illusionniste du changement, mobilise-t-il le référent démocratique en opérant de deux façons simultanées : d'abord, il installe un cadre institutionnel formellement pluraliste, mais plus ou moins opérationnel ; ensuite, et comme pour désamorcer les réticences à l'égard du cadre ainsi institué, il donne l'impression de céder aux impératifs de représentativité et de*

Mauritanie © GRDR

rotation des dirigeants en opérant de fréquents changements au sein de l'équipe dirigeante." Le but est *in fine* de "*faire participer toutes les régions, toutes les tribus, toutes les coteries, toutes les ethnies, à tour de rôle⁽¹⁴⁾*", comme pour corriger les imperfections d'un système que l'on s'est certes résolu à importer, mais non sans quelques aménagements techniques dont le résultat se décline en une copie bien pâle et tropicalisée du modèle original. D'où provient ce paradoxe qui se traduit, d'une part, par une volonté déclarée et affichée de transférer les charges et, d'autre part, par la difficulté qu'éprouve l'État à se délester d'une partie de ses prérogatives ?

Une partie de l'explication est sans doute à rechercher dans l'absence d'une culture de gestion partagée et de délégation de l'autorité qui caractérise la relation au pouvoir en Mauritanie. Pour une population essentiellement agropastorale, la récurrence des conflits – corollaire de la raréfaction des ressources et de la compétition plus serrée pour la survie qu'elle entraîne – est l'instrument pertinent pour mesurer la lourdeur de la "main" de la puissance publique, souvent confondue avec la répression⁽¹⁵⁾. Cette situation se vérifie davantage dans la partie australe du pays, sur les rives du fleuve Sénégal. Là, la sagesse populaire enseigne que l'on ne peut ni ne doit résister à la volonté d'un représentant de l'État, y compris dans les cas flagrants d'abus. De son côté, le pouvoir, généralement acquis de façon illégitime, compense le péché originel par une démonstration excessive de puissance, à travers un appareil répressif et sécuritaire surdimensionné. Ce face-à-face pouvoir/citoyen prend un relief tout particulier dans cette partie du pays, avec la réforme foncière de 1983.

Aménagement du territoire et gestion de l'espace : quand la réalité rattrape la théorie

Pour révolutionnaire qu'elle puisse être, la réforme foncière censée encadrer la gestion de la terre a peut être ici créé plus de torts qu'elle n'en a redressés⁽¹⁶⁾. Le contexte qui présidait à la naissance de cette réforme était bien particulier.

Attendue depuis l'accession de la Mauritanie à la souveraineté nationale⁽¹⁷⁾, cette réforme vient ordonner la gestion de l'espace caractérisée par un flou entretenu par la superposition de trois principales sources de droit : le droit d'inspiration musulmane, le droit moderne et le droit coutumier avec le mode de tenure traditionnelle du sol⁽¹⁸⁾.

En disposant que *“sont confirmés les droits fonciers coutumiers comportant une emprise évidente et permanente sur le sol”*, la loi du 2 août 1960 en son article 3 aménage aux forces traditionnelles un dispositif qui leur permettra de garder la mainmise sur la gestion de l'espace. Les seules espaces encore propriétés de l'État sont les terres mortes, celles qui sont *“vacantes et sans maîtres”*. Il s'agit généralement de terres lointaines et difficilement exploitables, par conséquent peu porteuses d'intérêt. Ce cadre juridique laissait courir une situation caractérisée par un système dans lequel les terres utiles et les plus convoitées étaient détenues suivant des logiques privées ou communautaires déterminées selon le lignage. Le *“maître de la terre”*⁽¹⁹⁾ est dès lors le chef (politique, religieux, coutumier) qui tient sa légitimité d'un héritage, d'une antériorité en terme de présence sur les lieux, de la volonté de l'État ou encore d'accords de partage entre occupants des lieux. À ce titre, il est le détenteur des droits d'exploitation et d'usage individuels ou collectifs, permanents ou temporaires, qu'il peut affecter à sa guise et dont il se sert surtout pour accentuer et perpétuer sa position dominante. Cette configuration, peu favorable à l'accession à la propriété de populations nouvellement établies, faisait par conséquent le lit de nouveaux rapports de domination/exploitation ou de l'affermage grâce auxquels des propriétaires terriens pouvaient s'assurer des droits sur une part des récoltes sans avoir à cultiver la terre⁽²⁰⁾.

Le poids de l'histoire

Par ailleurs, il est à souligner que la réforme foncière suit une autre décision d'importance, à savoir l'ordonnance n° 81-234 du 9 novembre 1981 portant abolition de l'esclavage. Les populations naguère serviles pouvaient dès lors prétendre à exploiter la terre et accéder à la propriété. Mais faute d'avoir pris les mesures d'accompagnement adéquates, l'État exacerbait les tensions entre ces nouveaux

“libres” et les détenteurs de la terre. Les mécanismes traditionnels de médiation et de règlement des conflits n’ont été mis à contribution qu’en de rares occasions. D’où l’exacerbation des haines jusqu’au sanglant conflit d’avril 1989 qui a endeuillé les terres fertiles de la Vallée dans le sillage d’un conflit frontalier avec le voisin sénégalais. La Circulaire n° 0005/MINT du 14 avril 1984 précise, par ailleurs, les raisons qui motivaient la réforme agraire : *“Tout citoyen doit pouvoir être titulaire d’un droit réel de propriété foncière, indépendante des propriétés collectives qui dissimulent parfois des liens de dépendance personnelle.”* Partant, en supprimant la propriété collective de la terre et en individualisant les droits fonciers, la réforme foncière du 5 juin 1983⁽²¹⁾

introduit de profondes mutations dans l’organisation sociale des communautés traditionnelles.

Sur fond de redistribution de la terre, c’est bien à une tentative de réorganisation des pratiques sociales que nous assistons :

“L’expérience de la plaine de M’Pourié, de

Bogué, de Kaédi et de Fouta-Djallon, montre que le mode de tenure des terres constitue une contrainte permanente pour les aménagements hydro agricoles”, poursuit la circulaire. Mais, mal préparée, cette loi donnait l’occasion aux grandes fortunes de s’engouffrer dans la brèche en faisant la promotion de l’agrobusiness sans volonté de créer une réelle dynamique de développement du secteur agricole.

Les populations locales finiront par mal accueillir l’arrivée massive d’investisseurs privés et l’application de nouvelles règles foncières, perçues comme une volonté d’expropriation et de colonisation, les agrobusinessmen étant généralement issus de la communauté araboberbère⁽²²⁾ et les terres traditionnellement occupées par des populations noires. L’absence de concertation et d’implication des paysans, l’autoritarisme de l’État et le défaut de sensibilisation sont probablement à l’origine des ratés de la réforme de 1983.

**Aujourd’hui,
la contribution du citoyen
au financement
du développement local
est quasi nulle.**

Répartition des champs de compétences et financements : des difficultés structurelles

Le climat qui entourait la réforme agraire et qui la rendait inopérante parce que rejetée d’emblée, se retrouve plus ou moins en de nombreuses actions entreprises dans le cadre de la décentralisation. L’explication tient, d’une part, à la nature de la

société (qui ne voit en l'État que la puissance publique synonyme de contrainte et de répression, donc ennemi potentiel dont les desseins sont à contrarier par tous les moyens et surtout symbole de l'entité à dépouiller autant que possible) et de l'État (centralisateur jacobin) et, d'autre part, aux carences liées à la rareté des moyens (humains et matériels). Tous ces facteurs sont de nature à annihiler les efforts fournis en matière de développement.

Administrativement coordonnée à l'origine par le ministère de l'Intérieur des Postes et Télécommunications (MINT), la politique de décentralisation vient d'échoir au tout nouveau ministère de la Décentralisation et de l'Aménagement du territoire, créé par le premier gouvernement d'après transition⁽²³⁾. Jusqu'ici le choix du MINT, véritable pouvoir au cœur du pouvoir, démontrait la volonté du gouvernement de garder la haute main sur un processus qui, par essence, devait déboucher sur la responsabilisation des populations, donc à une certaine renonciation à une partie des prérogatives de l'État. La Direction générale des collectivités locales (devenue Direction générale de la gouvernance locale (DGGL)) avait hérité de la charge de mettre en œuvre cette politique⁽²⁴⁾, mais la faiblesse de ses moyens limitait la portée de son action. Or la DGGL est à ce jour le principal organe technique chargé de la conception et de la mise en œuvre de la politique de gestion partagée du pouvoir.

Pour rapprocher le citoyen du pouvoir sur un très vaste territoire occupé de façon disparate par une population qui n'est pas encore complètement sédentarisée, l'État mauritanien a mis en place un Fonds régional de développement dont le budget est passé de 265 millions en 2001 à 2 milliards 500 millions d'ouguiyas⁽²⁵⁾ en 2006. Pour l'année 2007, il était prévu de lui affecter un pourcentage du budget national⁽²⁶⁾. Cette affectation est à ce jour la principale source de revenus pour de nombreuses communes. Le fonds est subdivisé en trois dotations : *la dotation au fonctionnement*, qui représente 35 % du FRD, dont 15 % à parts égales entre les communes et le reste réparti en fonction de la taille démographique et du taux de pauvreté de chaque wilaya⁽²⁷⁾ ; *la dotation d'équipement*, qui couvre 55 % du FRD, dont 40 % affectés en fonction du poids démographique de la commune et 15 % représentant la part compensatrice du retard d'équipement et *une dotation pour le suivi évaluation et le renforcement des capacités de l'Administration*. Gérée à l'origine par le ministère de l'Intérieur, elle vient d'échoir au ministère de la Décentralisation et de l'Aménagement du territoire.

Mais ici, comme au sujet de l'expérimentation de concepts transférés, le sentiment est largement partagé que l'État et certains acteurs du développement anticipent et s'approprient la notion de gestion partagée, le plus souvent afin de répondre aux critères fixés par les bailleurs extérieurs et de bénéficier ainsi de la manne des subventions. Des élus et des agents de développement se plaignent de la gestion

catastrophique de ces fonds dont l'intégralité n'arriverait pas à destination. À travers ces quelques éléments, c'est toute la politique du contrôle du territoire national qui gagnerait à être clarifiée.

Conclusion

À se pencher sur le cadre légal et les orientations de la Déclaration de politique municipale⁽²⁸⁾, force est de constater que si les autorités s'engagent à rapprocher l'administration du citoyen en assurant une couverture efficiente du territoire national, les modalités de financement de cette politique laissent apparaître quelques faiblesses. À l'inverse de l'expérience malienne⁽²⁹⁾, la réflexion n'est pas allée jusqu'à remettre en cause le découpage actuel aux fins de créer des entités qui soient économiquement viables. Responsabiliser les communes en matière fiscale aurait eu deux effets. Le premier étant d'impliquer le citoyen et d'inciter à une meilleure gestion pour de meilleurs résultats. Le second étant de développer la notion de chose publique et le sentiment d'appartenance à une entité commune partageant le même destin.

La position de l'État n'en est pas moins paradoxale : tout en tenant à assurer un contrôle total du processus de développement local au niveau national (centralisation) et en prétendant vouloir associer le citoyen à la définition et la conduite de ses propres affaires, l'État "oublie" de demander à celui-ci de lui témoigner davantage sa fidélité et son allégeance en contribuant au financement de cette politique à travers le paiement de l'impôt. Aujourd'hui, la contribution du citoyen au financement du développement local est quasi nulle. Les rares ressources qui pourraient provenir d'une collecte locale sont les taxes qui, au nom d'une certaine forme de "privatisation" de la chose publique restent le trésor de guerre de l'agent collecteur⁽³⁰⁾.

Pourtant, l'État n'aurait pas eu à renoncer à une importante fortune en "confiant" la mission de collecte aux collectivités locales : même dans les grands centres urbains (Nouakchott et Nouadhibou compris) la collecte de l'impôt est insignifiante en dehors de la part d'éventuelles entreprises présentes dans leur périmètre. Parallèlement à cette délégation de pouvoir, l'État pourrait également exiger une meilleure implication de la société civile pour assurer une certaine transparence et un contrôle démocratique de la gestion au niveau régional ou local. Le but ultime étant de laisser les communes définir elles-mêmes, par elles et pour elles, les stratégies les conduisant à financer leur propre développement dans des secteurs à définir avec le pouvoir central, y compris en recourant à des financements privés, le tout dans une transparence dont le citoyen serait le garant en contrepartie de sa mobilisation. ■

Notes

1. Sachs, W., *Les ruines du développement*, Montréal, Canada, Ecosociété, 1996, p 14.
2. Anonyme, *Rapport du Comité interministériel chargé de la bonne gouvernance*, République islamique de Mauritanie, Présidence de la République, octobre 2005.
3. Cet article a été rédigé avant le coup d'État militaire du 6 août 2008 qui a entraîné des modifications substantielles dans l'armature administrative de la décentralisation en Mauritanie : le ministère de la Décentralisation et de l'Aménagement du territoire a rejoint le giron du ministère de l'Intérieur. De plus, les partenaires au développement ont suspendu leur coopération avec la Mauritanie, qui vient juste de reprendre. La table ronde de Bruxelles (22, 23 juin 2010) s'est soldée par près de 3 milliards de dollars US de promesses de dons. Il s'agit pour l'essentiel de promesses faites lors de la table ronde de Paris (2007) et qui n'avaient pas été concrétisées suite à la rupture de l'ordre constitutionnelle survenue en 2008.
4. La première expérience en matière de décentralisation peut être située aux lendemains de l'indépendance. La constitution de 1961 prévoyait, en effet, trois types de communes : des communes urbaines qui disposaient d'un conseil élu dont l'un des membres était désigné maire ; des communes pilotes qui avaient le pouvoir d'élire leur conseil mais dirigé par un délégué du gouvernement ; les communes rurales qui pouvaient élire leur conseil tout en ayant le chef de subdivision pour faire office de maire. En 1968, cette expérience est abandonnée pour céder la place à une nouvelle organisation territoriale se traduisant par la création de 8 puis 12 régions en plus du district de Nouakchott. Les conseillers et l'exécutif régional sont désignés par le gouvernement.
5. Ribot, J-C., *La décentralisation démocratique des ressources naturelles, institutionnaliser la participation populaire*, Washington, Institut des ressources mondiales, 2002.
6. Il s'agit-là de la traduction littérale de la décentralisation par certaines populations locales notamment les soninkés. "Hanka yankhanté" voulant dire pouvoir transféré au niveau inférieur.
7. Anonyme, Ordonnance 86-134 du 13 août 1986, abrogée par l'ordonnance 87-289 du 20 octobre 1987 (cf. note 8).
8. Anonyme, Ordonnance 87-289 du 20 octobre 1987, in *Journal Officiel de la République islamique de Mauritanie*, n° 696-697, date de publication : 28.10.1987, pp. 403-413.
9. À l'instar de Mohamed Mahmoud Ould Mah, maire de Nouakchott démis de ses fonctions au milieu des années quatre-vingt.
10. En 2001, le décret 2001-070 du 28 juin 2001 crée 9 nouvelles communes en lieu et place de celle du district. Ce qui porte le nombre de communes à 216.
11. Principale ville du Sud de la Mauritanie, capitale de la région du Gorgol sur les rives du fleuve Sénégal.
12. La fiscalité communale est régie par l'Ordonnance 90-04 du 6 février 1990 et ses textes modificatifs (Lois de finances 1994, 2001 et 2002).
13. Pourtant l'article 89 de l'ordonnance 87-289 dispose qu'une "convention déterminant les biens et les services transférés à la commune est conclue entre les autorités et le maire". Cependant, en dehors de cas rarissimes tels Nouadhibou et Nouakchott, cette disposition n'a pas été suivie d'effet.
14. Ould Ahmed Salem, Z., "La démocratie en Mauritanie, une 'illusion' postcoloniale", in *Politique Africaine*, n°75, Paris, Karthala, octobre 1999, pp 131-146.
15. En langue soninké, l'État se traduit par "Hanka", qui signifie la force. D'où *Hanka heti gajalemma* (L'État n'est pas un adversaire), dans le sens où les forces étant disproportionnées, l'individu ne peut que perdre dans la confrontation. Il s'agit plus d'une attitude dictée par le réalisme que par le désir de faire preuve d'un sens civique irréprochable.
16. Schmitz, J., "Anthropologie des conflits fonciers et hydropolitiques du fleuve Sénégal (1975-1991)", in *Cahiers des Sciences Humaines*, vol. 29, n°4, ORSTOM, 1993, pp. 591-623.
17. Hesselings G. et Crousse B., *La réforme foncière dans la vallée du fleuve Sénégal en Mauritanie. Son impact sur les populations locales*, Rapport de mission pour la Banque Mondiale, Leiden, octobre 1992, 59 p.
18. Crousse B., "Étatisation ou individualisation, la réforme foncière de 1983", in *Politique Africaine*, n°21, mars 1986, pp 63-76.
19. Boutillier, J-L., Schmitz, J., "Gestion traditionnelle des terres (système de décrue/système pluvial) et transition vers l'irrigation. Le cas de la vallée du Sénégal", in *Cahiers des Sciences Humaines*, vol. 23, "Systèmes de production agricole en Afrique tropicale : Système de production et de développement", ORSTOM, 1987, pp. 533-554.)

- 20.** En pular, langue de l'ethnie des Haalpular qui occupent en partie le Sud de la Mauritanie, cette pratique de l'affermage se traduit par le *rem peccen* : "Tu cultives ma terre, nous partageons la récolte."
- 21.** Ordonnance n° 83-127, in *Journal Officiel de la République islamique de Mauritanie*, n° 592-593, date de promulgation : 05.06.1983, date de publication : 29.06.1983, p.364.
- 22.** La part de responsabilité de ces changements et de la perception qu'ils engendrèrent n'est pas négligeable dans la naissance du conflit frontalier entre le Sénégal et la Mauritanie, qui contrairement à ce qui est souvent avancé n'est pas le fruit d'un conflit entre éleveurs mauritaniens et agriculteurs sénégalais. L'incident de Diawara ne fut guère que la cause immédiate d'un conflit qui sourdait de longue date et qui est le fruit d'une accumulation de frustrations qu'aggrave la trop forte pression sur les ressources en raréfaction.
- 23.** Cf. avertissement en introduction de ce texte.
- 24.** Décret 90-94 du 23 octobre 1994. Aujourd'hui la DGCL est rattachée au ministère de la Décentralisation et de l'Aménagement du territoire. Voir Lods, J.-L., *Le financement de la décentralisation en République islamique de Mauritanie*, Nouakchott, DGCL-SCAC, 2006.
- 25.** La monnaie nationale, 1 euros équivalait à 340 ouguiyas en 2006.
- 26.** Source ONS. À notre connaissance cette mesure n'a pas encore vu le jour.
- 27.** La wilaya correspond à la région dirigée par un représentant nommé par le gouvernement, la décentralisation n'ayant pas atteint l'échelon régional. Le pays en compte 13 en plus du district de Nouakchott.
- 28.** Anonyme, *Déclaration de politique municipale*, 1995, 2007, République islamique de Mauritanie, ministère de la Décentralisation et de l'Aménagement du territoire.
- 29.** Gonin P., Kotlok N. et Lima S., "Entre réseaux et territoires, des mobilisations multiscales pour le développement. Réseaux migratoires et communes rurales dans la région de Kayes, Mali", Communication au colloque de l'université de Rennes, CRAPE et ESO : Espace de vie, espaces-enjeux, entre investissements ordinaires et mobilisations politiques", novembre 2008, pp. 5-7.
http://eso.cnrs.fr/TELECHARGEMENTS/colloques/rennes_11_08/Gonin_Patrick_Kotlok_Nathalie_Lima_Stephanie.pdf
- 30.** Mbembé A., "Du gouvernement privé indirect", in *Politique africaine*, n°73, Paris, Karthala, 1999, pp 103-121.

Territorialités en mouvement

Migration, décentralisation, développement dans la région de Kayes (Mali)

Par Stéphanie Lima,
maître de conférences en géographie, CUFR JF Champollion - Albi,
UMR Dynamiques rurales - université de Toulouse

Entre Médine et Kayes, Mali, 2008 © GRDR

Au Mali, le lien social se joue des distances et excède le territoire national. Regroupés en associations à l'étranger, les migrants maliens restent fortement connectés à leur village d'origine. L'État malien s'est appuyé sur leurs réseaux dans le cadre de la politique de décentralisation menée dans les années quatre-vingt-dix. Le nouveau découpage communal risquant de susciter des rivalités entre les territoires, les migrants apparaissent comme des médiateurs incontournables entre les autorités publiques et les populations locales.

Depuis 1991, le Mali, grand pays d'Afrique de l'Ouest, s'est ouvert au monde, après plusieurs décennies de dictature militaire, et a pris le chemin de la démocratie. Dès 1992, il entreprend un vaste chantier, celui de la décentralisation, sous les recommandations des instances internationales et sous les exhortations de la population dont la parole est désormais libérée. La mise en œuvre de la décentralisation s'accompagne d'une réorganisation territoriale au niveau local, avec la création de communes, rurales et urbaines, en remplacement des arrondissements, découpage hérité de l'indépendance du pays au début des années soixante. L'entreprise de la communalisation est peu banale, car plutôt que de reposer sur une logique descendante et unilatérale, elle associe la "base", puisque la population est partie prenante du projet. Ainsi, loin de pouvoir, ni de vouloir imposer un maillage, l'État a proposé des critères sur lesquels l'ensemble des Maliennes et Maliens étaient appelés à se prononcer en vue de l'émergence des territoires communaux. Les communes rurales, issues du regroupement de plusieurs villages dont un est le chef-lieu, se présentent comme l'aboutissement d'une rencontre inattendue et improbable. En effet, d'un côté, l'État compose une palette de critères dont la synthèse relève de l'utopie de "l'optimum territorial" et, de l'autre, les populations projettent le dessin de figures spatiales ancrées dans le temps long, celui des anciens "pays" précoloniaux et des réseaux sociaux aux ancrages discontinus dans l'espace. Au terme de deux années de concertations inter-villageoises, la configuration des territoires communaux exprime cette tension entre territorialité fonctionnelle et territorialité sociale, à laquelle s'ajoute la dimension réticulaire de l'espace social, complètement intégrée dans la construction communale. La fabrique des territoires communaux s'est heurtée à des espaces mobiles, en témoigne l'importance des réseaux sociaux qui se déploient à toutes les échelles, depuis les liens entre localités villageoises qui se reconnaissent une origine commune, jusqu'aux réseaux migratoires qui unissent les migrants à leur village d'origine, quel que soit leur lieu de résidence. Ainsi, les communes, enveloppes institutionnelles négociées au plus près des espaces sociaux, sont des formations hybrides produites entre distance sociale et distance spatiale. Le couple espace-distance se révèle comme le moteur de la territorialisation en alliant les impératifs des interactions de proximité spatiale aux nécessités des relations réticulaires entre des lieux discontinus, insérés quant à eux dans un système de dépendance sociale. Ainsi la place des réseaux dans la création des territoires communaux n'apparaît pas comme un fait exceptionnel mais plutôt comme une condition essentielle de leur réalisation.

Les associations de migrants maliens, originaires de la région de Kayes et résidant en France, sont au cœur de ce mouvement. Depuis plusieurs décennies, elles entretiennent des relations exclusives avec leurs villages d'origine, ces liens conduisant à des innovations spatiales en termes de recompositions territoriales. Aujourd'hui, les

communes concernées par la dynamique migratoire dans le nord de la région de Kayes portent l’empreinte de ces réseaux, tant dans leur genèse que dans leur fonctionnement présent. En effet, les associations n’ont eu de cesse d’être présentes dans le processus de communalisation, d’une part, et de participer à la vie communale, d’autre part. Elles portent en elles cette utopie, celle des réseaux en partage dans l’espace, entre lien et distance, et ce au-delà du découpage communal, porteur de nouvelles discontinuités à l’échelle locale.

Réseaux et constructions territoriales : le point de vue des migrants

Dès 1994, la Mission de décentralisation (MDD)⁽¹⁾, par l’intermédiaire du responsable de la Cellule de “Réorganisation territoriale”, s’est intéressée à l’implication des associations de ressortissants de la région de Kayes en France dans l’application de la décentralisation et dans la mise en œuvre du découpage communal. Entre 1994 et 1998, quatre missions se sont succédé. Elles ont permis à la MDD d’informer régulièrement les membres de la communauté malienne en France sur l’état d’avancement de la communalisation et d’échanger sur les rôles et les prérogatives des associations dans le nouveau contexte suscité par cette politique.

La première rencontre entre les associations et la Mission de décentralisation a eu lieu en novembre 1994. Il s’agissait de commencer à sensibiliser les associations, considérées comme des interlocutrices incontournables pour la mise en œuvre de la décentralisation, et notamment de son volet territorial. Ces premiers échanges ont suscité de nombreuses questions de la part des associations : sur l’avenir de la migration ; sur le poids de l’administration, jugée trop présente concernant les initiatives des associations ; sur la gestion de l’espace par les populations ; etc. À ce stade des débats, les interrogations portaient sur les changements provoqués par la décentralisation vis-à-vis de l’ancien système administratif, et sur les avantages de la réforme. Les questions sur l’articulation des compétences et des pouvoirs entre associations et communes interviendront plus tard quand, une fois l’enjeu territorial négocié, se présentera l’enjeu électoral avec la composition des listes pour le scrutin municipal.

Lors de cette réunion, l’accent a été mis sur les modalités de création des territoires communaux. La position des migrants à ce point des opérations concernant l’orientation du découpage était de suivre l’avis des villageois sur place, dans la mesure où leurs choix ne portaient pas préjudice à la structure associative. Les représentations spatiales des migrants sollicitées pour imaginer les contours des futurs territoires

communaux allaient dans le même sens que celles des villageois, avec une importance accordée aux réalités foncières, à la primauté historique des villages mères et aux statuts sociaux. Cependant, le découpage territorial a été perçu par d'autres comme le moyen pour les petits villages de s'affranchir de la tutelle de villages anciens ou de leur village mère, et ce d'autant plus s'ils répondaient de leur côté à des critères fonctionnels (infrastructures). Cette dichotomie naissante dans la lecture des critères du découpage s'est développée par la suite, avec pour conséquences des ruptures entre terroirs villageois voisins. Si les enjeux du découpage n'ont pas été entièrement saisis lors de cette première concertation, c'est au fur et à mesure des rencontres en France, mais aussi des contacts réguliers entre les migrants et leur village, que le positionnement des associations va se faire, avec des interactions différentes.

La réactivation des clivages entre territoires

En janvier 1996, la MDD effectue une deuxième mission auprès des associations pour les informer de l'état d'avancement du découpage communal dans la région de Kayes. Il s'agit aussi de recueillir leurs réactions sur ces propositions et d'échanger sur des points d'ordre général à propos de la décentralisation. C'est à ce moment-là que les migrants commencent à réagir plus ouvertement et à s'exprimer sur le dessin des futures communes.

En deux années, la décentralisation s'est concrétisée, et les premières images du découpage font en quelque sorte l'effet d'un "électrochoc" dans la communauté des migrants. Jusqu'alors, ceux-ci avaient adopté une position attentiste, ne sachant pas si l'État parviendrait à aller jusqu'au bout de sa démarche. Le réveil provoqué par les pre-

Face aux changements annoncés, les premières réactions des migrants en France sont teintées d'inquiétude et de méfiance par rapport à la politique de décentralisation et au projet de réorganisation territoriale.

mières tendances de la réorganisation territoriale n'a pas été des plus sereins pour tous. D'après le responsable de la Cellule de "Réorganisation territoriale" (entretien, Bamako, 2000), migrants et villageois étaient aussi partagés sur la nature des territoires communaux. Ainsi, malgré la proximité de certaines localités, les différences de statut sont source de mésentente et parfois de rupture, notamment au moment du choix du chef-lieu de la commune. Selon lui, "les

migrants ne peuvent pas brader la richesse foncière de leur village et ils n'acceptent pas que des localités qui ont moins de cinquante ans d'existence puissent avoir des responsabilités communales, ou deviennent le centre de la commune". Et comme le confirme un responsable associatif (entretien, Saint-Denis, 2001), "le découpage a été un moment fort de débat et de conflit, au cours duquel les vieux clivages sont ressortis". Mais, encore une fois, cette lecture "traditionnelle" de l'espace n'est pas partagée par toutes les associations, qu'elles soient villageoises ou intervillageoises.

D'après les entretiens effectués avec les acteurs du découpage dans la région de Kayes et avec les responsables associatifs en France, il ressort que les réactions des migrants ont été plus fortes dans le cas des associations qui n'ont pas de double structure, entre ici et là-bas, et plus particulièrement celles d'envergure villageoise. Ceci s'explique par la nature du lien qui unit un village et son village-bis en France : il semblerait qu'il soit beaucoup plus fort et unilatéral que dans le cas des associations intervillageoises et de celles qui ont des structures autonomes dans les villages, pour lesquelles il existe des pratiques de concertation, et de prise de décision partagées entre les deux espaces. Ainsi, les responsables d'associations en France qui ont des structures locales affirment qu'ils sont restés en retrait pendant les opérations de découpage, cette position ayant été ou non suivie par les structures locales dans les villages mêmes. C'est le degré d'autonomie entre les villages et les associations de migrants qui a joué, expliquant l'existence ou l'absence d'implication de ces derniers dans les opérations de découpage.

Après le vote de la loi "portant création de communes" en novembre 1996, une troisième mission de la MDD a été organisée, en décembre 1996, pour restituer les

résultats du découpage au niveau des associations et entamer une série d'échanges sur les perspectives de l'implication des associations dans les collectivités territoriales. Car, une fois la question des territoires tranchée, c'est la mise en place des conseils communaux qui a attiré l'attention de la MDD sur le rôle que pouvaient tenir les migrants dans le processus électoral, notamment au niveau du choix des candidats et de la composition des listes. Ainsi, il s'agissait de *"sensibiliser les migrants, pour qu'ils sensibilisent à leur tour leurs parents à propos des élections et du choix de candidats crédibles pour composer les listes des conseillers communaux"* (entretien, Bamako, 2000). Les migrants apparaissent donc comme des interlocuteurs incontournables et, malgré leur éloignement, leur capacité d'intervention dans les villages est plus que jamais reconnue puisqu'ils sont interpellés en tant qu'intermédiaires entre "leurs parents" au village et l'État.

Renversement des réseaux et proximité

Si les migrants ont "fait la décentralisation avant l'État", comme certains le soulignent, la réforme et le découpage communal apportent des bouleversements de plusieurs ordres pour leurs associations. D'une part, les villages d'origine sont intégrés dans un territoire communal dans lequel les questions de développement se posent à l'échelle intervillageoise et, d'autre part, l'émergence de nouveaux pouvoirs communaux soumet les associations à un cadre de concertation tout autre, comparé à celui de la chefferie villageoise.

Face aux changements annoncés, les premières réactions des migrants en France sont teintées d'inquiétude et de méfiance par rapport à la politique de décentralisation et au projet de réorganisation territoriale. Lors d'un entretien, un responsable associatif déclarait ainsi : *"Au départ, on aurait pu faire des tests plutôt que de gérer 701 communes. Dans un premier temps, il aurait peut-être mieux valu conserver les arrondissements en communes, et procéder par étapes successives. La décentralisation est une bonne chose, que les migrants ont déjà commencée. [...] Les associations ne vont pas financer la politique communale de l'État, même s'il y a un partenariat entre les associations et les communes. Mais il est hors de question de financer la commune en tant que telle. [...] Les associations se sont déjà substituées à l'État, il ne faut pas continuer dans le cas des communes. Les communes sont une bonne chose, mais elles sont comme des coquilles vides, sans moyens"* (entretien, Paris, 2001). Ce témoignage exprime un positionnement assez tranché sur la réforme de décentralisation. Certes, les associations ont pris en charge plusieurs secteurs d'activités dans leurs villages

d'origine, en dehors des réseaux administratifs locaux. Cependant, la création des collectivités territoriales correspond à une politique de l'État, vis-à-vis duquel les migrants ont une attitude tiraillée entre un besoin de reconnaissance et une volonté d'indépendance. Car, si les habitants de la région de Kayes se sentent "abandonnés" par l'État, ils ont su aussi attirer son attention, la dynamique migratoire étant une manière de pallier une situation de crise (sécheresse, enclavement, etc.) et en même temps d'attirer l'attention des pouvoirs publics⁽²⁾.

Au moment où l'État met en œuvre la décentralisation, les associations optent, dans un premier temps, pour une stratégie attentiste. De France, un clivage s'est peu à peu constitué entre les structures à la démarche interventionniste et celles qui se sont positionnées en retrait de la réorganisation territoriale. Ainsi, plusieurs logiques se sont affirmées lors des concertations villageoises, en fonction des rapports de force entre les différents groupes sociaux à l'échelle villageoise et intervillageoise. Les commissions locales de découpage et les habitants eux-mêmes ont trouvé dans ces regroupements associatifs des "embryons" communaux correspondant aux critères fonctionnels. Les réseaux tissés entre ces deux composantes spatiales discontinues que sont les villages et les villages-bis, parfois synonymes de cloisonnement local, si ce n'est de "localisme", ont entraîné des mouvements de recomposition territoriale en-deçà des critères, en vue de maintenir un "entre-soi" configuré sur le mode réticulaire.

Le pouvoir de médiation des associations de migrants

Sur le terrain, l'existence des associations avait permis à certains villages de se soustraire de l'influence de voisins jugés trop imposants. Ainsi, les rapports de force entre les villages ont été révélés dans le processus de découpage communal, ce qui a contribué à la multiplication du nombre de communes créées. En dépit de liens historiques et sociaux reconnus entre deux villages, les mouvements de rupture ont été courants. L'enjeu du pouvoir est au cœur de ces événements, et les rapports entre les groupes sociaux, qui se déploient sur deux espaces différents, ajoutent à la complexité des interrelations qui interviennent dans le découpage communal. Les épiphénomènes territoriaux révèlent un aspect de ces tensions qui se déroulent sur plusieurs niveaux, et articulent pressions sociales et représentations spatiales. Le découpage communal se présente comme une épreuve à surmonter pour chaque groupe qui entre en lice dans la compétition pour le pouvoir. Chacun a dû se positionner face à l'offre territoriale et plus particulièrement pour l'obtention du

chef-lieu de commune. Des alliances anciennes ont été brisées, tandis que d'autres ont été renouvelées. De nouvelles solidarités ont émergé et des isolats se sont construits. La diversité des logiques du découpage s'inscrit dans des contextes locaux spécifiques. Les influences des associations de migrants apparaissent comme un facteur supplémentaire parmi les différents éléments composant l'écheveau des motivations développées à l'occasion des concertations intervillageoises et au moment des restitutions régionales et extra-territoriales (en France). Le barrage des critères n'a pas résisté à ces poussées, qu'elles se soient exercées localement (cercle de Kéniéba) ou depuis l'extérieur (cercle de Yélimané). Tout un chacun a donc cherché à utiliser ses réseaux, si nécessaire, pour défendre des intérêts territoriaux localisés. En cela, les villages demeurent au centre des relations réticulaires, quelles que soient leurs échelles.

Les réseaux constitués entre les villages et les associations de ressortissants ont marqué l'espace d'origine, l'ont transformé, ce qui n'est pas sans poser question dans le contexte de la réorganisation communale. Les structures associatives se présentent comme des compositions sociales et spatiales hybrides, à la croisée de plusieurs enjeux, dans la mesure où elles sont nées d'une pratique spatiale spécifique, la mobilité, qui s'est traduite par l'ouverture des terroirs villageois vis-à-vis de lieux éloignés.

Vers un partage de l'espace, entre lien et distance

La mobilité est source de recompositions spatiales. Elle participe d'une territorialité renouvelée, empreinte d'anciens liens et de nouveaux réseaux. En cela, la construction des territoires locaux est le fait d'acteurs mobiles qui opèrent une mise en relation entre des espaces discontinus. Cependant, ce type de territorialité, fondé sur des espaces de vie fragmentés, pose le problème des modalités d'articulation à la fois au niveau local et entre espace local et espace national. Aujourd'hui, les associations de migrants sont dans une période de transition. Leur rôle dans le développement local s'est réduit depuis les années quatre-vingt-dix, qualifiées d'années "d'utopies"⁽³⁾. Les relations privilégiées entre villages d'origine et communautés de ressortissants ont atteint les limites du fonctionnement en vase clos. L'ouverture est devenue nécessaire, bien qu'elle signifie un relâchement dans le système réticulaire. Les liens se sont parfois distendus entre les migrants et les villageois, au profit d'une association implantée localement, ce qui a permis le renforcement des liens intervillageois. La communalisation a accentué cette tendance, étant donné que la construction des territoires communaux repose sur le regroupement des terroirs villageois. Alors que pour ces villages de la région de Kayes, la constitution d'un réseau social entre plusieurs lieux discontinus avait débouché sur des investissements, ce que l'on peut appeler du "développement", la production d'un maillage institutionnel dépend de l'articulation de deux dynamiques spatiales que l'on présente souvent comme contradictoires. Les réseaux seraient contre les territoires et réciproquement. Pourtant, on peut poser l'hypothèse suivant laquelle les logiques réticulaire et territoriale peuvent s'accorder, au-delà du champ "local", et ce justement au nom du "développement". Le développement local étant un objectif promu à travers la décentralisation et pour lequel les communes forment le cadre de référence.

Dès lors, une question se pose : quelle est la dimension spatiale du développement ? En effet, n'est-elle pas celle du champ d'intervention des acteurs sociaux qui s'engagent dans cette quête, suivant le principe selon lequel les limites sociales précèdent les limites spatiales ? Dans ce sens, la mobilité se présente encore et toujours comme une ressource. Les expériences passées des associations de migrants, leur savoir-faire en matière d'articulation des espaces nous permettent de penser que les "gens du fleuve"⁽⁴⁾ feront encore preuve d'imagination en termes d'innovations sociales et de pratiques spatiales. La communalisation représente-t-elle cette opportunité ?

Avec la communalisation, les associations de migrants et les associations locales ont vu nombre de leurs acquis être mis sur la sellette. Non seulement leur assise spatiale est remise en question, mais aussi leur capital humain (étant donné que plusieurs

leaders associatifs sont devenus des élus communaux). Aujourd'hui, elles ont un défi à relever, celui de leur adaptation à la nouvelle donne communale, qui ouvre un champ de possibilités pour l'action associative malgré les contraintes adjacentes à sa création. En effet, un nouveau cadre de concertation s'offre aux associations, en rupture avec les tensions qui animaient jusqu'à présent les relations établies entre elles et l'État, notamment via les administrations régionales. Les associations sont désormais dans un espace de négociation différent, dans la mesure où leur engagement qui répondait aux carences de l'État n'est plus d'actualité. Leur position marquée, "contre" l'État, n'est plus pertinente dans la mesure où l'institution communale représente l'État d'un côté et les villages de l'autre. Le "contre" et "à la place de" l'État est appelé à se transformer en "travailler avec". De nouvelles voies se dessinent aujourd'hui en ce sens, et l'on peut se demander quels en sont les ressorts et les perspectives.

Si les associations avaient atteint certaines limites dans leurs actions auparavant par manque d'articulation à l'échelle locale et régionale, l'arrivée des communes pose aujourd'hui le problème de la concurrence entre ces deux entités. À plus long terme, la question est de savoir si la seule perspective des associations est de se mouler dans le cadre communal et d'être au service des élus municipaux, ou si elles auront les moyens de se reconstruire en tant qu'outil de développement. La place des associations, sous la forme qui a été la leur pendant les années quatre-vingt et quatre-vingt-dix, est remise en cause par l'émergence des territoires communaux. Cependant, les relations réticulaires qui les caractérisent sont toujours d'actualité et la demande des élus communaux est très forte pour que ces liens privilégiés entre les villages et les communautés de migrants se renouvellent, et ce sur le mode de l'adhérence au territoire communal. En cela, la place des réseaux sociaux dans le processus de territorialisation semble essentielle pour ces espaces mobiles, et leur partage, dans la continuité des espaces sociaux. ■

Notes

1. Structure chargée de la mise en œuvre de la réforme de décentralisation, entre 1993 et 2001.
2. Mahamet Timera, *Les Soninkés en France. D'une histoire à l'autre*, Paris, Karthala, 1996, 233 p.
3. Patrick Gonin, "Migrations développement : les utopies des années quatre-vingt-dix", in Institut Panos (éd.), *D'un voyage à l'autre. Des voix de l'immigration pour un développement pluriel*, Paris, Karthala, 2001, pp. 25-46.
4. Adrian Adams, *Le long voyage des gens du fleuve*, Paris, François Maspéro, 1977, 222 p.

Le “développement solidaire”

Une politique migratoire au service du développement des pays africains ?

Par Nathalie Kotlok,
maître de conférences en géographie, UMR 6588 Migrinter, université de Poitiers

Réunion des membres de l'association Nord Tambaoura, originaires de la région de Kayes au Mali, Chevilly-Larue, 2006 © Anaïs Pachabézian

En France, les politiques publiques de développement à destination des pays africains concernent le contrôle des flux migratoires et l'appui de projets initiés par les migrants dans leur région d'origine.

Avec le durcissement de la politique migratoire française, ce double objectif révèle son ambiguïté : une franche distorsion entre les discours et la réalité. Derrière les intentions proclamées, loin de toujours favoriser la mobilité et les initiatives des migrants, le développement solidaire sert avant tout les intérêts du pays “donateur”.

Les migrations internationales, avec leurs cortèges de questionnement complexe à différentes échelles géographiques sur les causes et conséquences économiques, sociales, culturelles démographiques et politiques, sont placées depuis quelques années en priorité des questions traitées par les agendas nationaux et internationaux. Ces questions sont devenues des problèmes depuis les années soixante-dix, suite aux premiers chocs pétroliers, et plus récemment depuis les attentats de New York en 2001. Dans la continuation des politiques migratoires menées par les gouvernements des pays d'immigration, en Europe et aux États-Unis notamment, l'étau s'est encore resserré sur les populations migrantes.

Les migrations internationales qui deviennent résolument une affaire politique du plus haut niveau ont conduit à la création de nouveaux ministères ou secrétariats d'État, tant dans les pays de départ pour les ressortissants de l'extérieur que dans les pays d'arrivée pour les populations immigrées. En France, le devenir des populations immigrées a été traité au fil du temps par différents ministères, principalement les ministères de l'Intérieur, du Travail, des Finances et des Affaires étrangères. Citons par exemple les ministres Marcellin et Fontanet, respectivement ministre de l'Intérieur et du Travail, signataires en 1972 des circulaires subordonnant la politique de recrutement des travailleurs étrangers à la situation de l'emploi. En 2007, pour faire suite à ses propositions électorales, le président de la République regroupe les services dispersés dans plusieurs ministères au sein d'un seul en charge de ces questions, renommé par le décret du 18 mars 2008 ministère de l'Immigration, de l'Intégration, de l'Identité nationale et du Développement solidaire. Les politiques publiques concernant les populations migrantes et notamment les aides publiques allouées aux initiatives migrantes sont transférées peu à peu du ministère des Affaires étrangères à ce nouveau ministère.

Lier les migrants internationaux au développement de leur pays d'origine

Les migrations internationales, par le biais des politiques migratoires, interfèrent dans les politiques des relations extérieures des États. L'une des raisons explicatives de cet intérêt des États pour les migrants internationaux est la "découverte" du montant de leurs transferts financiers. Force est de constater que les fonds qui circulent ne cessent de s'accroître. Estimés à 338 milliards de dollars par la Banque mondiale en 2008 et 317 en 2009⁽¹⁾, ils n'étaient que de trois milliards en 1970 et de 70 milliards en 1990. La croissance de ces transferts incite les institutions internationales et les États à promouvoir les migrants, acteurs du développement et de la réduction de la pauvreté,

par une redistribution vers le Sud des revenus acquis dans les pays d'installation. Le constat de l'échec de l'Aide publique au développement (APD) pour atteindre les Objectifs du millénaire pour le développement (OMD), les difficultés de plus en plus grandes pour le Fonds monétaire international (FMI) de réguler l'économie mondiale et le constat d'accroissement des inégalités de répartition des richesses se combinent au montant des remises. Le Pnud estime en effet qu'au rythme actuel d'évolution des APD, les huit objectifs des OMD seront atteints dans un siècle et demi en Afrique. Leur évaluation à mi-parcours a montré la nécessité de trouver de nouveaux moyens de financements innovants, dont les transferts des migrants font partie.

Ainsi, certains migrants internationaux et particulièrement les ressortissants des pays africains, pour ce qui concerne les politiques publiques de la France, sont sollicités pour participer au financement "solidaire" de la France vers leur pays d'origine. Les auteurs des politiques publiques, qui articulent migration et lutte contre la pauvreté ou développement, se nourrissent de l'espoir de tarir les flux migratoires par le développement et insistent sur le rôle positif des migrants au niveau des processus de développement et particulièrement sur leurs apports à un développement durable et à la réduction de la pauvreté.

Vouloir établir des liens voire des corrélations entre migrations et développement demeure une tâche d'autant plus complexe que l'existence même de ce lien pourrait être remise en cause par le faible poids démographique (3 %) des migrants internationaux dans la population mondiale. Mais, au-delà du montant des remises, les propositions politiques s'appuient sur l'existence des réalisations opérées à l'échelle microéconomique par les associations de migrants⁽²⁾ et leurs revendications depuis les années quatre-vingt-dix pour obtenir le statut de "migrants développeurs" ou, pour le moins, faire reconnaître leurs investissements financiers destinés à l'amélioration des conditions de vie des populations restées au pays. Cependant, le risque de quiproquo est grand entre ces associations de migrants qui investissent dans des actions de développement local pour le mieux être des populations résidant dans leur région d'origine et les politiques publiques mises en œuvre dans ces mêmes régions.

Complémentarités entre politiques migratoires et Aides publiques au développement

La mission interministérielle de l'Aide publique au développement poursuit trois principaux objectifs : contribuer à l'atteinte des Objectifs du millénaire pour le développement, appuyer la croissance économique créatrice d'emploi et participer à la gestion collective des biens publics mondiaux. Au sein de cette mission, deux

programmes “Aide économique et financière au développement” du ministère de l’Economie, de l’Industrie et de l’Emploi et “Solidarité à l’égard des pays en développement” du ministère des Affaires étrangères et européennes sont complétés par le programme “Développement solidaire et migrations” du ministère de l’Immigration, de l’Intégration, de l’Identité nationale et du Développement solidaire.

Dans un rapport publié en 2009⁽³⁾, la Banque mondiale et le Fonds monétaire international estiment que la crise économique menace la lente progression des résultats observés pour atteindre les Objectifs du millénaire pour le développement. Pour répondre à l’accentuation des difficultés de survie pour des millions d’habitants, les pays riches dont ceux de l’Union européenne se sont engagés à accroître leur APD à hauteur de 0,7 % de leur revenu national brut en 2015. Mais les montants alloués à ces politiques, d’une part, ne correspondent pas à ce taux et, d’autre part, sont orientés vers des régions du monde dont les populations ne connaissent pas les plus grandes difficultés. Actuellement les volumes de l’aide française reposent sur des allègements de dettes et des prêts financiers octroyés par l’Agence française de développement (AFD) principalement aux pays émergents.

Tableau 1. Une APD difficile à comptabiliser

En millions d’euros	2007	2008	2009	2010
APD officielle	7220	7596*	8458	8664
En % du RNB	0,38	0,39	0,44	0,44
Dont prêts AFD		469	1306	1048
Dons AFD (autorisation d’engagement)	313	212	212	175
APD réelle (Hors taxe sur billets d’avion)**	4759	5557	6174	6095

* à partir de 2008, la taxe sur les billets d’avion est incluse - ** APD réelle calculée par Coordination SUD
Source : Coordination SUD, d’après les documents de politique transversale attachés aux Projets de Loi de Finances.

Les budgets de l’APD demeurent en deçà des taux annoncés, particulièrement si l’on retire de cette aide, comme le propose Coordination SUD dans son calcul de l’aide réelle, les pertes sur allègement de dettes, les coûts imputés à la formation d’étudiants étrangers, les aides aux réfugiés et les aides allouées aux Territoires d’Outre-Mer : *“Les dons, en chute libre depuis 2006, passent en effet de 322 millions d’euros en 2006 à 175 millions d’euros en 2010. La priorité donnée dans les discours à l’Afrique et à l’atteinte des Objectifs du millénaire pour le développement est loin de se traduire dans la réalité”*⁽⁴⁾.

Dans sa distribution, cette aide française relève des besoins des pays receveurs mais aussi des intérêts de la France à l'étranger, impliquant enjeux économiques, sécuritaires et migratoires.

En 2006, le Comité interministériel du contrôle de l'immigration et le Comité interministériel de la coopération et du développement ont décidé que les stratégies de coopération devraient intégrer le phénomène migratoire dans le cadre d'une

Dans sa distribution, cette aide française relève des besoins des pays receveurs mais aussi des intérêts de la France à l'étranger, impliquant enjeux économiques, sécuritaires et migratoires.

approche concertée avec les pays du Sud. Ainsi, dans la lignée des réflexions menées sur les migrations internationales par les plus grandes organisations internationales, les enjeux migratoires sont articulés aux enjeux de développement. La présentation des objectifs du programme "Développement solidaire et migrations" ne laisse aucun doute sur cette articulation entre les politiques migratoires et les politiques

d'aide au développement : *"Le programme 'Développement solidaire et migrations' mis en œuvre par le ministère de l'Immigration, de l'Intégration, de l'Identité nationale et du Développement solidaire participe à la politique d'ensemble de l'Aide publique au développement (APD). La finalité de ce programme est de favoriser le développement des pays à l'origine de flux migratoires importants vers la France, en considérant que les migrations peuvent être un facteur clef de développement à partir du moment où elles sont gérées en concertation et dans l'intérêt mutuel du pays d'origine et de la France⁽⁵⁾".*

Le développement solidaire : une aide aux initiatives migrantes ?

Le remplacement du terme "codéveloppement" dans l'intitulé du ministère par celui de "développement solidaire" n'est pas anodin. Alors que le codéveloppement avait été défini lors de deux communications en Conseil des ministres (2003 et 2005) comme *"toute action d'aide au développement, quelle qu'en soit la nature et quel que soit le secteur dans lequel elle est réalisée, à laquelle participent des migrants vivant en France, quelles que soient les modalités de cette participation"*, le "développement solidaire" est inscrit dans un périmètre d'actions plus large. Il comprend *"le codéveloppement et les actions sectorielles d'aide au développement dans celles des régions des pays d'origine qui sont des régions de forte émigration vers la France, permettant de contribuer à la maîtrise des flux migratoires⁽⁶⁾".*

Les accords de gestion concertée des flux migratoires devraient être proposés à la signature des États dont les ressortissants en France sont les plus nombreux, des “régions de forte émigration vers la France”, pour reprendre les termes de la définition. Pourtant, selon les données publiées par l’Insee du recensement de 2004-2005, les 10 premiers pays d’origine des migrants en France sont par ordre décroissant : l’Algérie, le Maroc, le Portugal, l’Italie, l’Espagne, la Turquie, la Tunisie, l’Allemagne, le Royaume-Uni et la Belgique. Le poids démographique de ces immigrés s’échelonne entre près de 700 000 pour les premiers à 100 000 pour les derniers. Or les premiers accords bilatéraux signés dans le cadre d’un “développement solidaire” concernent le Sénégal, le Gabon, la République du Congo, le Bénin, la Tunisie, la République de Maurice, le Cap-Vert, le Burkina Faso et le Cameroun. Parmi ces accords, seuls cinq, signés avec le Bénin, la République du Congo, le Gabon, le Sénégal et la Tunisie sont appliqués, les décrets des autres accords n’étant pas encore publiés au *Journal Officiel*. Les immigrés originaires de ces pays représentent finalement de faibles contingents en France à l’exception des immigrés tunisiens.

Le programme 301 “Développement solidaire et Migrations” de la loi de finances a été doté d’une autorisation de financement d’environ 100 millions d’euros pour la période 2008-2010. Il se décline selon deux types de projets : “*Ceux participant dans les pays concernés à une meilleure maîtrise des flux migratoires dans le cadre des accords de*

Tableau 2. Le financement du programme 301

Actions	2008		2009		2010	
	AE millions d’euros	CP millions d’euros	AE millions d’euros	CP millions d’euros	AE millions d’euros	CP millions d’euros
n°1 : Aides multilatérales de développement solidaire	10,0	3,0		3,0		2,0
n°2 : Aides à la réinstallation des migrants dans leur pays d’origine	5,0	5,0	3,5	3,5	2,5	3,5
N° 3 : Autres actions bilatérales de développement solidaire	45,0	21,0	22,8	17,8	24,0	29,5
Total	60,0	29,0	26,3	24,3	26,5	35,0

AE : Autorisation d’engagement - CP : Crédits de paiement

Sources : 2008 : Rapport de M. Charasse pour la Commission des finances du Sénat,

<http://www.senat.fr/rap/107-091-34/107-091-3453.html> (date de consultation: le 3/04/08)

2009-2010 : www.performance-publique.gouv.fr/.../PAP2010_BG_Aide_publique_developpement.pdf

gestion concertée des flux migratoires et de développement solidaire ; ceux portés par des migrants en faveur du développement de leurs pays d'origine, quelles que soient la nature et les modalités de leur contribution⁽⁷⁾.

Les budgets alloués à ce programme restent somme toute très modestes. En 2010, 35 millions d'euros en crédits de paiement (supérieurs aux autorisations d'engagement compte tenu des budgets non dépensés en 2009) représentent 0,57 % de l'APD réelle estimée par Coordination SUD et 0,40 % de l'APD officielle. De plus, seule une faible part de ces sommes est en réalité mise à la disposition des migrants pour cofinancer leurs projets individuels et ou collectifs dans leur pays d'origine. En effet, ils peuvent émarger sur l'action 2, "aides à la réinstallation des migrants dans leur pays d'origine", dont les crédits sont gérés par l'Office français de l'immigration et de l'intégration, dans la mesure où le projet financé inclut le retour. Ils peuvent également relever de l'action 3 par le financement au titre des projets antérieurs du Fonds de solidarité prioritaire à hauteur de 0,5 million d'euros en crédit de paiement, de nouveaux fonds n'ayant pas été engagés pour 2010.

"Les projets cofinancés par les associations de migrants dans leurs régions d'origine progressent en volume compte tenu de l'augmentation du nombre d'accords signés : 60 en 2009, 100 en 2010 avec une cible en 2011 de 120 projets collectifs⁽⁸⁾." Alors que le montant moyen pour les projets des associations est de l'ordre de 40 000 euros, celui qui est destiné aux projets individuels est de 7 000 euros. L'objectif affiché est d'atteindre en 2011 le financement de 1 000 projets individuels. Quelle que soit la qualité de ces projets, compte tenu des faibles possibilités de financement, l'accompagnement financier des projets des migrants ne pourra représenter qu'une goutte d'eau dans l'océan du développement ! Au sein de ce programme, l'action 3 ("autres actions bilatérales de développement solidaire") représente plus de 80 % des fonds, et elle a pour objectif de financer essentiellement les accords de gestion concertée des flux migratoires.

Ces chiffres donnent à penser que l'État français ne croit pas réellement en la possibilité des migrants de devenir des acteurs du développement. En tout état de cause, si l'aide bilatérale et/ou multilatérale n'a jamais été guidée par l'altruisme, la nouvelle politique du ministère de l'Immigration, de l'Intégration, de l'Identité nationale et du Développement solidaire ne cache aucunement ses intérêts prioritaires de défense de l'identité nationale par la régulation des flux migratoires. Cette régulation concerne moins les possibilités d'entrée légale sur le territoire (bien que celles-ci soient explicitées dans les accords), que les chiffres des expulsions, nommées "invitations à quitter le territoire" ou "reconduites à la frontière", sur lesquels le ministère communique régulièrement. Lors de la présentation de ses vœux à la presse le 18 janvier 2010, le ministre a précisé que 29 288 étrangers en situation irrégulière avaient été reconduits à la frontière en 2009. Le 9 juillet 2010, *Le Figaro* publiait le

chiffre de 14 760 reconduites à la frontière pour le premier semestre 2010. Malgré la modicité des fonds en jeu, le rôle de ce ministère de l'Immigration, de l'Intégration, de l'Identité nationale et du Développement solidaire dans les inflexions de l'APD pourrait être renforcé par sa représentation dans les instances de décision d'affectation des budgets, dont le conseil d'administration de l'Agence française de développement, opérateur pivot des financements de l'aide internationale française. L'intérêt pour un État, dont certains de ses ressortissants vivent en France, de signer un accord de gestion concertée des flux migratoires ne se situe pas dans les quelques millions d'euros financés par le programme 301, mais dans la possibilité de l'effet levier de cet accord pour percevoir d'autres financements. Ainsi, il y a bien volonté de conditionner les aides au développement à la signature des accords de gestion concertée des flux migratoires.

Les accords avec le Cap-Vert, un exemple d'ouverture des frontières

Si le Cap-Vert est sorti récemment de la liste des pays les moins avancés, son économie n'en demeure pas moins fragile et dépendante de l'extérieur par l'importance des transferts de fonds des émigrés, estimés par la Banque mondiale à plus de 130 millions de dollars par an depuis 2005. Contrairement à d'autres pays européens, le Portugal, les Pays-bas, l'Italie ou le Luxembourg, la France n'est pas une destination privilégiée par ces insulaires. Environ 50 000 ressortissants seraient installés en France, ce qui fait de ce pays un exemple révélateur des attendus des politiques associant les migrations au développement.

Faisant suite à la signature le 5 juin 2008 à Bruxelles du partenariat pour la mobilité entre le Cap-Vert et l'Union européenne, la France a conclu en novembre 2008, une convention relative à la gestion des flux migratoires et au développement solidaire avec le gouvernement de la République du Cap-Vert. Si l'on en croit les statistiques présentées par Lionel Lucas, rapporteur au nom de la commission des Affaires étrangères du projet de loi concernant cet accord, les ressortissants Capverdiens désireux de venir travailler en France ne semblent pas lésés : *“Depuis 2004, près de 700 Capverdiens reçoivent chaque année un premier titre de séjour, dont près des trois quarts délivrés pour motifs familiaux. En revanche, l'immigration pour motifs professionnels ou d'études reste, comme dans les cas précédents, extrêmement marginale puisqu'elle a précisément concerné 5 salariés en 2007, et 20 en 2008, ainsi qu'un seul travailleur temporaire en 2007 et trois en 2008. Inversement, si le nombre de visas de long séjour délivrés à des ressortissants capverdiens reste modeste et irrégulier (82 en 2004, 106 en*

2005, 66 en 2006, 123 en 2007, 101 en 2008), ‘ces visas sont délivrés pour les deux tiers au titre du regroupement familial (82 en 2007, 69 en 2008), le reste allant aux conjoints de Français (20 en 2007, 27 en 2008) et aux étudiants (27 en 2007, 11 en 2008)’, *selon les indications fournies par le ministère des Affaires étrangères*⁽⁹⁾.”

Cet accord, dans la logique de ceux précédemment signés par la France, contient 10 articles visant à favoriser la circulation des personnes, organiser les admissions au séjour, fixer les procédures de réadmission, lutter contre l’immigration irrégulière, conforter l’intégration des ressortissants légalement établis et mobiliser les compétences et les ressources des migrants en faveur du développement solidaire. Les financements de ces objectifs ne sont pas mentionnés. En ce qui concerne la facilitation de la circulation des personnes, des visas de courts séjours à entrées multiples seront délivrés pour des fonctionnaires, des hommes d’affaires, des universitaires ou des sportifs, toute personne émanant d’une “diaspora qualifiée” qui participent activement aux relations entre les deux pays. Peuvent être admis au séjour des étudiants qui, après avoir obtenu un diplôme niveau master, restent en France pour acquérir une première expérience professionnelle. Tous les ans, 100 jeunes professionnels âgés de 18 à 35 ans peuvent être admis pour une période n’excédant pas dix-huit mois. 100 cartes “compétences et talents” pourront être délivrées annuellement ainsi que 500 titres de séjours salariés d’une durée d’un an renouvelable pour des emplois répertoriés dans une liste de 40 métiers parmi 13 secteurs d’activité.

En contrepartie de ces possibilités d’entrer légalement sur le territoire, l’article 4 précise que les États délivrent les laissez-passer consulaires nécessaires aux réadmissions et qu’une coopération policière est prévue pour rechercher la nationalité des ressortissants sans autorisation de séjour. Le “développement solidaire” traité dans l’article 7 aborde de manière très générique les actions prévues, mais précise les engagements de promotion d’instruments financiers dont la réduction et la transparence des coûts des transferts d’argent des migrants.

Or il se trouve que cet objectif est déjà réalisé puisque la comparaison des coûts des transferts pour le Cap-Vert est sur le site www.envoirdargent.fr, site mis en ligne par l’Agence française de développement. Le compte épargne codéveloppement, créé par les lois de 2006 et 2007, existe virtuellement mais n’est utilisable que par les Tunisiens car uniquement mis en œuvre par l’Union tunisienne de banque. Le livret d’épargne codéveloppement n’est toujours pas proposé par les institutions bancaires. Ainsi, suite à la ratification de cet accord de gestion concertée des flux migratoires, le Cap-Vert obtient pour ses ressortissants bien plus d’autorisations de séjour qu’il n’en existait auparavant. Sous l’apparence d’un plus grand contrôle des flux migratoires, cet exemple est emblématique des distorsions entre les discours publics et la réalité des besoins en main-d’œuvre de l’économie française.

Conclusion

À la lecture du décret n° 2007-999 du 31 mai 2007 relatif aux attributions du ministre de l'Immigration, de l'Intégration, de l'Identité nationale et du Développement solidaire et de la distribution des fonds financiers engagés pour atteindre les objectifs désignés, il est permis de mettre en cause les fondements même de cette politique que les experts en communication de l'action politique habillent d'un discours humaniste de solidarité avec les pays du Sud et notamment de l'Afrique subsaharienne. Les textes se concentrent sur les thématiques, de diaspora qualifiée, de coopérations bilatérales via le "codéveloppement", de "transferts de fonds", de "trafics d'êtres humains", autant de sujets qui pourraient être traités autrement pour améliorer les droits des migrants et les intérêts de leurs régions voire pays d'origine. Mais l'intérêt de la France prime, dont son objectif principal, pour ne pas dire unique, à vouloir contrôler les migrants installés ou arrivant sur le territoire national.

Sous un vocable à connotation sympathique, ce "développement solidaire" induit la notion partenariale, mais la lecture des chiffres révèle une politique d'ajustement qui ne correspond qu'à la mise en œuvre des discours sécuritaires. Néanmoins, elle trouverait un écho favorable auprès de certains migrants, dans la mesure où leurs efforts financiers pour l'espace d'origine sont enfin reconnus.

Il n'y a pas de contradiction entre intégration et développement, entre mobilité et ancrage mais il faudrait plutôt y voir des processus complémentaires qui s'enrichissent mutuellement. Or les politiques migratoires organisent une migration de travail de courte durée pour les nouveaux entrants et tentent de fixer les migrants déjà régulièrement installés. Une des pierres d'achoppement entre migrants et politiques est que leurs pratiques et leurs projets ne sont pas synonymes d'assimilation ou de retour, mais s'inscrivent dans la circulation migratoire réelle et symbolique et dans une logique de double appartenance pour aider leurs concitoyens, dans la mesure où le développement nécessite et suscite aussi plus d'échanges et de mobilités. D'où leur demande, restée lettre morte, d'un titre de séjour spécifique qui leur permettrait de mieux circuler dans leur espace migratoire. Or ce titre existe, mais uniquement pour les plus qualifiés. Beaucoup d'ambiguïtés résistent au débat, dans la mesure où il n'y a pas consensus sur le fait que le développement serait une réponse aux migrations. Quand bien même serait-ce le cas, les temporalités ne sont pas identiques. De fait, les enjeux migratoires et ceux des accords entre États ou des accords multilatéraux concernant l'aide au développement ne peuvent parvenir de manière concomitante à la réalisation de leurs finalités. ■

Bibliographie

- Akoka, Karen, Gonin Patrick et Hamelin David, *Migrants d'ici et d'ailleurs, du transnational au local*, Poitiers, Atlantique, 199 p. (cinq heures avec), 2009.
- Bertini Barbara, Gonin Patrick, Kotlok Nathalie et Le Masson Olivier "Engagements citoyens ici et là-bas. L'insertion pluriteritoriale des migrants (France, bassin du fleuve Sénégal)." Communication au colloque de l'université catholique de Louvain, chaire Quêtelet, décembre 2008, 21p. <http://www.uclouvain.be/259835.html>.
- Bertini Barbara, Gonin Patrick, Kotlok Nathalie et Le Masson Olivier, "Codéveloppement et double présence : les initiatives migrantes et la fabrique des identités multiples", in S. Dessajan, N. Hossard et E. Ramos (dir.), *Immigration et identité nationale*, Paris, L'harmattan, 2009.
- Brettell, C., "Theorizing Migration in Anthropology", in Brettell C., Hollifield J. (ed), *Migration Theory. Talking across disciplines*, New-York, Routledge, 2000, pp.97-135.
- De Haas, H. "Migration and development. A theoretical perspective," Oxford, International Migration Institute, Working papers, 2008, 57 p.
- Gonin Patrick et Kotlok Nathalie, "Les associations de développement des migrants dans leur pays d'origine", in *Accueillir*, n°252, "Le développement est-il une réponse aux migrations internationales ?", décembre 2009, pp.12-16.
- Gonin Patrick et Kotlok Nathalie, "Les territorialités migrantes à l'épreuve des projets de développement : le Guidimakha mauritanien", XLIII^e colloque de l'ASRDLF : "Les dynamiques territoriales, débats et enjeux entre les différentes approches disciplinaires", Grenoble-Chambéry, 11, 12 et 13 juillet 2007, 16 p. http://edytem.univ-savoie.fr/d/asrdlf2007/pub/resumes/textes/Kotlok_Gonin.pdf.
- Gonin Patrick et Kotlok Nathalie. "Penser autrement un développement partagé", in *Plein droit*, n°83, "Codéveloppement : un marché de dupes", décembre 2009.
- Guengant Jean-Pierre, "Quel lien entre migrations internationales et développement ? ", Ceras-revue *Projet* n° 272, décembre 2002. <http://www.ceras-projet.com/index.php?id=1735>.
- Guengant Jean-Pierre, "Migrations internationales et développement : les nouveaux paradigmes", *Revue européenne des migrations internationales*, n°12, 1996, pp.105-119.
- Mouhoud E.M., Oudinet J. et Unan E, "Remittances as A Development Tool in The Euro-Mediterranean Basin: An Analysis of The Macroeconomic Determinant of Migrant Remittances", *CEPN-CNRS*, working paper, 2008.
- Tapinos G, "Mondialisation, intégration régionale, migrations internationales", in *Revue internationale des sciences sociales*, n° 165, "La migration internationale en 2000", Unesco/Erès, 2000, pp. 343-352. <http://www.assemblee-nationale.fr/13/rapports/r2434.asp>.

Notes

1. Ratha D., Mohapatra S. and Silwal A., *Migration and Remittance Trends 2009*, Migration and Development Brief 11, Washington, World Bank, 2009.
2. Voir Gonin Patrick et Kotlok Nathalie, "Les associations de développement des migrants dans leur pays d'origine", in *Accueillir*, n°252, "Le développement est-il une réponse aux migrations internationales ?", décembre 2009, pp.12-16 ; Gonin Patrick et Kotlok Nathalie, "Les territorialités migrantes à l'épreuve des projets de développement : le Guidimakha mauritanien", XLIII^e colloque de l'ASRDLF : "Les dynamiques territoriales, débats et enjeux entre les différentes approches disciplinaires", Grenoble-Chambéry, 11, 12 et 13 juillet 2007, 16 p. http://edytem.univ-savoie.fr/d/asrdlf2007/pub/resumes/textes/Kotlok_Gonin.pdf.
3. Banque mondiale et FMI, *A development Emergency*, Global monitoring report, 2009.
4. Coordination SUD, *L'aide publique au développement dans le projet de loi de finances pour 2010*, p. 2, <http://www.coordinationsud.org>.
5. Mission interministérielle, *Projets annuels de performances annexe au projet de loi de finances pour 2009, Aide publique au développement*, p. 141, version du 03/10/2008, www.performance-publique.gouv.fr.
6. 2008, Secrétariat général du Comité Interministériel de Contrôle de l'Immigration, rapport au Parlement, *Les orientations de la politique de l'immigration*, La Documentation française.
7. Mission interministérielle, *Projets annuels de performances, annexe au projet de loi de finances pour 2009, Aide publique au développement*, p134, version du 03/10/2008.
8. Mission interministérielle, *Projets annuels de performances, annexe au projet de loi de finances pour 2009, Aide publique au développement*, p146, version du 03/10/2008.
9. <http://www.assemblee-nationale.fr/13/rapports/r2434.asp>.